

# Différenciation sociale et disparités régionales : le développement de l'éducation au Cameroun

Jean-Yves Martin

*ORSTOM (Office de la Recherche Scientifique  
et Technique Outre-Mer), Paris*

# Table des matières

Introduction .. .. .	27
I. Dimension historique et cadre régionale des disparités .. .. .	31
II. Nature des disparités éducatives régionales .. .. .	60
III. Disparités régionales et inégalités sociales .. .. .	90
Conclusions .. .. .	115
Annexe .. .. .	129
Bibliographie.. .. .	133

# Introduction

Les disparités régionales ne sont pas l'apanage des pays en voie de développement. Elles leur posent néanmoins des problèmes spécifiques, en particulier à ceux qui étaient, il n'y a pas si longtemps, des pays colonisés, et dont le territoire n'est pas le produit d'une longue évolution historique mais celui de découpages coloniaux. En effet, ces disparités, si elles sont dans leur dimension la plus évidente liées à des décalages dans les types et niveaux de production, conduisent en définitive à des questions qui ne se posent pas seulement en termes d'égalités-inégalités, mais en termes d'unité nationale et de consensus politique.

Ces déséquilibres régionaux présentent la triple particularité d'être facilement repérables, difficilement explicables - malgré les apparences - ou encore plus difficilement réductibles. Les chiffres ne manquent pas pour nourrir le constat. Ils traduisent des faits sur le plan quantitatif, mais ils ne peuvent en aucune manière rendre compte de la liaison de processus globaux. C'est en effet le caractère global de ces déséquilibres qui en rend l'analyse délicate et l'explication complexe. Leur réduction présente des difficultés de nature différente. Les politiques de développement sont le plus souvent basées sur des postulats intangibles et d'inspiration extérieure et conduites selon des modèles opérationnels univoques. C'est la logique de ces modèles qui entretient ces déséquilibres, quand elle ne les aggrave pas, et l'ordre économique mondial est d'une nature telle que cette logique est difficilement contournable.

Dans le domaine de l'éducation, les disparités régionales s'expriment par des taux inégaux de scolarisation. On tente le plus souvent d'expliquer ces taux par des variations multiples de la demande scolaire selon les zones. Mais cette explication reste

descriptive car elle ne prend en compte que des épiphénomènes. Elle mène en outre à une politique scolaire particulière qui consiste à répondre à la demande dans les zones où la scolarisation est la plus avancée et à proposer dans les zones sous-scolarisées une offre du même type que celle qui ailleurs a suscité la demande, sans tenir compte des caractéristiques différentielles globales de ces zones. Les décalages sont donc entretenus.

Ces déséquilibres scolaires régionaux existent dans de nombreux pays africains. Leur gravité, et donc la nécessité de trouver les moyens d'y remédier, justifient qu'une étude approfondie en soit faite. Cependant, traiter cette question sur un grand nombre de pays ferait courir le risque de ne saisir les problèmes qu'en surface. Il est donc nécessaire pour parer à une telle éventualité, de limiter le champ d'investigation. La présente étude est centrée sur l'exemple camerounais assorti de comparaisons avec des pays limitrophes, en particulier le Tchad et le Nigéria. Le cas des pays voisins du Cameroun permettra de faire varier, de manière pour ainsi dire expérimentale, différents éléments de la situation camerounaise dans des contextes différents mais suffisamment proches pour tester éventuellement la validité de notre schéma d'interprétation.

La diversité régionale du Cameroun a été fréquemment soulignée. Des confins du Sahel à ceux de la grande forêt équatoriale, du littoral atlantique à celui du Lac Tchad, sa géographie définit de grandes régions naturelles - forêt, savane, zones montagneuses - qu'une extrême variété de peuples occupent. Les différences dans les densités de population et dans les activités économiques viennent s'ajouter à la diversité géographique naturelle. Enfin, l'histoire coloniale a joué sa partition (c'est le cas de le dire) dans ce concert, car la colonisation a opéré de façon différente selon les zones, pénétrant plus profondément le sud que le nord et donnant au Cameroun deux langues officielles, le français et l'anglais.

Ce sont les nombreuses dimensions de cette diversité qui ont souvent fait dire que le Cameroun était une sorte de résumé de l'Afrique. Si l'exposé de l'exemple camerounais peut avoir valeur d'illustration de cette diversité africaine, il peut avoir au surplus valeur d'explication dans le domaine des disparités régionales. En effet, la diversité régionale du Cameroun peut s'exprimer en termes de disparités : les différentes régions connaissent des niveaux de "développement" très inégaux. Elles participent de façons fort diverses à l'économie marchande et au pouvoir

politico-administratif qui lui est associé, et elles bénéficient inégalement des équipements modernes, particulièrement dans le domaine des communications, de la santé et de l'éducation.

On peut avancer qu'un état de sous-scolarisation est de plus grande conséquence qu'un sous-équipement routier ou hospitalier. Un déficit sanitaire ou de communication peut être facilement comblé, à condition d'y mettre le prix. Les disparités éducatives ont par contre des implications sociales spécifiques. On ne développe pas la scolarisation à volonté. Sans compter que l'unité de temps en matière éducative est par définition la génération, il faut souligner que la participation d'une population à l'école ne s'opère pas sur le mode d'une réponse mécanique à des incitations. Cette participation, qu'elle soit active ou réticente, est inscrite dans le champ d'une rationalité socio-économique. Elle doit être considérée comme l'une des expressions d'un contexte social global où sont liés orientation historique et mode de reproduction des différents groupes sociaux.

Nous voulons signifier par là que l'explication des disparités éducatives régionales requiert une approche socio-historique, la seule qui permette de dépasser la simple phénoménologie de la demande scolaire. Cette approche est utile tout d'abord pour éclairer la notion de région. Il s'avère que les régions au Cameroun ne se réduisent pas à de simples découpages spatio-administratifs mais recouvrent la plupart du temps des unités socio-historiques marquées à la fois par la nature des sociétés qui les composent et les relations qu'elles ont entretenues dans le passé entre elles et avec le colonisateur, toutes choses déterminant leur position actuelle dans le cadre national post-colonial. C'est cette dynamique historique et inter-relationnelle qu'il faut restituer.

Cette approche est également utile pour éclairer les phénomènes éducatifs eux-mêmes. L'ensemble de ces derniers, c'est-à-dire la structure du système d'enseignement, l'état actuel de son développement, l'inégalité de sa distribution spatiale, le rapport privé-public, les objectifs visés sont inscrits dans une évolution socio-historique dont les différents éléments sont en inter-action. Il importe en particulier de caractériser la nature et l'importance des différentes périodes de l'histoire scolaire pour évaluer leur poids respectif sur la période contemporaine.

Cette approche permet enfin d'éclairer le rapport entre l'éducation et le développement économique, question qui est en relation directe avec celles des

disparités. L'éducation, dont la nature est profondément politique et idéologique, puisque sa fonction première est la socialisation, reflète toujours l'instance dominante de la société globale. Or, cette instance n'a pas toujours été la même au cours de l'histoire, et ce sont les changements relatifs à cette instance qu'il est particulièrement important de saisir, ainsi que leur séquence, pour comprendre la situation actuelle où l'enseignement est en avance sur l'économie - à l'inverse des débuts de la colonisation où la mise en valeur a précédé le développement éducatif.

Par ailleurs, raisonner à l'échelle d'un pays implique que l'on prenne en compte l'état de développement de la formation sociale nationale qui est à l'aboutissement d'un processus socio-historique global et qui dessine un nouveau champ de forces. Des disparités régionales, en particulier scolaires, qui s'entretiennent et se reproduisent sont le signe qu'une certaine structuration sociale est à l'oeuvre. C'est ce qui explique notre titre : le développement inégal de l'éducation selon les différentes régions au Cameroun révèle l'existence de processus de différenciation sociale au niveau de la formation nationale. Le trait majeur de ces processus est la constitution progressive - ou le commencement de la reproduction - d'une bourgeoisie nationale sur la base de clivages régionaux - rural/urbain et manuel/intellectuel - bourgeoisie qui a pour assise son degré de proximité avec le pouvoir d'Etat à travers ses différents relais régionaux. Les inégalités scolaires, dans leur distribution nationale, correspondent globalement aux inégalités inter- et intra-régionales quant au degré de participation à la richesse et au pouvoir politico-économique. Le système scolaire contribue, pour la part qui lui revient, à la production de ces inégalités, mais il n'en est pas la matrice. Il en révèle la nature et le mouvement. C'est en fonction de cette problématique que nous avons orienté notre étude.

Après avoir analysé les processus qui ont abouti à la création de disparités - à partir de l'histoire socio-économique de la colonisation et des caractéristiques des différents groupes sociaux - et les cadres socio-économiques régionaux dans lesquels elles s'alimentent actuellement, nous dressons un constat précis et circonstancié des disparités éducatives et nous les rapportons à leurs aspects sociaux et globaux. Nous tentons ensuite d'identifier la nature et l'ampleur des obstacles qui s'opposent à leur réduction, ce qui nous fournira les éléments pour une interprétation d'ensemble du phénomène.

# I. Dimension historique et cadre régional des disparités

Le territoire actuel du Cameroun est le produit des actions de conquêtes successives ou simultanées de trois puissances européennes : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France. Après trente ans de présence allemande, au cours desquels un système éducatif germanophone avait commencé à s'implanter, les armées franco-britanniques ont chassé leurs prédécesseurs. Deux systèmes éducatifs se sont mis en place à partir de 1916, l'un d'inspiration britannique, dans la zone appelée Cameroun Occidental, l'autre, d'inspiration française, au Cameroun oriental. En 1960, à l'Indépendance, l'Etat camerounais a hérité de ces deux systèmes et les a fait coexister jusqu'en 1972. L'harmonisation des deux systèmes, entreprise dès 1963, est accélérée depuis la décision de centralisation et le bilinguisme désigné comme objectif à atteindre. Néanmoins, deux langues d'enseignement subsistent, le français et l'anglais, chacune restant largement majoritaire dans sa zone d'origine respective.

Bien que bénéficiant déjà d'une avance confortable -du moins la zone française - par rapport aux autres ex-colonies africaines, le Cameroun a considérablement développé la scolarisation depuis l'Indépendance. Ce développement n'est pas dû à la seule libération de la demande scolaire dans les années 1958-60, il est aussi le fruit d'une politique concertée, issue elle-même du courant d'idées de l'époque pour lequel l'éducation était considérée comme l'instrument essentiel du développement économique et social (ou à tout le moins un taux élevé de scolarisation ne pouvait être qu'un trait positif) et comme le pilier de la construction nationale.

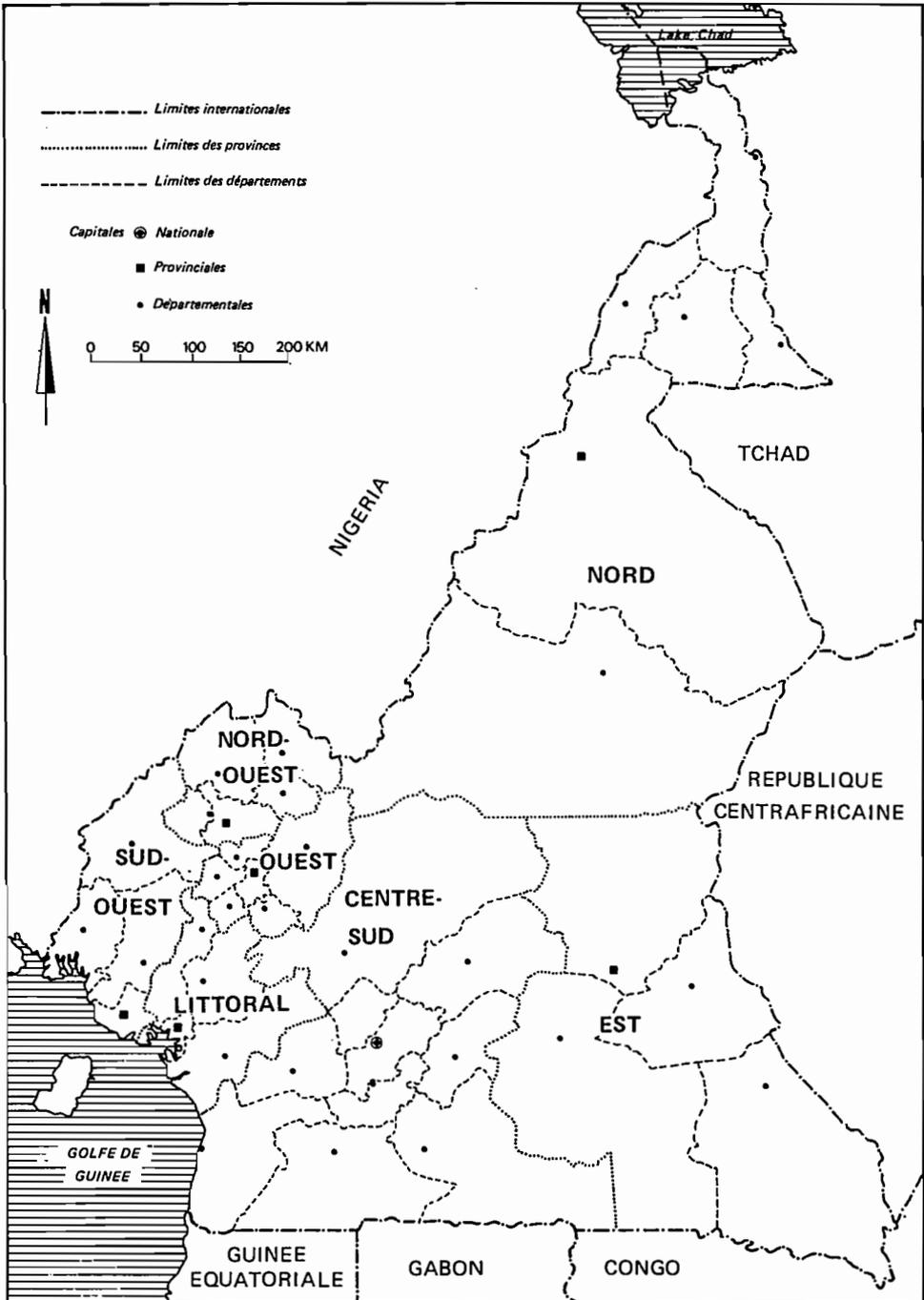
Ainsi, les effectifs de l'enseignement primaire ont été multipliés par 2,5 entre 1960 et 1973. Dans le même temps, les effectifs de l'enseignement secondaire (général, normal et technique) ont été multipliés par

6,5 et le nombre de bacheliers multiplié par 10. Cependant, cette progression spectaculaire ne doit pas cacher deux ordres de faits :

1. En premier lieu, l'inégalité foncière qui est liée à la distribution du savoir scolaire dans tous les pays, et particulièrement ceux pour lesquels la tendance à la scolarisation de masse est récente. Au Cameroun, la majorité des adultes est et restera analphabète, car l'effort scolaire est concentré sur la jeunesse ; ensuite, la scolarisation totale des enfants scolarisables reste encore un objectif lointain (1) ; enfin, les filles sont défavorisées par rapport aux garçons. Pour l'année scolaire 1971-72, il y avait 158 élèves pour 1.000 habitants à l'école primaire (2). La même année, les filles ne représentent que 43 % des effectifs du primaire, 29,7 % des effectifs du secondaire et 9 % des effectifs du supérieur. Aux facteurs d'inégalité liés à l'âge et au sexe s'ajoute celui qu'introduit l'hypersélectivité d'un système dont il faudra analyser le fondement élitiste : nous avons calculé qu'entre 1970 et 1973, sur 1.000 élèves qui entrent en première année du primaire, 173 obtiennent le CEPE, 90 passent dans le secondaire et moins de 40 obtiennent le BEPC ; 29 passent en seconde et ils obtiennent le baccalauréat.
2. En second lieu, le développement inégal de l'éducation selon les différentes régions du territoire. (Voir carte 1)

Comme le souligne J. Bugnicourt (3), la notion de retard éducatif demeure ambiguë. Le retard scolaire d'une région signifie qu'il y a préservation des cultures et des systèmes éducatifs autochtones - qu'ils soient ou non institutionnalisés et qu'ils s'appuient ou non sur l'écriture -, ce que le sociologue ne peut considérer que comme positif. Mais, par ailleurs, le retard scolaire implique la plupart du temps sous-développement, c'est-à-dire l'ensemble des processus liant pauvreté, domination et exploitation. C'est ce que l'on constate en Afrique centrale ; c'est dans les régions les plus retardées sur le plan scolaire que l'on rencontre les groupes

- 
- (1) Le Nigéria a mis en route en 1976 un ambitieux projet de scolarisation primaire universelle (U.P.E.)
  - (2) On situe généralement la scolarisation totale des effectifs scolarisables, c'est-à-dire la population des 6-13 ans, aux alentours de 300 pour mille.
  - (3) J. Bugnicourt : "Disparités scolaires en Afrique".



CARTE 1. Les régions administratives du Cameroun.

Tableau 1. Caractéristiques régionales du Cameroun en 1970.

Régions	Cameroun occidental	Centre Sud	Est	Littoral	Nord	Ouest	Total
Superficie (km <sup>2</sup> )	42.200	116.180	108.990	20.220	163.520	14.140	465.250
Population (71-72)	314.826	1.293.368	302.947	747.956	1.590.248	878.252	6.118.097
Densité (h/km <sup>2</sup> )	31	11	3	37	10	62	13
Taux d'urbanisation (en %)	14	22	13	58	10	20	21
Taux scolarisation primaire (71-72)	139	209	175	189	58	214	156
Taux scolarisation second. gén. (68-69)	5	15	5	11	1	19	8,5
Nombre d'entreprises (1)	9	47	1	95	5	3	160
Nombre d'habitants pour 1 médecin	61.700	15.000	26.000	10.400	61.000	28.000	33.800
Nombre d'habitants par bureau postal	35.200	25.800	20.000	29.600	93.700	56.700	39.000
Revenu par habitant rural F.CFA 68	-	27.000	10.800	34.000	4.100	26.000	
Kilométrage de routes bitumées/10000km <sup>2</sup>	2,5	2	0	13	1,6	8,4	2,1

1. Agréées au code des investissements au 31.12.1970.

Source : A. Valette, op. cit. p.25.

qui ont le mieux conservé l'autonomie de leur reproduction sociale et culturelle. Ce sont aussi les régions où les économies agricoles sont les plus fragiles, où les contraintes du pouvoir central sont ressenties comme les plus pesantes et où les ponctions en travail et en argent opérées par ce dernier sont proportionnellement les plus fortes, eu égard aux avantages en retour.

Les inégalités régionales dans le domaine scolaire vont ainsi de pair avec des inégalités dans le domaine du bien-être et de la santé, de la richesse et de la capacité de production agricole et industrielle, du pouvoir enfin (1). Le tableau 1 présente en parallèle quelques caractéristiques régionales du Cameroun, en fournit la démonstration concrète. Les régions les plus défavorisées sur le plan scolaire, le Nord, l'Est et le Cameroun occidental, le sont également sur les autres plans. Dans le cas précis du Nord, nous voyons que cette province a en partage la scolarisation la plus basse, l'urbanisation la moins développée, un nombre d'entreprises insignifiant, la plus faible densité de médecins (2) (avec le Cameroun occidental) et de bureaux de postes, la proportion la moins élevée (avec l'Est) de routes bitumées et enfin le revenu le plus faible par habitant rural. De l'autre côté, nous trouvons la région du Centre-sud et celle de l'axe ouest-littoral - donc la zone sud-ouest - concentrer les

(1) Le passage par le système scolaire n'est pas suffisant pour accéder aux formes actuelles du pouvoir politico-administratif, mais il est nécessaire.

(2) En 1971, à l'issue du second Plan quinquennal, la couverture sanitaire des différentes provinces du Cameroun était la suivante :

Régions	Nombre de lits d'hospitalisation			Nbre d'hab. par lit
	Secteur public	Sec.Privé	Total	
Nord	1.561	497	2.058	710
Est	618	236	845	350
Cam.Occ.	1.259	982	2.241	540
Centre-Sud	2.438	1.425	3.863	300
Ouest	1.268	2.201	3.469	300
Littoral	1.523	835	2.358	250
<b>Totaux</b>	<b>8.667</b>	<b>6.176</b>	<b>12.843</b>	<b>408</b>

Source : J.L. Morinière, dans L'organisation de l'espace au Cameroun.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

deux-tiers des routes bitumées, les trois-quarts de la puissance électrique installée, 75 % des lits d'hospitalisation, 80 % des boîtes postales, 90 % des entreprises, 95 % des candidats au baccalauréat. On comprend mieux la répartition de ces disparités si l'on sait que cette zone sud-ouest a pour noyau central la ville de Douala qui rassemble à elle seule 40 % des établissements industriels et 60 % des établissements commerciaux ayant un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de F.CFA par an, 60 % du personnel des 40 plus grandes firmes et 75% des emplois prévus dans le 3ème Plan (1971-76). Les limites actuelles de cette zone "développée" du sud-ouest correspondent précisément à celles du "Cameroun utile" des Allemands en 1914...

Nous ne voulons pas inférer qu'il y ait un lien direct de causalité entre le développement scolaire et le développement économique. Nous nous sommes bornés pour le moment à constater la concomitance de ces deux mouvements dans les grands ensembles régionaux du Cameroun. Cette concomitance se retrouve au Tchad et en Nigéria. Les zones de concentration scolaire de ces deux pays (au sud-ouest dans les deux) sont également les zones de concentration de la richesse (relative) industrielle et commerciale et correspondent aux "zones utiles" des débuts de la colonisation.

Il ne faut donc pas chercher -ce serait prendre l'effet pour la cause - dans les seules caractéristiques différentielles du système d'enseignement les raisons des disparités éducatives régionales. Ainsi, par exemple, l'implantation préférentielle des enseignants très qualifiés dans les villes des zones avancées ne fait que refléter l'avance globale de ces zones. Il faut donc chercher une explication globale à ces disparités globales, et pour cela tenter de les saisir dans leur mouvement socio-historique. Ce mouvement doit être décomposé en ses deux éléments principaux : d'une part, les rapports économiques, politiques et idéologiques que les sociétés africaines ont entretenus avec les puissances coloniales, d'autre part, le cadre socio-régional à l'intérieur duquel ces rapports ont joué ou qu'ils ont contribué à façonner. Ce sera l'objet de cette première partie.

#### A. LES PROCESSUS HISTORIQUES

On peut dire à bon droit que la colonisation européenne en Afrique centrale a joué un rôle majeur dans la constitution des disparités. Cependant, il s'avère que

l'évaluation courante de ces disparités se réfère directement à ce qui a été justement introduit par la colonisation : l'école, la ville, l'action médicale, l'infrastructure de communication, les cultures commerciales (cash crops), les industries, etc., et c'est en quelque sorte une évidence qui est ainsi formulée. Au-delà de l'évidence, s'en tenir à la seule action européenne ne reviendrait à ne retracer qu'un processus linéaire dans lequel les sociétés africaines n'auraient eu aucune initiative et qui se serait déroulé en fonction de seuls impératifs économiques. Ce serait également alimenter une vision économiste de l'histoire. En fait, c'est dans l'évolution de l'interaction entre la colonisation européenne et les sociétés locales que réside le processus historique de constitution des disparités. Cette interaction s'est effectuée dans tous les domaines, mais tous n'ont pas eu la même importance selon les époques, et, de notre point de vue, le fait majeur de l'évolution de cette interaction est que les déterminants économiques, prépondérants dans les débuts de l'implantation européenne, ont progressivement été supplantés par les déterminants politiques et idéologiques. Le système d'enseignement en tant qu'instance à la fois réfléchissante et autonome, a contribué à cette évolution. Malgré son développement impressionnant, sa distribution actuelle porte encore la marque de l'époque où les rapports économiques dominaient l'ensemble des rapports sociaux. Cela tient à sa structure hiérarchique, qui est productrice d'inégalités, à son rôle d'appareil d'Etat, pour lequel ces inégalités sont fonctionnelles, et enfin au jeu du cadre socio-régional, comme nous le verrons plus loin.

L'introduction de l'école par le colonisateur s'inscrivait dans une intervention globale - économique, politique et idéologique - propre à assurer une emprise dans tous les domaines. C'est dans toutes les dimensions de leur vie sociale que les sociétés marquées par le fait colonial ont eu à répondre, et le rapport qu'elles ont entretenu avec l'école s'inscrit de la même manière dans un procès global de production et reproduction. Ce rapport à l'école - comme au reste des actions coloniales - n'a pas été le même dans toutes les sociétés touchées. On peut y trouver deux raisons essentielles. La première peut être ainsi formulée : si l'intervention coloniale a bien été globale, elle a cependant été modulée dans le temps et dans l'espace et n'a pas eu le même caractère radical pour tous les groupes. La seconde tient à la nature des sociétés concernées

elles n'étaient ni semblables ni immuables. D'une part le colonisateur est intervenu à des moments différents de leur évolution historique propre et, selon le cas, il a bloqué ou accéléré différents processus dans les rapports internes ou externes de ces sociétés. D'autre part, différents types de structures sociales et politiques existaient et ne présentaient pas le même caractère de compatibilité - ou d'incompatibilité - avec les structures nouvelles que l'Européen voulait imposer. C'est l'addition de ces trois éléments - l'intervention modulée du conquérant blanc, le mouvement historique propre à chaque groupe et les différents types d'organisation socio-politique qui a donné un caractère fortement différencié à la réponse des sociétés mises en contact avec les impérialismes européens. Il reste toutefois que la marge de manoeuvre - en particulier dans les premiers temps de la conquête - était étroite et qu'elle s'est résumée le plus souvent dans l'alternative suivante ; la soumission ou la mort. L'Européen s'est imposé grâce à la supériorité de son organisation militaire et de ses armes à feu. L'idéologie de la force blanche, élément principal du processus d'inféodation coloniale, a eu comme point de départ historique et concret la mitrailleuse.

Que sont les sociétés dont nous parlons ? Actuellement, le concept d'ethnie a un contenu de moins en moins ethnologique, en ce sens qu'il ne fait plus seulement référence à la seule dimension culturelle conçue comme dominante et invariante. Il y a aussi un espace politique, un ou des modes de production, un certain type de rapports sociaux avec les stratifications conséquentes, un degré d'insertion dans les rapports régionaux, et une histoire passée et actuelle. Réalité complexe et mouvante, liée à des situations, la notion d'ethnie doit être envisagée dans une perspective historique et évolutive. Les ethnies dont on a coutume de parler aujourd'hui relèvent en grande partie de l'action coloniale, en particulier taxonomique. Les Européens débarquant en Afrique ont vite remarqué les différences qui existaient entre les groupes rencontrés : la langue, le vêtement, l'habitat, les rapports hommes-femmes, la nourriture, les croyances, etc. Pour assurer leur domination à la fois territoriale et idéologique, ils ont dû procéder à une double action contradictoire : d'une part identifier, nommer, classer les différents groupes, puis les contraindre à résidence stable et regrouper dans des espaces administratifs, ce qui a eu pour effet de figer les mouvements antérieurs et

d'entretenir des particularismes en incitant à des échanges privilégiés ; d'autre part, saper les fondements politiques et religieux de ces groupes pour "faire du passé table rase". C'est dans les zones où l'activité du colonisateur a été directe, c'est-à-dire dans les parties méridionales du Cameroun, du Tchad et d'une certaine manière de la Nigéria, que les groupes ont eu à subir cette double action. Dans les zones où l'administration a été indirecte, l'Islam a été une barrière efficace à l'immixtion idéologique européenne et a protégé aussi bien les musulmans que les autres, mais la taxonomie coloniale a néanmoins opéré, se surajoutant ou s'alignant sur celle du conquérant précédent, comme les Peuls au Cameroun et en Nigéria.

### 1. Les différentes périodes

Envisageons maintenant les différents moments du processus d'interaction.

(a) La période pré-coloniale. Les disparités actuelles au Cameroun épousent un dispositif sud-nord, ou côte-intérieur. Cette répartition est l'aboutissement de deux courants de l'histoire africaine. Ces courants se sont différenciés à l'époque pré-coloniale en fonction du contact qui s'est opéré avec l'Europe.

Globalement décalée par rapport au reste du pays, comme on l'a vu en page 10, la zone nord-est du Cameroun a toujours été - dans le temps et dans l'espace - en retrait vis-à-vis des interventions européennes. Comme dans la plupart des pays africains possédant un accès à la mer, c'est sur la côte que les premières relations avec les Européens se sont établies. Les Portugais ont abordé l'embouchure du fleuve Wouri dès 1492, et la région côtière du Cameroun s'est ainsi ouverte à la pénétration européenne plus de quatre siècles avant celle des savanes, puisque ce n'est qu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle que les militaires allemands sont arrivés dans cette dernière, au terme d'un parcours de plus de mille kilomètres. A partir du XVI<sup>ème</sup> siècle les sociétés côtières - les Douala en particulier - furent directement insérées dans des réseaux d'échanges avec des trafiquants blancs de nationalités diverses. Elles servaient d'intermédiaires entre les sociétés de l'intérieur (Bassa, Bamiléké, Boulou) et les Européens pour toutes les formes du commerce de traite. A la même époque, les peuples du Nord vivaient une histoire proprement africaine orientée par les impulsions des empires d'obédience islamique. Sur le plan commercial,

ils étaient intégrés dans les circuits à longue distance axés sur le Sahara et les savanes de l'ouest. Des relations commerciales durables, tentées par les courtiers Haoussa, ne parviennent pas à s'établir avec le sud forestier. Ce dernier, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, est déjà complètement soumis à la traite et par-là même à une économie marchande étrangère ; tous les courants d'échange se dirigent désormais vers la mer. De véritables postes commerciaux sont peu à peu installés tout au long du littoral et des accords de bon voisinage sont conclus avec les chefs locaux. Les missionnaires arrivent dans la foulée des commerçants et commencent à installer écoles, dispensaires et lieux de culte. Ainsi le pasteur J. Merrick, fils d'un esclave noir libéré de la Jamaïque, fonde en 1844 la première école du Cameroun à Bimbia. La seconde est fondée l'année suivante, à Douala.

(b) La période allemande (1884 - 1914) En 1884 quand les Allemands débarquent et entreprennent la conquête du territoire, les populations côtières sont déjà bien marquées par les échanges marchands et l'action missionnaire. Les populations de l'intérieur immédiat participent aux circuits de la traite mais sont encore peu touchées par l'idéologie chrétienne, tandis que les groupes des savanes du nord continuent à faire partir d'un ensemble conflictuel mais autonome et intégré par la Jihad des Peuls. Les Allemands, en subordonnant toutes leurs interventions - les modalités de la conquête, le type d'administration et la scolarisation - à leurs objectifs de mise en valeur, entérineront en quelque sorte cette différenciation Nord-Sud et la renforceront.

Si la domination des populations côtières est relativement aisée, la pénétration dans l'arrière-pays sera très difficile, du fait des conditions naturelles - la forêt - et de l'opposition des groupes locaux. Les Allemands auront ainsi à réduire les Bakweri, les Bassa, les Bakoko et les Boulou, au prix de pertes sévères chez les Africains. Au-delà de la forêt, la conquête du nord sera encore plus dure, du fait de son éloignement et de l'organisation militaire de certains groupes. Il faudra au total une dizaine d'années pour abattre les citadelles Peul. En 1902, les Allemands sont maîtres du nord, du moins en apparence, car ils n'ont pas encore exploré les massifs du Mandara et la plupart des sociétés non islamisées sont encore largement insoumises.

Pendant que la conquête se poursuivait à l'intérieur, les nouveaux occupants entreprenaient

d'exploiter la zone péri-côtière avec, comme objectif d'ensemble, -là comme ailleurs-, la réalisation d'équipements au moindre coût pour "maximiser" une mise en valeur qui doit profiter à la métropole et aux commerçants" (1). Après une première période où l'initiative est laissée aux commerçants -sous la protection des militaires - l'administration prend l'affaire en main. Pour drainer les produits de l'intérieur vers la côte, de grands travaux d'infrastructure sont réalisés : chemins de fer, routes, avec le port de Douala comme aboutissement. De grandes plantations d'hévéas et de palmiers à huile sont installées. Ainsi se forme et s'élargit progressivement dans un rayon de deux cents kilomètres autour de Douala un "Cameroun utile", voué à l'économie d'échange, avec des transports modernes et tout un réseau de centres urbains. Comme la colonie doit coûter le minimum à la métropole - Bismarck ne pouvait justifier autrement l'aventure coloniale allemande face à ses parlementaires -l'essentiel des grands travaux est financé par le budget de la colonie. Les "Camerounais" sont mis à forte contribution par l'intermédiaire d'impôts et taxes multiples, mais aussi par le portage et divers travaux forcés pour la construction des routes et voies ferrées. Dans la zone forestière, "l'administration allemande, pour les besoins de la collecte de l'impôt, les besoins du recrutement des porteurs, les problèmes de la collecte des produits, et les nécessités de police, regroupe les populations le long des principales pistes caravanières" (2). Sur les pentes fertiles du Mont Cameroun, les habitants sont expropriés au profit des planteurs européens. Comme les bras commencent à manquer, on fait appel peu à peu au pays Bamiléké qui joue ainsi le rôle de réservoir de main-d'oeuvre. Dans la savane, rien n'est mis en valeur, et la région Nord reste simplement sous administration militaire.

Jusqu'en 1907, les Allemands ont considéré l'enseignement comme une question secondaire, leur puissance de feu leur tenant lieu de légitimation. Le "fardeau de

---

(1) Morinière, op. cit. p. 97.

(2) J. Weber, "types de sur-produits et formes d'accumulation : la province cacaoyère du Centre-Sud Camerounais", p. 71.

l'homme blanc", l'oeuvre civilisatrice (1) est en grande partie laissée aux missionnaires dont les écoles suffisent à fournir les agents locaux des administrations publiques et privées et dont le travail idéologique est complémentaire de l'action militaire dans l'assujettissement des groupes locaux. L'enseignement privé a connu de cette manière un remarquable développement, notamment chez les Douala - au chef-lieu de la colonie - et dans les ethnies côtières, puis chez les Bassa, les Boulou, et les Béti de la région de Yaoundé. En 1913, il y avait de la sorte 631 écoles primaires de mission, concentrées dans le sud et regroupant 43.500 élèves. L'enseignement gouvernemental ne s'est développé qu'à partir de 1907 quand fut constaté l'échec relatif de la diffusion de la langue impériale dans les écoles missionnaires et quand ont commencé à croître les besoins de personnel local formé à l'européenne. Cependant, un retard important avait été pris et en 1913 il n'y avait dans les écoles gouvernementales que 833 élèves ainsi répartis : Douala : 362 ; Victoria 257 ; Yaoundé : 160 ; Garoua : 54 (2). L'école de Garoua, fondée en 1905 et tenue par deux auxiliaires africains, était la seule du Nord.

Ainsi, pendant les trente ans de la présence allemande, les populations de la zone sud-ouest du territoire ont été soumises à un extraordinaire régime de contraintes dans tous les domaines : militaire d'abord, économique ensuite, politico-administratif et idéologique enfin. L'école a été l'instrument d'une nouvelle imprégnation des esprits en contribuant à modifier les conceptions du monde et les systèmes de besoin. L'introduction de la monnaie est allée de pair avec celle de l'école comme initiatrice de besoins nouveaux par l'insertion dans un système d'échange marchand, et l'idéologie du développement était en germe dans les actions missionnaires. Hormis la symbolique école de Garoua, rien de tout cela dans le Nord : pas de grands travaux, pas de plantations, pas de missions. Par ailleurs, le type d'action administrative contribue aussi à accentuer la différence

---

(1) Le gouvernement allemand suivait là aussi la politique du moindre coût.

(2) Source : R. Santerre : "L'école au Cameroun sous souveraineté allemande".

entre les deux zones. Dans le sud-ouest, les chefs-lieux, d'abord postes militaires, deviennent peu à peu des centres administratifs équipés (écoles, postes), plus ou moins liés à des activités commerciales et se transforment progressivement en villes. Dans le Nord, les Allemands, après avoir soumis les Peuls, instituent des zones militaires et s'appuient sur leurs vaincus pour administrer le pays : des "résidents" sont placés dans chaque unité territoriale auprès des sultans, ce qui renforce la plupart des chefferies musulmanes pré-coloniales et maintient en définitive leur prééminence - fortement ébranlée par un siècle de guérilla - sur les groupes non islamisés. Les Allemands ont donc pratiqué l'Indirect Rule dans la région Nord comme les Anglais commençaient à le faire dans la Nigéria voisine. On peut dire qu'il y a eu deux types de colonisation allemande au Cameroun, mais tous deux liés à un même objectif économique d'ensemble. La mise en valeur et la rentabilisation du Sud ont exigé les interventions radicales dont nous avons fait état. La politique du moindre coût ne justifiait qu'un développement minimum de la scolarisation officielle dans le Sud et de l'ensemble des interventions dans le Nord. Il se trouve que la situation actuelle du Cameroun porte encore les séquelles de cette époque première de la colonisation et que les disparités entre la zone péri-côtière du sud-ouest et celle du nord-est sont figées dans leurs proportions depuis 1914, date à laquelle les armées franco-britanniques entreprirent de mettre fin à la domination allemande. Les raisons de cet état de fait sont complexes. Globalement, on peut dire que la même logique économique, c'est-à-dire une stratégie spatiale du profit a continué à opérer, mais qu'une autre logique, politique et idéologique, a commencé à se développer tout en concourant au même résultat : une différenciation socio-économique sur la base du modèle primitif.

(c) Le Cameroun britannique : 1914-1945. Après les hostilités, les Alliés se sont partagés la colonie germanique et les Anglais ont hérité de toute la bordure frontalière de la Nigéria. Intégré administrativement à cette dernière, le Cameroun occidental, assez éloigné des centres importants de la colonie britannique, sera pratiquement délaissé. L'Indirect Rule est systématiquement institué après un sérieux inventaire des principaux clans, mais dans la partie nord certains groupes restent en dehors de toute administration ; les grandes plantations du sud sont rétrocédées à leurs anciens

exploitants allemands ; les ports de Victoria et Tiko reçoivent quelques aménagements, mais on se soucie peu de constituer des centres urbains et l'action sanitaire et scolaire est laissée aux missionnaires. De cette façon, le Cameroun britannique prendra un important retard sur la partie méridionale du Cameroun français.

(d) Le Cameroun français : 1914-1945. Les Français appliquèrent les mêmes principes d'aménagement que les Allemands, à la différence que le financement émanant de la métropole fut plus important, en particulier dans le domaine portuaire, routier et social. La concentration portuaire sur Douala s'accroît, les liaisons ferroviaires sont améliorées et Douala est reliée à Yaoundé et au système fluvial de l'Est. De 600 kilomètres en 1913 on passe à 6.000 kilomètres de routes carrossables en 1945. Enfin l'encadrement médical est sérieusement renforcé et des hôpitaux sont construits à Douala, Yaoundé, Ebolowa et Dschang. Cependant, l'essentiel de ces investissements profite encore au "Cameroun utile" dont la mise en valeur est poursuivie et étendue jusqu'à 300 kilomètres à partir de Douala : l'exploitation du bois, du cacao, du palmier à huile et du café s'y développe ; le pays Bamiléké ne fournit plus seulement de la main-d'oeuvre mais commence à servir de grenier à la vallée du Mungo et à la côte ; les villes s'agrandissent et les différentes missions achèvent de se partager le terrain.

Si le même type d'exploitation coloniale est poursuivi après le départ des Allemands, des éléments nouveaux apparaissent qui contribuent à modifier quelque peu l'ordre des choses. Le premier est un souci très grand chez les Français de légitimer leur présence et de procéder à la "conquête morale" des populations du territoire, le second est une modification importante des structures idéologiques de certains groupes locaux qui les pousse à la conversion religieuse et à la scolarisation. C'est encore aux missions qu'est dévolu le plus important de l'oeuvre scolaire, mais avec un contrôle très serré de la diffusion de la langue et de la culture françaises. Les Français en effet veulent favoriser l'enseignement car ils considèrent que c'est pour eux un moyen d'asseoir solidement leur présence après le départ des Allemands et, par ailleurs, le mandat de la Société des Nations comporte certaines exigences vis-à-vis de l'extérieur. Toutefois, l'enseignement reste une lourde charge financière et une arme à double tranchant. Le mieux est donc de s'appuyer sur l'infrastructure missionnaire, quitte à simplement

poser les bases d'un développement ultérieur de la scolarisation de masse. Le résultat est que l'expansion scolaire fut lente, faute de moyens et de personnel compétent, mais régulière du fait de la demande des populations. Là encore, le développement économique précède le développement scolaire, car la demande ne s'enclenche que dans les zones où l'utilité économique de la scolarisation est perceptible sous la forme d'emplois rémunérés, emplois qui existent essentiellement dans les régions mises en valeur.

La région Nord restera marginale dans cet ensemble. L'infrastructure routière est étendue, mais la route nord-sud reste coupée pendant la saison des pluies. La culture de l'arachide est timidement soutenue, essentiellement comme "mode de production d'argent", mais les cours sont défavorables, et le coton est considéré comme sans avenir. Dans certaines subdivisions comme Mokolo le paiement de l'impôt en nature sera autorisé jusqu'en 1940. Les missions ne sont pas autorisées à s'implanter dans une région où les foyers politiques, commerciaux, religieux et culturels dominants restent les capitales des chefferies musulmanes consacrées par les Français à la suite des Allemands. Les seules écoles seront donc publiques... et rares ; après Garoua 11 écoles sont créées qui regroupent environ 600 élèves en 1945, contre un effectif de plus de 100.000 dans la zone sud-ouest.

Par ailleurs, les Français ont mis en place un système administratif très centralisé. Ils ont repris dans l'ensemble les unités et les centres administratifs des Allemands. Ces unités ont été progressivement subdivisées : des 9 circonscriptions de départ on est passé à 17 régions administratives qui correspondent à peu près aux départements d'aujourd'hui. Là aussi la différenciation nord-sud a joué : dans le Nord, les chefs-lieux des "régions" sont des centres politiques musulmans pré-coloniaux (sauf pour Mokilo) qui se voient ainsi dotés d'un rayonnement supplémentaire (1). Dans le sud, l'implantation des chefs-lieux ne tient compte que de la position géographique ou commerciale des villes promues par les Allemands.

---

(1) Les Français avaient très tôt pris conscience de l'opposition musulmans-païens, mais pour diverses raisons, rien ne sera réellement fait pour modifier le découpage local des plus petites unités administratives (les cantons) qui entretenait les musulmans en position dominante sur les païens.

(e) Le Cameroun de 1945 à l'Indépendance (1960).  
Plus que par les transformations économiques, cette période a surtout été marquée par la modification du paysage politique et idéologique, au point que les rapports politico-idéologiques en arrivèrent à dominer l'ensemble des rapports sociaux. Après la seconde guerre mondiale, les relations métropoles-colonies se sont profondément modifiées : les puissances coloniales sont sorties amoindries de cet épisode pendant que du côté des peuples colonisés l'aspiration à un autre statut commençait à se manifester. Il s'ensuivit une grande effervescence politique chez les Européens comme chez les Africains, et le débat sur la participation des noirs au pouvoir et ses modalités prit souvent des formes dramatiques.

Pour le Cameroun, il n'y a pas eu seulement la Conférence de Brazzaville (1944) du côté français, mais surtout l'O.N.U. qui a imposé aux deux puissances européennes un système de tutelle avec l'Indépendance comme objectif clairement défini. L'une des conséquences de cette situation fut le développement scolaire du territoire, du fait de l'apparition d'un enseignement de masse, d'un enseignement secondaire et de la diversification de l'enseignement professionnel. C'est à cette époque que le développement de l'école commence à prendre le pas sur le développement économique, en ce sens que le marché de l'emploi n'arrive plus à absorber les éléments scolarisés. Du côté des Camerounais le résultat le plus clair de l'expansion scolaire sera la production d'un nationalisme anti-colonial, la naissance de partis indépendantistes et enfin la révolte Bassa sous l'égide de l'U.P.C.

Ce sera également la grande période de mise en valeur (1) dans les deux Cameroun qui aboutira à un développement certain dans de nombreux domaines - sinon dans toutes les régions - mais aussi à une intégration et une dépendance encore plus étroite du système marchand extérieur ; l'exploitation capitaliste va croître à la mesure de la mise en valeur. Cette mise en valeur sera conforme à la logique du profit: les différentes régions recevront des investissements en relation avec leur rentabilité estimée et le décalage Nord-Sud s'en trouvera accentué. Certes, la région Nord sera dotée d'une route permanente vers le sud en 1950, la culture du coton et la modernisation agricole seront amorcées à partir de 1952, et un

---

(1) Avec les plans FIDES pour le Cameroun francophone.

effort scolaire sera enfin consenti, mais les rapports musulmans-païens resteront en l'état, et dans la zone sud-ouest les interventions et les changements seront beaucoup plus importants, en particulier dans le domaine urbain et scolaire et dans les échanges économiques et sociaux.

## 2. Les modalités de l'interaction

Une mise en valeur sélective, à laquelle sont subordonnés l'action administrative et le développement scolaire, tels ont été les traits dominants de l'entreprise coloniale au Cameroun. Si du côté européen les objectifs économiques sont restés fondamentaux, on peut considérer que c'est sous la pression des groupes colonisés qu'ils ont été concurrencés dans leur caractère déterminant par la nécessité de la mise en place d'une organisation politique qui ne pouvait plus reposer sur la seule force militaire mais qui avait à légitimer son existence même. Dans ce contexte, l'enseignement a été à la fois le produit et l'instrument de la modification des rapports colonisateurs-colonisés. Il a été le lieu à l'intérieur duquel et à partir duquel les luttes se sont à la fois cristallisées et développées. Le paradoxe est que, c'est à partir du moment où l'enseignement a été promu du rang de pourvoyeur d'emplois subalternes à celui d'instance légitimante de l'entreprise coloniale, que cette légitimité a été mise en question. Pour renforcer sa légitimation la puissance coloniale a été contrainte de développer l'enseignement -horizontalement et verticalement- dans les zones où la demande se faisait sentir, c'est-à-dire dans les zones mises en valeur - et la logique propre du système scolaire a opéré : de l'aspiration à la totalité du savoir européen on est passé à l'exigence de la totalité du pouvoir de l'Européen.

Cependant, si schématiquement on peut retracer un tel cheminement d'ensemble, nous avons déjà évoqué (cf. page 12) l'existence de différents facteurs qui concouraient à une différenciation de l'évolution des différents groupes. Il nous faut maintenant rendre compte de ces évolutions spécifiques.

Dans les zones méridionales, l'action administrative - la taxonomie et les entreprises de regroupement - a exacerbé le particularisme ethnique sur des bases artificielles puisque toute l'armature

idéologique et politique pré-coloniale (1) avait été abattue. Ecrasés militairement, déstructurés politiquement, intégrés dans une économie d'échange orientée vers la métropole, ces groupes ont été complètement investis par l'idéologie de la force blanche. Les écoles et surtout les missions y ont obtenu une réussite remarquable ; il y a eu au Sud-Cameroun des conversions massives dans les années 1920. La contradiction de départ a continué à se développer, et de manière paradoxale. Le nationalisme anti-colonial est né dans ces "ethnies" déculturées et se donnait comme référence des formes culturelles pré-coloniales, mais sans apparition de messianismes (au Cameroun). Ce sont ces mêmes ethnies qui, parvenues au pouvoir à l'Indépendance, ont mené la lutte contre le tribalisme au nom de l'unité nationale et ont entrepris la même action dépossessive que celle de l'ancien maître vis-à-vis des groupes qui avaient le mieux conservé leurs racines pré-coloniales.

Au Cameroun méridional, les Douala, déjà imprégnés par des contacts séculaires avec l'Europe, perdirent les premiers leur cohésion culturelle (2) en acceptant des Allemands leur décapitation politique progressive et en incorporant peu à peu les modes occidentaux d'acquisition des richesses, des compétences et du pouvoir. Ce fut aussi le premier groupe politiquement actif. Les Bassa et les Boulou se sont montrés beaucoup plus intransigeants face aux pressions politiques et culturelles des blancs. Pour radicale qu'elle fût à terme, leur occidentalisation fut différée et ne se produisit que de manière subreptice par leur intégration détournée dans l'économie d'échange : les rapports salariés introduits par le portage et les plantations y furent pour beaucoup. Par ailleurs, "le cacao n'a pas été imposé. Lorsque les Allemands quittent le Cameroun, en 1916, les plantations qu'ils laissent sont pillées par les gens qui plantent un peu n'importe comment (en pays Boulou). Au nord de Yaoundé (pays Béti), le cacao s'introduit également sans contrainte, à partir du pays Bassa (région d'Edea-Eséka). (3). Plus tard,

- 
- (1) Le Sud-Cameroun était depuis longtemps peuplé de groupes en déplacement. Les groupes tels que les blancs les ont trouvés n'avaient achevé de se fixer qu'entre le XVIème et le XIXème siècle.
  - (2) Cf. l'ouvrage de V.T. Le Vine, The Cameroons from Mandate to Independence.
  - (3) J. Weber, op. cit. p. 73.

c'est en pays Bassa que naquit le mouvement de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.).

Parmi les groupes méridionaux, les Bamiléké sont ceux dont les structures politiques pré-coloniales ont résisté le plus longtemps, et le caractère tragique qu'a revêtu leur destruction a été à la mesure du temps qu'elles avaient mis à s'écrouler. La résistance de ces structures, parallèlement à l'insertion progressive mais aisée des Bamiléké dans les rapports marchands et dans le système urbain, tient sans doute au fait que l'idéologie Bamiléké relative à la réussite individuelle (par la richesse, le savoir, etc...) était la plus compatible avec l'idéologie occidentale. Cette idéologie est toujours opérante. A la différence de la révolte Bassa, fortement teintée d'anti-colonialisme, la révolte Bamiléké fut surtout un aboutissement des contradictions internes de leur système social, contradictions développées par la pression démographique et l'extension des rapports marchands.

Dans les zones septentrionales, le nationalisme ethnique avait été exalté d'une toute autre manière, et avant l'arrivée des blancs. Pour les groupes musulmans, c'est l'Islam qui a joué le rôle de ferment. Il a conduit aussi - selon les cas - à des guerres de conquête et à la constitution d'empires dont le mode de production reposait sur les razzias et le travail des esclaves. Le dernier en date de ces empires, celui de Sokoto, créé par les Peuls, voulut réduire - plus que convertir - les ethnies païennes qui se trouvaient dans son territoire ou sur ses marges. Ces groupes non-musulmans ont pratiqué différentes stratégies de lutte contre la pression des Peuls, stratégies qui ont eu pour effet - surtout dans la partie orientale, l'Adamawa camerounaise - d'épuiser ces derniers en guérillas et de renforcer les diverses nationalités tribales. Certains groupes s'étaient même constitués en îlots de résistance dans des sites montagneux et ont élaboré de véritables économies d'assiégés (1). Comme on l'a vu plus haut, les colonisateurs anglais et français ont maintenu les Peuls en position dominante, les structures politiques étant en l'occurrence tout à fait compatibles. Bien que vaincus par les blancs, les Peuls ont imposé de fait l'autonomie de leurs rapports sociaux et idéologiques internes. Par ailleurs, la situation étant gelée militairement, l'antagonisme musulmans-païens ne pouvait plus

(1) Cf. à ce sujet notre ouvrage : Les Matakam du Cameroun.

## Différenciation sociale et disparités régionales : le développement de l'éducation au Cameroun

s'exprimer que sur le terrain politico-idéologique et selon les modalités qui avaient été imposées par l'administration coloniale. Au Nord-Cameroun, cela s'est traduit dans les premiers temps par une opposition totale des groupes païens à toutes les interventions de l'Etat colonial, puisque celles-ci étaient médiatisées par les Peuls. Ensuite, chaque formation sociale a suivi une évolution particulière mais toujours en fonction d'un certain rapport avec le groupe dominant : résistance globale chez les montagnards, ouverture totale chez d'autres, comme les Moundang (du côté camerounais comme du côté tchadien), mais en gardant l'idée de déborder les Foulbé avec les moyens fournis par les blancs et sur la scène qu'ils avaient mise en place. De leur côté, les Foulbé ont su profiter de leur implantation urbaine et de leur proximité de l'administration. Il s'est dégagé chez eux une strate moderniste qui, sans renier ses attaches coutumières, s'est insérée dans l'économie d'échange, a suivi les chemins du savoir occidental et emprunté les voies du nouveau pouvoir.

Ce rapide aperçu des modalités de l'interaction entre Européens et sociétés africaines au Cameroun nous conduit ainsi à identifier des ensembles typés à la fois sur le plan spatial, historique, sociologique et économique et possédant parallèlement un dynamisme propre. Il nous conduit aussi à repérer des comportements sociaux hétérogènes dans ces ensembles qui leur servent à la fois de cadre et d'explication. C'est ce qu'on peut appeler le cadre régional des disparités.

### B. LE CADRE REGIONAL

Le concept de région reste multiforme, autrement dit équivoque, car son contenu dépend essentiellement du point de vue auquel on se place, qu'il soit géographique, politico-administratif, économique ou sociologique. La question centrale étant pour nous celle des disparités scolaires, il importe de donner au concept de région le contenu le mieux adapté à cette question. Notre objectif n'est donc pas la recherche d'un concept unitaire, mais utile : celui qui permettrait de poser le problème des disparités dans les termes les plus pertinents, i.e. qui permettrait le mieux d'en expliquer l'origine et la reproduction. Ainsi, mettons-nous l'accent sur la dimension socio-historique.

La notion de région que nous avons utilisée

jusqu'à présent (page 33) est celle qui correspond aux découpages géographico-administratifs. Ces derniers ont avant tout une utilité descriptive car ils servent de cadre de référence à différentes données statistiques, comme les statistiques scolaires qui sont ventilées en fonction de ces unités spatiales. Ils permettent donc d'effectuer des comparaisons inter-zones sur la base de données quantitatives et conduisent ainsi à la mesure des disparités, mais pas à l'élucidation de leurs mécanismes. L'existence de ces découpages spatio-régionaux implique leur nature de sous-ensembles et, par conséquent, l'existence d'un ensemble englobant qui peut être saisi au niveau national. Ces unités spatiales ont été constituées pour servir de cadre à des actions politico-administratives. Elles sont les relais de l'action de l'Etat et le support de la planification régionale. Quel que soit le degré de décentralisation, l'existence de l'Etat est inéluctable, en particulier dans le domaine de la politique éducative.

Cela dit, les unités dont il est question peuvent n'avoir d'unité que celle que leur confère justement l'administration. En regard du problème des disparités éducatives, ce n'est pas le seul rapport Etat régions qui doit entrer en ligne de compte. Il faut aussi prendre en considération le rapport de la région à ses éléments constitutifs, rapport souvent ignoré par les planificateurs. Dans une perspective sociologique, ce n'est pas l'Etat qui confère l'existence à une région, c'est avant tout la structure des relations entre les différents acteurs ou systèmes sociaux qui la composent, que l'Etat ait pris cette structure en considération ou non. Les systèmes sociaux peuvent être parfaitement hétérogènes, l'essentiel pour qu'il y ait région est qu'ils soient en interaction (politique, économique, idéologique...). La structure de ces relations est le produit de l'histoire et, pour les pays qui nous intéressent ici, de l'histoire pré-coloniale puis coloniale.

Pour le sociologue, la région peut être ainsi envisagée comme un complexe - ou unité - socio-historique bien déterminé inscrit dans un certain espace. C'est la notion d'hétérogénéité intégrée - ou d'homogénéité relative - qui est déterminante. Cela implique l'existence d'un élément intégrateur - ou polarisateur -, d'un point d'articulation des rapports sociaux lié aux conditions naturelles et aux rencontres de l'histoire, et qui peut être un système de production, un groupe social, une ville. Quel que soit le point de vue que l'on retient, on ne peut évacuer les autres, et

une région est toujours la combinaison de plusieurs dimensions : naturelle, historique, économique, politique. Nous privilégions la dimension socio-historique car elle nous permet d'intégrer les autres. Le rapport aux conditions naturelles est une composante des systèmes sociaux, et l'état des rapports qu'entretiennent ces derniers fait référence à l'histoire et aux déterminants politico-économiques internes et externes. Dans le cas des pays anciennement colonisés, il est important d'évaluer le rôle joué par les différentes périodes historiques dans la constitution des régions qui se présentent à nous actuellement. Il faut en particulier identifier - comme on l'a déjà souligné - les composantes pré-coloniales et coloniales.

On a coutume de dire que les dynamismes sociaux pré-coloniaux ont été déroutés pendant la période coloniale et qu'ils ont resurgi après les indépendances. Il convient de nuancer cette affirmation. Il serait par exemple difficile de retrouver des influences contemporaines de l'ancien empire du Kanem-Bornou en Afrique centrale, bien qu'au Tchad, une unité administrative soit appelée Kanem et qu'en Nigéria, un Etat s'intitule Borno. Il faut surtout retrouver ce qui a été plus ou moins occulté au moment de la conquête coloniale et qui reprend de l'importance aujourd'hui, comme une certaine influence arabo-islamique dans le "Tchad des Sultans" ou le rôle polarisateur (positif ou négatif) des Peuls au Nord-Cameroun. Dans les rapports pré-coloniaux, il faut aussi inclure ceux qui ont été entretenus entre l'Afrique et l'Europe depuis le XVème siècle, et l'on sait que les relations commerciales (toutes les formes du commerce de traite) et idéologiques (missions, écoles) ont été importantes dans les zones côtières.

Il faut aussi retenir le rôle des facteurs historiques coloniaux dans les découpages régionaux actuels, et les interventions typiques dont les "régions" coloniales ont fait l'objet pendant cette période, en particulier le type de gouvernement (Direct Rule - Indirect Rule, politique économique). Il apparaît ainsi que c'est dans les régions qui ont eu le moins de contacts avec l'Europe pendant la période pré-coloniale que le système de l'Indirect Rule a le mieux fonctionné. Ce sont donc les entités socio-politiques les mieux préservées dans leur évolution propre jusqu'à la conquête qui ont connu par la suite les interventions occidentales les moins pénétrantes ou, si l'on veut, les plus respectueuses des sociétés locales.

Une région, c'est donc à la fois un espace, un ensemble socio-économique et une histoire.

1. Les régions du Cameroun<sup>1</sup>

Il existe au Cameroun une concordance relative -moyennant quelques regroupements - entre les découpages géographico-administratifs que nous connaissons déjà et les "régions" telles que nous venons de les définir. Autrement dit, la plupart des "provinces" du Cameroun constituent des complexes socio-historiques bien déterminés. (1). Le caractère relativement intégré de ces complexes est à fondement historique et géographique. La distribution urbaine issue de la période coloniale s'est greffée sur ces complexes : chaque région ou province est actuellement polarisée par une ou plusieurs villes principales ou secondaires (par rapport au niveau national). Une des caractéristiques de chacune de ces régions est donc le clivage rural-urbain qui marque leur population. Nous allons rapidement passer en revue ces différentes régions (cf. la carte 1).

(a) La région du Cameroun Occidental. Depuis la création de l'Etat unitaire, l'ancien Etat du Cameroun occidental a été divisé en deux provinces : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Bien que constituée d'éléments diversifiés et hétérogènes que l'on pourrait rattacher aux régions voisines ou à la Nigéria, cette région du Cameroun occidental possède un facteur structurant qui nous semble déterminant pour lui conférer une existence de région différenciée, son passé récent de zone coloniale britannique dont elle ressent encore l'empreinte. L'Anglais (et sa variante le Pidgin-English) comme langue de communication inter-ethnique, le système d'enseignement, les habitudes politiques, les attaches économiques et culturelles avec l'ancienne métropole ou avec ses relais africains (comme la Nigéria à laquelle le Cameroun britannique était rattaché administrativement) restent des éléments unifiants de la vie régionale par rapport aux autres provinces du Cameroun. Le Cameroun occidental possède en outre deux villes secondaires jouant un rôle polarisant : Buéa sur la côte, et Bamenda, noeud de la Ring Road, au Nord.

- (1) Cf. à ce sujet : Y. Marguerat, Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun, et A. Valettem les méthodes de la planification régionale au Cameroun.
- (2) Nous parlerons pas de la Province de l'Est qui nous semble avoir de consistance qu'administrative, et qui pour certains traits pourrait être rattachée au Nord, et pour d'autres au Centre-Sud.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

Cependant, l'hétérogénéité n'est pas la moindre des caractéristiques de cette région, car elle se retrouve sous de multiples aspects. On peut découvrir ainsi trois grandes zones naturelles : la zone côtière au climat équatorial, le centre forestier et le nord, pays de savanes et de montragnes (grassfield). Sur le plan démographique, les densités sont très variables, allant de plus de 150/km<sup>2</sup> autour de Bamenda à des zones quasi-désertiques le long de la frontière nigériane. Sur le plan ethnique, il faut distinguer les populations côtières (Bakundu et Douala principalement), en contact depuis longtemps avec l'Europe, de celles du Nord (Tikar, Widekun, Cross River) qui possèdent de nombreux traits communs avec leurs voisins Bamiléké et Bamoum. Les productions agricoles sont également très diverses en nature (cacao, café, thé, hévéa, palmier, maïs) et selon le type de production (complexes agro-industriels - plantations familiales). Il faut y ajouter un élevage bovin de type pastoral dans le nord.

(b) La région du Centre-Sud. La région du Centre-Sud est dominée par l'influence de Yaoundé, capitale administrative et politique du pays, qui entretient un important réseau d'échanges avec toute la zone. Son développement a entraîné le déclin d'un certain nombre de villes secondaires (Ebolowa, Mbalmayon, Bafia). Yaoundé est située au centre d'une zone de forte densité démographique (100 hab. au km<sup>2</sup> environ), densité qui décroît à mesure que l'on s'éloigne du centre. Les principaux groupes ethniques qui peuplent cette région sont les Bété (Ewondo, Eton), les Boulou et les Bassa qui ont subi l'influence occidentale de manière différée (par rapport aux côtiers) mais importante. Ils sont ouverts depuis longtemps aux missions chrétiennes et à l'école. Une zone de savane au nord, et une zone de forêts de plus en plus denses vers le sud, telles sont les données naturelles. Sur le plan agricole, le cacao domine largement. Les autres ressources sont le café, le palmier à huile, les cultures vivrières (plantes à tubercules) et le bois. Quelques industries sont implantées à Yaoundé, ainsi que quelques complexes agro-industriels dans la zone de savane (cane à sucre, fruits, etc...).

(c) La région de l'axe Bafoussam-Douala. Nous regroupons dans une même région les deux provinces de l'Ouest et du Littoral qui entretiennent entre elles des échanges très intenses dont l'acteur principal est le groupe Bamiléké. Les grandes langues de communica-

tion inter-ethnique sont le Français et le pidgin-English. A l'un des pôles de cette région, nous trouvons la ville de Douala, capitale économique du pays par son port, ses implantations industrielles et commerciales et le nombre de ses habitants (environ 500.000). A l'autre pôle, nous trouvons le pays Bamiléké dont le chef-lieu est Bafoussam. Autour de cette ville, se situe la plus forte concentration démographique du Cameroun (entre 200 et 300 habitants au km<sup>2</sup>). Le dynamisme économique et démographique des Bamiléké les a poussés depuis longtemps à l'émigration. Ils sont ainsi implantés tout au long de la vallée du Mungo, dans l'axe Bafoussam-Douala ; ils constituent le groupe le plus nombreux dans cette dernière ville, et leurs activités commerciales les font se retrouver maintenant dans la plupart des grandes villes du Cameroun. Les autres groupes importants sont les Douala, les Bassa et les Bamoum, le premier ayant entretenu les relations les plus anciennes avec les Européens. Les principales ressources agricoles de la région sont le maïs, le plantain, le café et la banane.

(d) La région du Nord. Le Nord nous semble être la région la plus individualisée du Cameroun, celle qui répond le mieux à la définition de complexe socio-historique bien déterminé. L'élément polarisant en est le groupe Peul ; tous les autres groupes, d'une manière ou d'une autre, ont eu à se situer vis-à-vis de lui : spatialement, politiquement, idéologiquement ; L'histoire coloniale s'est déroulée de telle manière que le groupe Peul est toujours prééminent, et c'est le rapport que les autres groupes entretiennent avec lui, et, à travers lui, à l'Etat, qui conditionne l'évolution actuelle de cette région. Les peuls proprement dits représentent moins du quart de la population du Nord. Ils sont néanmoins implantés dans toutes les villes (grandes et petites) et détiennent la majorité des postes administratifs et politiques importants. Face à eux, ou à côté d'eux, se trouvent un grand nombre de groupes sociaux en majorité non-islamisés dont les plus importants sont les montagnards (Matakam, etc...), les Massa et les Toupouri, ces deux derniers situés à cheval sur la frontière avec le Tchad. La seule véritable langue de communication inter-ethnique est la langue Peul (Fulfuldé). Les pôles urbains régionaux sont Garoua (qui joue un rôle de véritable métropole régionale), Ngaoundéré et Maroua. C'est dans un rayon de 100 km autour de cette dernière ville que se trouve la grande concentration de population du Nord :

trois départements y rassemblent environ 60 % de la population pour 13,50 % de la superficie. C'est dire qu'il existe aussi des zones quasi-désertiques : des réserves de faune y ont été délimitées. La ressource principale du Nord est le mil, base de l'alimentation. Il faut y ajouter le coton, l'arachide et le riz. Le plateau de l'Adamaoua, au sud de la province, possède le plus important troupeau de bovins du pays, évalué à deux millions de têtes. Il y a peu d'implantations industrielles.

## 2. Les régions au Tchad et en Nigéria

Tout comme le Cameroun, les territoires du Tchad et de la Nigeria sont issus de découpages coloniaux, et certains groupes de population ont été coupés en deux par la frontière, soit entre le Cameroun et la Nigéria, soit entre le Tchad et le Cameroun.

De par les antécédents pré-coloniaux, la logique économique de la mise en valeur et les implications politiques du type d'administration, un processus de différenciation Nord-Sud, analogue à celui du Cameroun, a opéré dans ces deux pays.

Comme on peut le voir sur la carte (page 81), le territoire du Tchad est dans le prolongement géographique du Cameroun. Relativement peuplé dans sa partie sud et centrale - de part et d'autre des bassins alluvionnaires du Logone et du Chari - ce pays est désertique dans sa partie septentrionale. Parent pauvre de l'Afrique Equatoriale Française, l'enseignement officiel de type français n'y a démarré que tardivement et lentement, en gros à partir de 1920, quand le décret instituant le "Territoire militaire des pays et protectorats du Tchad" et datant de 1900 a été abrogé.

Le Tchad est actuellement divisé en 14 préfectures sur lesquelles s'appuie l'organisation scolaire. Ces 14 préfectures peuvent cependant être réparties en trois groupes qui correspondent à des régions relativement individualisées (1). La région Nord, dominée par le sahel et le désert, est peuplée par une majorité de nomades et par quelques groupes arabes sédentarisés.

---

(1) Encore que les événements qui se déroulent actuellement au Tchad tendraient à prouver qu'il n'y aurait que deux régions, celles que délimite en gros le cours du fleuve Chari. Cf. I. Khayar, Le refus de l'école.

Les traditions de ces populations, en particulier l'appartenance à l'Islam, ont fait qu'elles ont toujours manifesté des réticences aux courants européens. La région du Centre s'apparente beaucoup à celle du Nord pour ce qui est de la fermeture aux interventions coloniales et post-coloniales. On y rencontre une majorité d'islamisés mais une minorité de nomades. Dans un milieu naturel caractérisé par une brousse à épineux, les ressources agricoles sont le mil, l'arachide, le maïs et un peu de coton. La langue de communication dans ces deux régions est l'Arabe. La région du Sud est la plus peuplée et la plus riche, dans un milieu de savane à baobabs, avec une végétation herbeuse dans les plaines inondables. C'est dans cette région que se sont concentrées les interventions européennes. Les groupes principaux sont les Sara, les Massa et les Toupouri, populations sédentaires, cultivateurs de mil, de riz, d'arachide et de coton (et pêcheurs pour les riverains du Logone et du Chari). Dans l'ensemble, ces groupes - surtout les Sara - ont été plus ouverts à l'action coloniale (missions, écoles, coton) que ceux des autres régions. On peut considérer les Sara -très proches de l'appareil d'Etat- comme le groupe dominant. Cette région est polarisée par deux villes : Sarh (ex-Fort-Archambault) et N'djaména, la capitale).

Voisine du Cameroun, la Fédération nigériane possède en gros les mêmes caractéristiques naturelles, de la côte atlantique au sahel. La grande différence réside dans les caractéristiques démographiques. La Nigéria est en effet dix fois plus peuplée (70 à 80 millions d'habitants). L'enseignement de type européen a été introduit sur la côte dans les années 1860 par des missionnaires chrétiens. Il s'est développé de manière irrégulière et empirique.

La vitalité démographique, commerciale et culturelle des principaux groupes, favorisés par la pratique systématique de l'Indirect Rule pendant la colonisation britannique, fait que le problème de l'équilibre entre les différentes régions du pays s'est posé avec plus d'acuité qu'ailleurs, l'histoire récente l'a amplement démontré. Le pouvoir central a réagi en multipliant le nombre des régions - c'est-à-dire des Etats fédérés - pour éviter que l'une ou l'autre des anciennes régions coloniales ne prenne un trop grand poids par rapport à l'ensemble. Cependant, l'ancienne distribution régionale nous semble plus appropriée à la compréhension du problème des disparités, en particulier quant à leur fondement socio-historique. Celle de Lagos constituant un cas particulier, les trois régions d'origine (Nord,

**Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun**

Est, Ouest) nous semblent bien polarisées, au-delà de l'extrême variété des activités économiques, des traditions et des religions. A chacune d'elles correspond une zone de forte densité démographique et une zone clé de l'économie agricole : le Cocoa Belt (Ouest), le Palm Belt (Est) et les terres à coton et arachides du Nord. On peut ajouter aussi un grand groupe ethnique (Yoruba à l'Ouest, Igbo à l'Est, Hausa-Pulani au Nord), une langue dominante, une religion (sauf à l'Ouest, où l'Islam et le christianisme sont à égalité de croyants), un réseau urbain (l'axe Kaduna-Kano dans le Nord, Port-Harcourt-Enugu à l'Est, et le tissu des villes Yoruba à l'Ouest. C'est la région de l'Ouest qui a subi l'influence européenne la plus directe et la plus ancienne. La politique anglaise d'administration indirecte a entretenu le Nord dans le conservatisme social et culturel des chefs Fulani, mais elle n'a pu entraver les profonds changements -liés à la mise en valeur- qui traversaient les pays Yoruba et Ibo.

N'étaient les découpages coloniaux, une seule et même région intégrée aurait pu être constituée par le Nord-Cameroun, une partie de l'ex-Northern Region de la Nigeria et une partie du sud-ouest du Tchad. Cette zone (cf. la carte p.81) correspond à l'extension de l'empire Peul de Sokoto au XIXème siècle. A cette histoire pré-coloniale commune, il faut ajouter la similitude des conditions écologiques (la savane), des productions agricoles et l'analogie des rapports inter-ethniques où l'influence Peul (ou Fulani) reste toujours vivace. Cependant, comme pour le Cameroun occidental, la colonisation puis les Etats nationaux ont imprimé une certaine marque qui fait que les trois parties de cette région pré-coloniale sont maintenant polarisées par leur pays respectif.

Au cours de cette première partie, nous avons pu mettre à jour les processus historiques majeurs de la constitution des disparités au Cameroun, en évoquant leur similitude avec ceux qui ont opéré au Tchad et en Nigéria. Ces processus issus de l'interaction qui s'est effectuée entre les colonisateurs et les sociétés africaines peuvent se résumer en un mouvement global de différenciation socio-régionale, au confluent de divers courants économiques, politiques et idéologiques. C'est un cadre d'analyse que nous avons ainsi posé. Il permet de situer les disparités régionales dans une dynamique qui ne doit rien au hasard et qui poursuit son cours en fonction du rapport dialectique

qu'entretiennent ses différents déterminants. Nous avons relevé, en particulier, le renforcement progressif des déterminants politiques et idéologiques, renforcement qui a mené à l'indépendance. Cette dynamique évolue maintenant dans un cadre national qui ne peut qu'accentuer le jeu du cadre régional que nous avons identifié. De plus, la fonction légitimante du système d'enseignement est devenue essentielle. Cela s'est traduit, comme on l'a entrevu plus haut (pages 31-32); par un développement spectaculaire des effectifs indépendants de celui du marché de l'emploi, parallèlement à la permanence des disparités régionales qui gardent leur ampleur et leur mode de répartition. Examinons maintenant ces dernières dans le détail.

## II. Nature des disparités éducatives régionales

Nous allons analyser, dans cette partie de l'étude, les différents aspects de la répartition spatiale de l'enseignement au Cameroun, pour donner ensuite une idée de la situation au Tchad et au Nigéria. Ici, comme ailleurs, l'organisation scolaire est calquée sur l'organisation administrative, et la ventilation des statistiques de l'enseignement épouse la distribution des unités administratives. Nous utiliserons donc comme unités régionales de référence les découpages géographiques-administratifs. En République Unie du Cameroun, ces unités sont au nombre de 7 et appelées provinces : 5 provinces correspondant au Cameroun Oriental ex-français (le Nord, l'Est, le Centre-Sud, l'Ouest et le Littoral) et 2 correspondant au Cameroun Occidental ex-britannique (le Nord-Ouest et le Sud-Ouest).

### A. L'ETAT ACTUEL DES DESEQUILIBRES EDUCATIFS REGIONAUX AU CAMEROUN

Pour l'année scolaire 1971-72, la distribution régionale de l'enseignement primaire se présentait de la manière suivante (1) :

(1) C'est pour unifier la présentation globale des disparités que nous utilisons les chiffres de l'année 1971-72. 1972 est l'année la plus récente pour laquelle nous disposons à la fois de l'ensemble des statistiques scolaires et d'une estimation démographique officielle. C'est également l'année de démarrage du IIIème Plan. Un recensement général a été effectué au Cameroun en 1976. Les résultats globaux par province ont été publiés (voir en annexe), mais nous n'avons pas les données scolaires officielles pour l'année correspondante. C'est une estimation que nous utiliserons plus loin.

Tableau 2. Disparités régionales dans l'enseignement primaire (1971-1972)

Régions	Population totale	I	Effectifs Enseign. Primaire	II	Indice II/I (1)	Effectifs scolaires sur popul. totale par mille
Nord	1.590.248	26,0	93.132	10,0	0,38	58
Centre-Sud	1.293.368	21,0	269.254	29,0	1,38	209
Ouest	878.252	14,4	188.679	20,3	1,40	214
Nord-Ouest	759.881	12,4	95.605	10,3	0,83	125
Littoral	747.956	12,2	141.804	15,2	1,24	189
Sud-Ouest	554.945	9,0	88.415	9,5	1,05	159
Est	302.947	5,0	53.242	5,7	1,14	175
Ensemble	6.118.097	100	930.131	100		158

(1) Cet indice, utilisé par de nombreux auteurs (Bugnicourt, Foster, etc.), peut être appelé "indice de représentation relative", car il exprime pour chaque région le rapport entre son poids scolaire et son poids démographique. Son utilité est de donner une mesure simple des disparités inter-régionales.

Sources : Annuaire statistique, Ministère Educ. Nat. Rép. Un. du Cameroun. Population du Cameroun en 1972 par province (SAT.V. nov. 72), Service des Statistiques Scolaires.

La lecture de ce tableau permet de distinguer deux sortes de régions : les régions sur-représentées, qui correspondent à la zone utile des colonisateurs (L'Ouest, le Centre-Sud et le Littoral), et les autres, moyennement ou sous-représentées. Dans ces dernières, on trouve parmi les plus retardées les provinces du Sud-Ouest et du Nord-Ouest (donc l'ex-Cameroun britannique dont on a évoqué le destin marginal à l'intérieur de la colonie du Nigéria (1) et surtout la province du Nord, dont le retard est considérable (2).

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

Quand on prend les chiffres de l'enseignement secondaire général, comme on peut les lire dans le tableau ci-dessous, on se rend compte que les décalages entre les deux groupes de régions que nous avons distingués pour l'enseignement primaire sont encore plus grands (voir tableau 3).

Tableau 3. Disparités régionales dans l'enseignement secondaire (1971-1972)

Régions	Population totale	Effectifs		Indice II/I	
		I	ens. sec. II		
Littoral	747.956	12,2	15.856	24,27	1,98
Centre-Sud	1.293.368	21,0	26.413	40,41	1,92
Ouest	878.252	14,4	12.154	18,60	1,29
Est	302.947	5,0	2.387	3,66	0,73
Sud-Ouest	554.945	9,0	3.668	5,91	0,62
Nord-Ouest	759.881	12,4	2.453	3,75	0,32
Nord	1.590.248	26,0	2.421	3,70	0,14
Ensemble	6.118.097	100	65.352	100	

Source : Annuaire statistique. Min. Educ. Nat. Rép. du Cameroun

Toutefois, le tableau 3 ne transcrit que les données d'une scolarisation secondaire "apparente" (3)

- (1) Au Cameroun Britannique, les agents principaux de la scolarisation ont été, dans l'ordre : les missions "Native Authorities" et l'administration. Cette dernière a limité le nombre d'éléments admis dans les écoles "anglaises", elles-mêmes fort peu nombreuses, car elle utilisait les services de personnes formées en Nigéria. Cf. l'étude de C. et G. Courade
- (2) Il est à noter que la représentation féminine dans le primaire suit une distribution analogue, à savoir que les provinces où les filles sont le mieux représentées, sont également celles qui sont le plus scolarisées (centre-sud : 28,35 % de filles ; littoral : 47,58 ; ouest : 46,8). Inversement, la région la moins scolarisée est également celle où les filles sont le moins nombreuses (nord : 24,77%).
- (3) Cf. Y. Marguerat, Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun. Cette étude fournit des données extrêmement fines sur la distribution régionale et départementale de l'enseignement.

car il n'enregistre que la présence des élèves dans une région sans tenir compte de leur origine géographique réelle. Autrement dit, ce tableau donne avant tout une image de l' "offre" respective de chaque province en matière d'enseignement secondaire général. On sait à quel point l'implantation des établissements secondaires est liée au phénomène urbain. Le Cameroun n'échappe pas à la règle : aux provinces du Littoral et du Centre-Sud, les plus représentées, correspondent les deux grandes métropoles du pays, Douala et Yaoundé (1).

Y. Marguerat (op. cit) a pu recueillir pour l'année scolaire 1968-1969 l'origine géographique des élèves de l'enseignement secondaire général, ce qui donne donc la scolarisation secondaire "réelle" par région. (Voir tableau 4).

Tableau 4. Scolarisation secondaire "réelle" par région (1968-1969)

Régions	Population	Effectifs		Indice II/I
	estimée (68) I	enseign. secondaire	II	
Ouest	14,84	14.486	31,96	2,15
Centre-Sud	20,0	15.672	34,53	1,72
Littoral	11,20	7.493	16,50	1,47
Est	4,92	1.309	2,88	0,58
Cam. Occ.	21,48	5.195	11,44	0,53
Nord	27,56	1.223	2,69	0,10
Ensemble	100	45.378 (+1.336 étrangers et indéterminés)	100	

Pour ce qui est de la place respective des différentes provinces, le tableau 4 est absolument conforme à celui de la scolarisation primaire. La différence réside dans les écarts inter-régionaux qui sont beaucoup plus grands : entre l'Ouest et le Nord, écart indiciaire de 1,02 pour le Primaire et 2,05 pour le Secondaire

(1) La région du littoral, à dire vrai la ville de Douala, capitale économique du Cameroun, regroupe à elle seule 45% des effectifs de l'enseignement technique.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

Pour la même année 1968-69, le décalage s'accroît encore quand on passe de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur : à preuve la distribution du nombre des candidats au baccalauréat en 1969 (1). Les élèves originaires de la région Ouest ont fourni 379 candidats sur les 948 candidats camerounais (y compris les 98 candidats au G.C.E.A.L. anglophone), soit environ 40 % (indice 2,69). Les élèves originaires de la province du Nord n'en ont fourni que 5, soit 0,52 % (indice 0,02, ce qui nous donne 2,67 d'écart indiciaire entre l'ouest et le nord). L'inégalité de la distribution globale de ces candidats est telle que si on l'inscrit sur une carte elle prend une allure quasi-caricaturale. En se limitant au système francophone, une ligne rejoignant en gros les villes de Bamenda et Djoum, c'est-à-dire laissant au Nord-est les provinces du Nord, de l'Est, plus les départements septentrionaux des provinces du Centre-Sud et de l'ouest, sépare deux Cameroun scolaires : celui du sud-ouest, c'est-à-dire la zone péricôtière, qui regroupe à peu près 49 % de la population totale, fournit 95,5 % des candidats, celui du nord-est 4,5 % (cf. carte 2) (2).

Nous aboutissons ainsi à un constat brut des disparités éducatives régionales au Cameroun. Les déséquilibres, déjà accentués pour l'enseignement primaire, sont de plus en plus fort à mesure que l'on s'élève dans les niveaux d'enseignement. Cependant la coupe synchronique à laquelle nous avons procédé dans le cursus enregistre des temps scolaires différents. En effet, les élèves que nous trouvons dans le secondaire en 1971-72 correspondent à ceux qui étaient globalement dans le primaire sept ans auparavant, c'est-à-dire en 1964-1965. Inversement, les élèves du primaire de 1971-1972 ne se retrouveront du moins les rescaptés - globalement dans le secondaire qu'en 1977-1978. Il est donc nécessaire d'analyser la situation dans le temps réel pour voir de quelle manière ont évolué -et évolueront- ces disparités.

## B. L'EVOLUTION DES DESEQUILIBRES EDUCATIFS REGIONAUX

### 1. Vitesse relative des développements scolaires régionaux

---

(1) Communication personnelle d'Y. Marguerat.

(2) Cette carte a été réalisée par Y. Marguerat (op. cit. p. 65



Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

En suivant, pour l'enseignement primaire, le développement de chacune des régions par rapport à elle-même (base 100 en 1954), on aboutit au tableau 5.

Tableau 5. Le développement de l'éducation primaire par région (1954-1975)

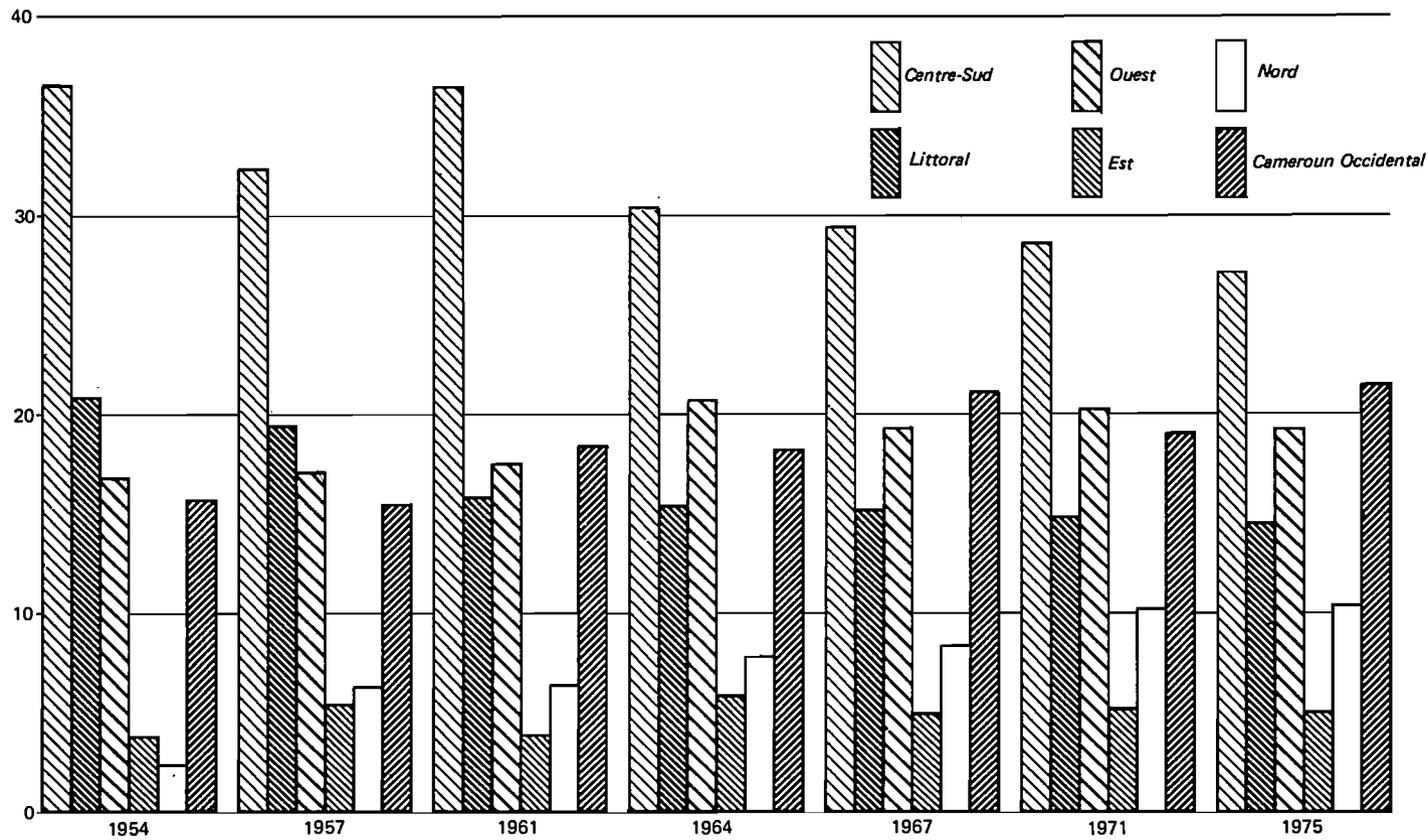
Régions	1954	1957	1961	1964	1967	1971	1975 (1)
Centre-Sud	100	128	201	218	253	283	318
Est	100	166	194	350	375	442	489
Littoral	100	126	151	195	226	257	304
Nord	100	231	397	619	781	1.031	1.274
Ouest	100	135	207	313	361	420	493
Cam.Occid.	100	123	213	278	389	412	553
Ensemble	100	135	201	261	314	358	428

(1) Pour 1975 la base de calcul est une estimation réalisée en ajoutant aux derniers chiffres connus (1973-1974) la moyenne de progression annuelle des effectifs des cinq années précédentes.

Si l'évolution d'ensemble aboutit en vingt ans à un quadruplement des effectifs, certaines régions ont connu un développement beaucoup plus important, mais c'est à la mesure de leur handicap de départ. Ainsi, le Nord a multiplié son potentiel par 12,7. De la même manière, le Cameroun Occidental, l'Ouest et l'Est se sont multipliés par 5. La région du Littoral a le coefficient le plus faible (3,04), mais c'est la région la plus anciennement scolarisée du territoire.

Si l'on suit maintenant l'évolution proportionnelle des différentes régions sur la même période de vingt ans, on constate, comme l'indique le Schéma 1, des changements d'une autre nature.

Tout d'abord l'évolution n'a pas été homogène, en particulier entre 1954 et 1964. Ensuite la part respective de chacune des régions s'est modifiée. Ainsi, le Nord est passé de 3,5 % des effectifs d'ensemble en 1954 à 10,3 % en 1975. Le Cameroun Occidental et l'Ouest ont également progressé (de 17 à 22 % pour le premier ; de 17 à 20 % pour le second). Parallèlement, les régions les plus avancées à l'origine ont logiquement régressé : le Centre-Sud est passé de 36,5 à 27 %, le Littoral de 21 à 15 %. Par contre, la



SCHEMA 1. Evolution régionale relative des effectifs scolaires au Cameroun, enseignement primaire, 1954-1975.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

région Est, qui a pourtant multiplié ses effectifs par 5, a peu bougé (de 4,6 à 5,2 %). On constate enfin que la position respective de certaines régions a subi des modifications. Le Cameroun Occidental et l'Ouest ont ainsi dépassé le Littoral, pendant que le Nord a devancé l'Est.

Cependant, la présentation de la progression respective et de l'évolution de la part relative des effectifs scolaires de chacune des régions ne donne qu'une image partielle de l'évolution des disparités. C'est en établissant un rapport entre la progression des effectifs scolaires et la progression démographique globale que l'on peut situer cette évolution dans sa véritable dimension.

## 2. Evolution des écarts relatifs

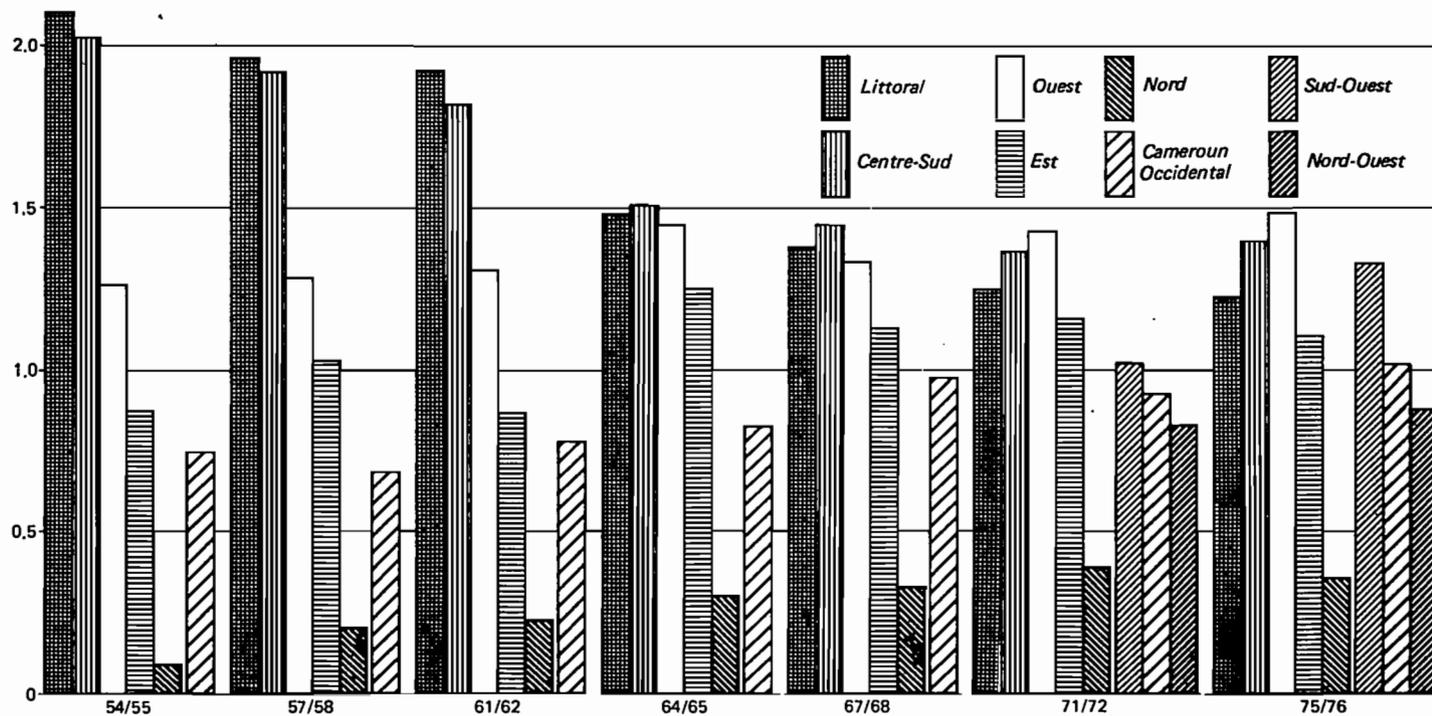
Dans le schéma 2 nous avons tracé pour chaque région la courbe d'évolution de son indice de représentation relative (1) entre 1954 et 1975. Ces différentes courbes nous paraissent donner une image assez fidèle de l'évolution des disparités pendant cette période. Elles appellent plusieurs commentaires.

Appréhendées dans leur ensemble, elles signifient qu'en vingt ans les écarts relatifs entre les différentes régions se sont réduits : l'écart entre les indices extrêmes est passé de 1,99 à 1,12. On peut donc dire que pour l'enseignement primaire les déséquilibres inter-régionaux sont moins importants qu'il y a vingt ans.

Appréhendées dans le détail, elles montrent que c'est essentiellement entre 1954 et 1964 que cette réduction s'est opérée, et plus particulièrement entre 1961 et 1964 (réduction de l'intervalle de 1,58 à 1,18), c'est-à-dire dans les années qui ont immédiatement suivi l'Indépendance. Par la suite, force est de constater que le rythme de réduction s'est sérieusement ralenti, puisque dans les dix dernières années l'intervalle n'a décréu que de 1,18 à 1,12. Par ailleurs on peut remarquer que les régions sur-représentées en 1954 (Littoral, Centre-Sud, Ouest) restent toujours en tête en 1975, même si elles ont inversé leurs positions, l'Ouest étant maintenant la région la plus

---

(1) Cf. footnote du Tableau 5. les données chiffrées qui ont servi à la construction de ces courbes sont consignées en annexe.



SCHEMA 2. Evolution régionale des indices de représentation proportionnelle au Cameroun, 1954-1975.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

scolarisée du Cameroun. De même, pour parler des régions sous-représentées, il faut constater que si le Nord a régulièrement amélioré sa situation d'ensemble, il reste néanmoins en dernière position et son handicap relatif demeure très fort : en vingt ans, l'écart qui le sépare de l'Ouest ne s'est atténué que de 0,04 et celui qui le sépare du Cameroun Occidental, son prédécesseur immédiat, a augmenté de 0,07.

Au rythme actuel, il faudra donc encore beaucoup de temps avant que les disparités ne soient complètement réduites. On peut faire deux hypothèses à ce sujet. En effet, si l'on prend le rythme de réduction qui a été celui de la période 1954-1975 -hypothèse parfaitement théorique- il faudrait environ 30 ans pour que la situation soit harmonisée. En revanche, si l'on prend le rythme de réduction des dix dernières années -hypothèse plus réaliste, puisque la période du "boom" scolaire est antérieure- il faudrait plusieurs générations !

Enfin, il faut préciser que la stabilisation relative des disparités dans les dix dernières années correspond à une période de mise en place et de consolidation des structures nationales et à une époque où opèrent des processus de différenciation socio-économique dans ce cadre national. Autrement dit, on assiste actuellement à la formation des structures de reproduction de ces disparités, ce qui rendra leur réduction volontaire d'autant plus difficile. La région Nord, qui représente environ 28 % de la population totale, n'a fourni depuis 1964 que 14 % des nouveaux effectifs annuels de l'enseignement primaire, et 3,90 % dans l'enseignement secondaire. Depuis cette même date, les trois régions du Centre-Sud, de l'Ouest et du Littoral, qui représentent environ 46 % de la population totale, ont fourni 57,65% des nouveaux effectifs du primaire et 83,06 % pour l'enseignement secondaire.

Il nous faut maintenant mettre à jour les processus internes au système scolaire qui conduisent à une telle situation. Ces processus sont liés à ce que l'on peut appeler l'efficacité différentielle du système ou, autrement dit, aux différences de rendement.

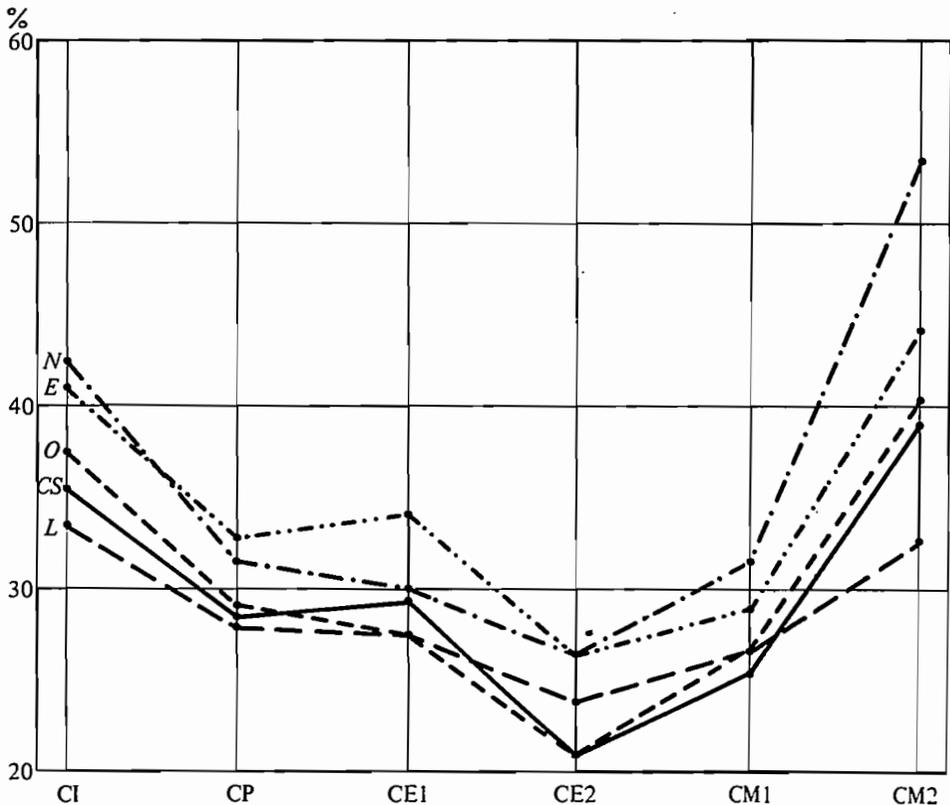
### C. LES RENDEMENTS SCOLAIRES REGIONAUX

Le rendement interne d'un système scolaire se mesure selon trois indicateurs complémentaires : la promotion, le redoublement, et l'abandon. Ces trois indicateurs varient selon les régions et selon les niveaux d'enseignement. C'est ce que nous allons voir pour le Cameroun.

1. L'enseignement primaire

Nous avons calculé les taux moyens des trois éléments du rendement scolaire pour les différentes régions du Cameroun francophone entre 1970 et 1973. Prenons tout d'abord le redoublement dont voici la représentation (voir schéma 3).

Les cinq régions étudiées ont globalement un profil analogue : dans tous les cas les temps forts du redoublement se situent dans la première et dans la dernière année du primaire, particulièrement dans celle-ci qui est l'année des examens de fin de cycle et de passage dans le cycle supérieur, et les taux les moins élevés se situent dans la quatrième année (CE2). Néanmoins, on peut repérer deux types de profil à partir du niveau des taux dans les 6 années. Ces types correspondent aux deux groupes de régions déjà identifiés, les régions bien scolarisées et les régions sous-scolarisées. On peut voir que les régions de ce



SCHEMA 3. Taux régionaux de redoublement, enseignement primaire, 1970-1973.

**Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun**

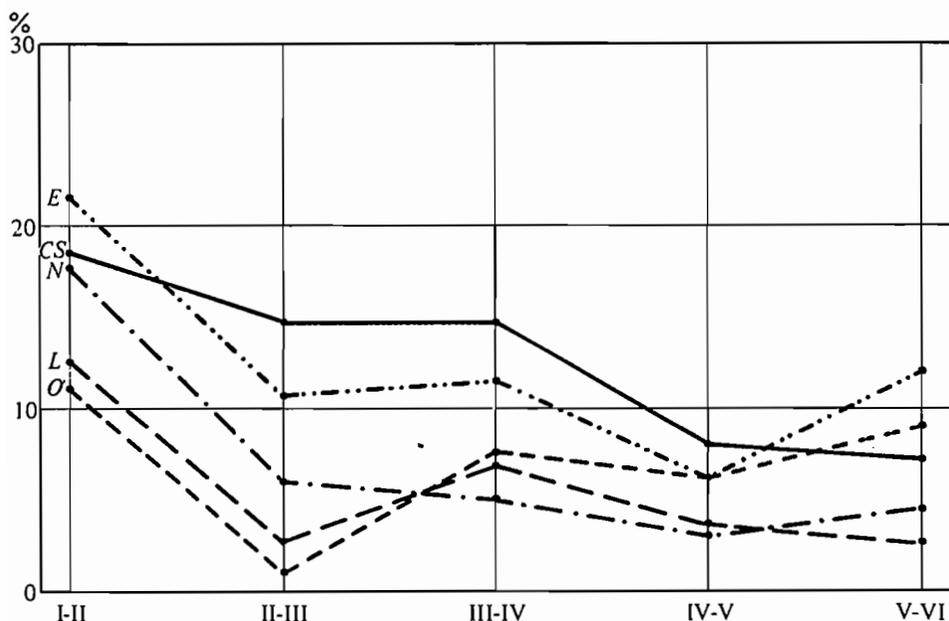
dernier groupe - le Nord et l'Est - possèdent dans toutes les années les taux les plus élevés de redoublement. Elles se différencient nettement en particulier en C1 et CM2. On peut souligner aussi que le Littoral possède la courbe la plus basse et la plus régulière.

Après les redoublements, voyons maintenant les abandons (voir schéma 4).

Ici, encore, nous retrouvons les deux régions du Nord et de l'Est avec des taux élevés d'abandon tout au long du cycle. La région du Littoral, avec des taux beaucoup plus faibles, garde la même homogénéité. Le Centre-Sud et l'Ouest ont par contre une courbe irrégulière.

Les taux de redoublement et d'abandon se combinent pour donner un taux de promotion, l'indice le plus important du rendement d'un système d'enseignement. Un système "idéal-typique" est celui qui comporterait un taux de 100 % tout au long du cycle. Nous sommes loin du compte. Le schéma 5 ci-après en donne la représentation pour les différentes régions.

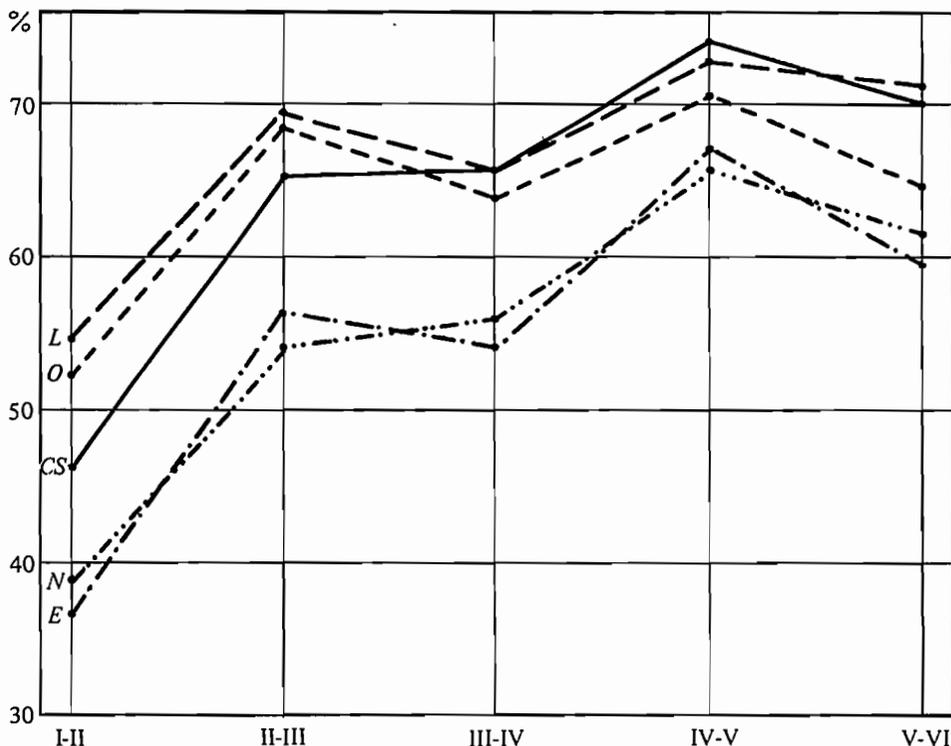
Un profil global analogue réapparaît, mais le fossé entre les deux groupes de région est également plus manifeste. Appliqués à des cohortes fictives de



SCHEMA 4. Taux régionaux d'abandon, enseignement primaire, 1970-1973.

1.000 élèves à un temps T, ces taux de promotion donnent les résultats figurant dans le schéma 6. (1)

Le cheminement de ces différentes cohortes permet déjà de voir comment les écarts inter-régionaux se creusent dans l'enseignement primaire. A nombre égal d'entrants en première année, les rendements largement supérieurs du Littoral, de l'Ouest et du Centre-Sud leur permettent d'en conserver plus de la moitié jusqu'à la dernière année, alors que le Nord et l'Est en conservent tout juste le tiers. On peut ainsi remarquer, pour parler des situations extrêmes, que le rendement du Littoral (653) est deux fois plus élevé que celui de l'Est (330). En allant plus avant dans le détail, on peut constater que l'essentiel des écarts (en chiffres absolus) s'est creusé pendant les trois premières années. Au niveau du CE2, le Nord et



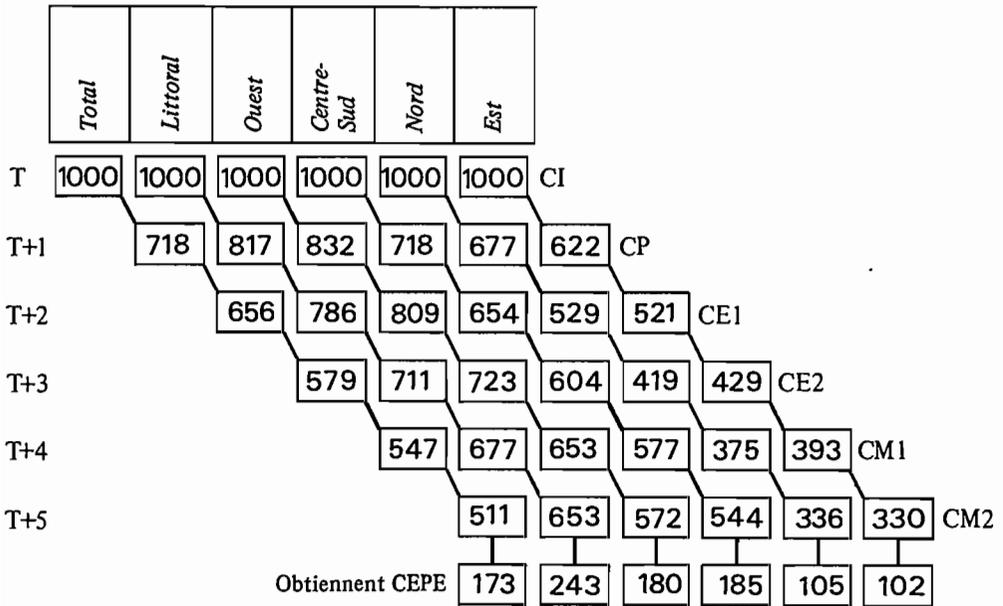
SCHEMA 5. Taux régionaux de promotion, enseignement primaire, 1970-1973.

(1) Nous avons pour ces calculs, utilisé la méthode exposée par P. Perrot et A. Labrousse dans le n°24 des cahiers de l'IPE.

**Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun**

l'Est ont déjà perdu plus de la moitié de leurs effectifs d'entrée, alors que les autres régions en ont gardé les deux tiers. Une précision s'impose d'ores et déjà : dans la plupart des cas, les abandons qui s'opèrent dans le Nord et dans l'Est sont sans retour, y compris ceux qui suivent la première année du primaire. Dans les autres régions, l'abandon n'implique pas automatiquement déscolarisation, surtout après la première année. Il peut simplement y avoir passage d'un ordre d'enseignement à un autre.

Dans les régions de la zone sud-ouest, non seulement le milieu familial n'est généralement pas favorable à une déscolarisation précoce des enfants, mais encore l'éventail des possibilités d'accueil est très large, ce qui fait qu'un élève qui abandonne un établissement public par exemple après une année de scolarité a encore le choix entre plusieurs types d'établissements privés. Ce choix est beaucoup plus restreint dans le Nord et dans l'Est. Le tableau qui suit, donne la répartition par province des effectifs (en %) du Public et du Privé en 1972-73 (voir tableau 6).



SCHEMA 6. Promotion des cohortes fictives de 1.000 élèves dans l'enseignement primaire.

Nous avons raisonné jusqu'à présent à nombre égal d'entrants, les différences de rendement suffisant déjà à rendre compte du processus de croissance différentielle des effectifs. Il importe maintenant de voir comment évoluent d'une part les effectifs d'entrée - qui bien évidemment ne sont pas équivalents dans toutes les régions, et, d'autre part, les rendements eux-mêmes, ce qui donnera une idée sur l'évolution réelle de la scolarisation primaire selon les régions.

Considérons tout d'abord l'évolution des effectifs de la première année du primaire. En prenant comme point de départ l'année scolaire 1966-67 (base 100), on enregistre les taux de croissance suivants en 1972-1973 (voir tableau 7).

Tableau 6. Répartition par province de l'enseignement public et de l'enseignement privé au Cameroun (1972-1973). Enseignement primaire

Provinces	Public	Privé	Distribution du Privé			
			Cathol.	Protest.	Franco-arabe	Privé laïc
Centre-						
Sud	55,20	44,80	73,48	23,95	0,43	2,10
Est	77,83	22,17	59,30	39,15	-	1,53
Littoral	43,50	56,50	52,44	31,81	0,59	15,14
Nord	80,50	19,50	60,46	33,92	3,61	-
Nord-0.	24,35	75,65	43,22	56,77	-	-
Ouest	57,38	42,62	68,94	29,75	1,30	-
Sud-0.	36,25	63,75	50,01	49,99	-	-
Ensemble	52,90	47,10	59,97	35,99	0,63	3,40

Tableau 7. Effectifs de la première année scolaire (1972-1973)

	Centre-				
	Sud	Nord	Ouest	Littoral	Est
Nouvelles admissions	132	143	126	124	131
Effectif total	110	129	108	112	116

**Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun**

On constate que la région Nord possède le taux de croissance le plus élevé et pour les nouvelles admissions et pour l'effectif total du Cours d'Initiation. Cela explique en partie la progression spectaculaire des effectifs du Nord que nous avons déjà soulignée. Etant donné les taux de rendement que nous venons d'examiner, cela signifie également que le taux de croissance de la région Nord est largement insuffisant pour lui permettre de combler son retard. En effet, ce même taux de croissance, combiné à des rendements équivalents à ceux du Littoral ne permettrait pas de réduire le handicap à brève échéance. De plus, si les rendements de la région Nord s'améliorent, comme nous allons le voir de suite, ceux de la plupart des autres régions s'améliorent également.

Considérons maintenant l'évolution des rendements à l'issue de la première année. Le tableau 8 présente les différents indicateurs de rendement à l'issue des années scolaires (1966-67 et 1971-72).

Tableau 8. Les indicateurs de rendement des années scolaires 1966-67 et 1971-72

Années	Centre- Sud	Nord	Ouest	Littoral	Est	En-semble
1966-67 :						
Promotion	46,52	35,45	50,32	55,96	35,45	46,26
Abandon	10,56	23,53	8,14	7,16	21,73	12,45
Redoubl.	42,91	41,10	41,52	36,86	42,80	41,28
1971-72 :						
Promotion	48,76	40,98	52,09	56,24	35,35	48,28
Abandon	18,03	15,47	11,03	12,25	30,16	16,09
Redoubl.	33,14	43,54	36,86	30,96	34,47	35,59

La lecture de ce tableau permet de constater que le système a, dans l'ensemble, amélioré son efficacité ou plutôt, pourrait-on dire, accru sa sélectivité : l'augmentation du taux de promotion va de pair avec une baisse des redoublements, mais aussi avec un accroissement des abandons. Cependant, la situation n'est pas analogue dans les différentes régions. Les trois régions bien scolarisées ont suivi une évolution similaire, identique à l'évolution d'ensemble. Il n'en va pas de même des régions Nord et Est. Dans cette dernière, l'augmentation des abandons est telle qu'elle fait baisser le taux de promotion, cas unique

dans tout le Cameroun francophone. L'évolution de la région Nord est également particulière. Les promotions augmentent, les abandons diminuent, mais c'est la seule région où les redoublements s'accroissent. Autrement dit, la croissance des effectifs du Nord est à mettre autant au compte d'une amélioration du taux de rétention qu'à celui d'une réelle extension de la scolarisation. Le système améliore donc son efficacité dans la région Nord mais il ne se développe pas en proportion. Cette situation paradoxale s'explique dans l'hypothèse suivante, sur laquelle nous reviendrons : il existe dans le Nord certains groupes dont la scolarisation se développe à l'image de celle des groupes de la zone sud-ouest, tandis que d'autres continuent de stagner, et ce sont les plus nombreux.

## 2. L'enseignement secondaire

La répercussion amplifiée dans l'enseignement secondaire des disparités croissantes constatées dans le Primaire n'est pas due à une différence dans les taux de rendement propres du Secondaire - qui se révèlent équivalents d'une région à l'autre, mais à un fait bien précis : les disparités dans les taux de passage du Primaire au Secondaire. Voici ces taux par région entre 1970 et 1973 pour le Cameroun francophone (voir Tableau 9).

Tableau 9. Taux de passage du primaire au secondaire (1972-1973)

Régions	Concours d'entrée en sixième (%)	Présence en sixième (%)
Littoral	4,75	19,83
Centre-Sud	5,79	19,69
Ouest	4,62	15,49
Est	4,76	12,77
Nord	13,38	9,66
Ensemble	5,50	17,58

Le taux de réussite au concours d'entrée en 6ème varie beaucoup selon les régions. Il est de 13,4 % pour la région Nord alors que la moyenne pour l'ensemble du Cameroun oriental est seulement de 5,5 %. Cela,

cependant, ne veut dire en aucune façon que l'accès à l'enseignement secondaire soit plus ouvert dans la région Nord que dans les autres régions du pays. Ce qui compte en effet ce n'est pas la réussite au concours mais l'admission réelle en 6ème. Or, sur ce plan, on observe des décalages énormes. Si le taux de réussite pour l'ensemble du Cameroun oriental est de 5,5 %, le taux d'admission lui est de 17,6 %. En d'autres termes, on retrouve en classe de 6ème trois fois plus d'élèves admis que ceux qui ont réussi au concours. Ce qu'il faut souligner c'est que dans la région Nord, on constate une situation précisément inverse. De toutes les régions du Cameroun, c'est la seule dont le taux d'admission est inférieur au taux de réussite (9,7 % contre 13,4 %).

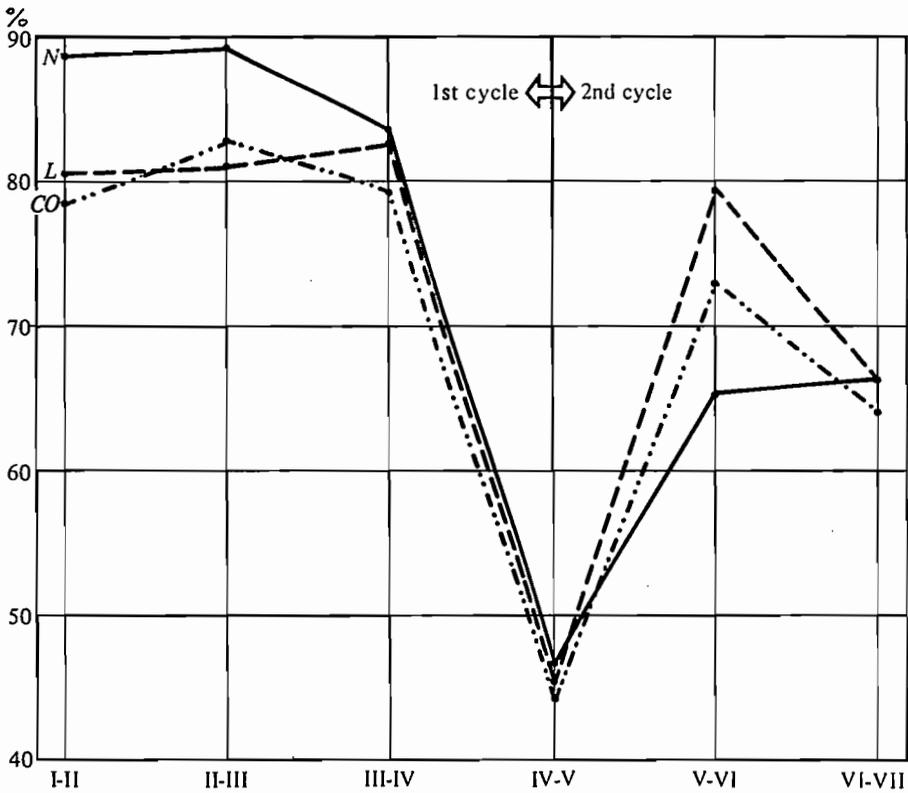
Tout ceci tend à montrer que le concours d'entrée en 6ème ne constitue pas réellement un instrument de contrôle de l'accès au secondaire et on peut se demander sur quels critères se fait l'admission en 6ème, puisqu'à la seule exception de la région Nord, partout les admissions sont très largement supérieures au nombre de réussites au concours.

Si on se place au niveau des admissions, c'est encore le Nord et l'Est qui sont les plus défavorisées et on retrouve ici la même dichotomie entre les deux groupes de régions. Cette dichotomie est beaucoup moins évidente dans l'enseignement secondaire considéré du point de vue de son rendement interne, comme en témoigne le schéma 7.

Nous y avons suivi le comportement des deux régions qui se trouvent en position extrême pour ce qui est du taux de passage dans l'enseignement secondaire, le Nord et le Littoral. Les courbes des taux de promotion de ces deux régions ne diffèrent notablement ni entre elles, ni par rapport à la moyenne du Cameroun oriental, et le passage du 1er cycle au 2ème cycle est également meurtrier. On pourrait toutefois noter une légère différence : le rendement de la région Nord est meilleur dans le premier cycle que dans le second, à l'inverse de ce qui se passe pour le Littoral. Appliqués à des cohortes fictives de 1.000 élèves entrant en 6ème (1), ces taux donnent les résultats montrés dans le tableau 10.

---

(1) Il faut noter que pour le Nord les cohortes n'ont encore jamais atteint 1.000 élèves. (691 en 1972-73, contre 4.328 pour le Littoral, et 18.635 pour l'ensemble de l'ex-Cameroun oriental.



SCHEMA 7. Taux de promotion dans l'enseignement secondaire, 1970-1973.

Tableau 10. Taux de passage dans l'enseignement secondaire (cohortes futures de 1.000)

	Cameroun oriental	Nord	Littoral
6ème	1.000	1.000	1.000
5ème	862	962	870
4ème	782	911	769
3ème	705	873	713
B.E.P.C.	(438)	(714)	(418)
2ème	321	403	314
1ère	267	300	281
Terminale	224	248	238
Bacheliers	(118)	(183)	(142)

**Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun**

Les rendements respectifs du Nord et du Littoral font que ces deux régions réussissent à acheminer des effectifs à peu près équivalents jusqu'en Terminale (248 et 238 élèves), mais on peut constater que les taux de réussite aux différents examens sont incomparement plus élevés dans le Nord. Malgré ces interventions de l'appareil sur le fonctionnement de l'institution, interventions qui en l'occurrence visent à réduire un déséquilibre certain, la mécanique d'ensemble du système n'en est pas pour autant modifiée. Les régions retardées ne peuvent combler un handicap qui - on l'a vu - commence à se creuser dès la première année de l'enseignement primaire, se développe du fait des mauvais rendements jusqu'en CM2, et prend sa plus grande dimension lors du passage dans l'enseignement secondaire.

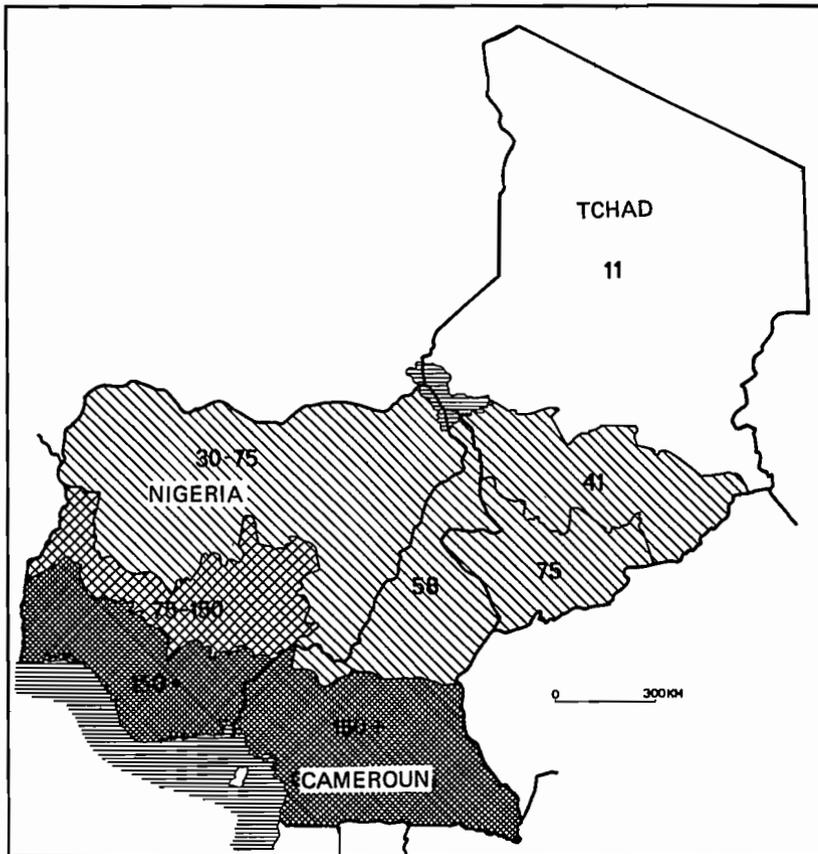
Ainsi, l'analyse détaillée à laquelle nous avons procédé dans cette seconde partie - après la première partie où nous avons mis en évidence des processus globaux, à la fois historiques et externes - nous a permis de rendre compte de l'évolution des disparités éducatives régionales au Cameroun à partir de la mise en évidence de processus internes de fonctionnement du système scolaire, processus qui tendent à entretenir les écarts de scolarisation. Malgré les progrès constatés dans les situations locales, les écarts restent très grands, ils ne se sont que peu réduits dans les dix dernières années, et le handicap particulier de la région Nord restera difficilement surmontable. Il s'avère en outre que la région Est commencerait à voir sa situation régresser. L'hyper-sélectivité du système - déjà soulignée - s'exerce dans les régions retardées scolairement de manière encore plus draconienne qu'ailleurs, puisque le Nord et l'Est continuent de partager les taux de promotion les moins élevés.

L'espèce de stratification scolaire qui en résulte se forme dans l'enseignement primaire - particulièrement au cours des trois premières années - ce qui élimine toute possibilité de rattrapage dans l'enseignement secondaire, et à plus forte raison dans l'enseignement supérieur. La mise en lumière de ces processus ne clôt pas l'analyse. Il nous faut maintenant envisager le rapport qui existe entre disparités régionales et inégalités sociales. Nous avons déjà vu que la dynamique du cadre socio-régional reposait en partie sur l'hétérogénéité de ses éléments, et le domaine éducatif ne peut échapper à cette dimension. Nous donnerons auparavant un bref aperçu des disparités éducatives dans les pays voisins du Cameroun.

D. LES DISPARITES EDUCATIVES REGIONALES AU TCHAD ET EN NIGERIA

Le dispositif Nord-Sud qui commande la distribution des disparités régionales au Cameroun opère de la même manière au Tchad et en Nigéria, comme l'indique la carte 3.

Malgré la différence dans le type de colonisation - britannique d'un côté et française de l'autre - on peut remarquer que les taux de scolarisation primaire sont analogues au Cameroun et en Nigéria et varient géographiquement en parallèle à mesure que l'on remonte vers le nord : + de 150 % dans les zones proches du Littoral, autour de 50% dans les zones éloignées.



CARTE 3. Scolarisation primaire comparée ; Nigéria (1974/75), Cameroun (1971/72) et Tchad (1974/75). (Nombre d'élèves par 1.000 habitants.)

Le Tchad prolonge en quelque sorte la situation des deux pays : le taux le plus élevé se situe dans la partie Sud - tout en étant équivalent à celui des deux autres pays à la même latitude mais pour lesquels il est le plus bas - et le taux le plus faible dans la partie nord. On retrouve par ailleurs dans les trois pays, à quelque niveau de scolarisation qu'ils soient, des processus similaires de maintien des disparités, avec des variations locales.

Comme la plupart des pays de la zone sahélienne, le Tchad est sous-scolarisé (48% en 1974/75). De plus, les rendements scolaires sont très faibles, ainsi que l'a montré une étude faite par l'IEDES en 1967 (1) : pour 1.000 élèves entrant en première année du primaire, moins de la moitié (449) passent en deuxième année, 312 parviennent en 6ème année, 121 obtiennent le CEPE et seulement 64 passent dans l'enseignement secondaire (2). Enfin, comme on l'a vu, cette sous-scolarisation n'est pas homogène sur le plan régional, et les disparités ne se réduisent que très lentement. Les trois zones que l'on voit représentées sur la carte sont les zones Nord, Centre et Sud dont nous avons déjà parlé (3). En 1974-75, l'état de la scolarisation primaire était comme suit (voir Tableau 11). (4)

Les indices respectifs de représentation que l'on peut lire dans ce tableau donnent une idée de l'ampleur des disparités entre les zones. La région Nord en particulier accuse un important décalage. A partir des chiffres entre parenthèses qui correspondent à l'année scolaire 1960-61, on peut voir néanmoins que la situation s'est améliorée en quinze ans, et que les régions sous-représentées aujourd'hui le sont à un moindre degré qu'auparavant. Cependant, et tout comme

- (1) Les rendements de l'enseignement du 1er degré en Afrique francophone. T.III, Analyses nationales, 2ème partie.
- (2) Ces rendements sont légèrement supérieurs à ceux des régions Nord et Est du Cameroun à la même époque, mais très inférieure à la moyenne nationale camerounaise (cf. A. Labrousse, op. cit.).
- (3) La zone nord regroupe les préfectures du Ouaddaï, Biltine, Batha, Kanem, Lac, et B.E.T. (Borkou, Ennedi, Tibesti) ; la zone centre regroupe le Chari-Baghirmi, le Guéra et le Salamata ; la zone sud regroupe le Mayo-Kebbi, le Tandjilé, le Logone occidental, le Logone oriental et le Moyen-Chari.
- (4) Source : Statistiques scolaires 1974-75, Min. Edu. Nat. Rép. du Tchad.

au Cameroun - les progrès réalisés ne sont pas suffisants pour laisser espérer que dans un proche avenir les écarts pourront être réduits.

Ces disparités dans la scolarisation primaire se répercutent dans l'enseignement secondaire, mais selon une répartition différente. Le tableau 12 montre l'enseignement public en 1974-75 (1)

Tableau 11. La scolarisation primaire au Tchad  
1974-75

Régions	Population totale	I	Effectifs ens. prim.	II	Indice II/I	Taux de scolarisation (%)
Nord	1.293.000	32,08	14.397	7,47	0,23(0,17)	11(5)
Centre	840.000	20,84	34.581	17,94	0,86(0,67)	41(20)
Sud	1.897.000	47,07	143.747	74,58	1,68(1,84)	75(55)
Total	4.030.000	100	192.735	100		48(30)

Tableau 12. La scolarisation secondaire au Tchad  
1974-75

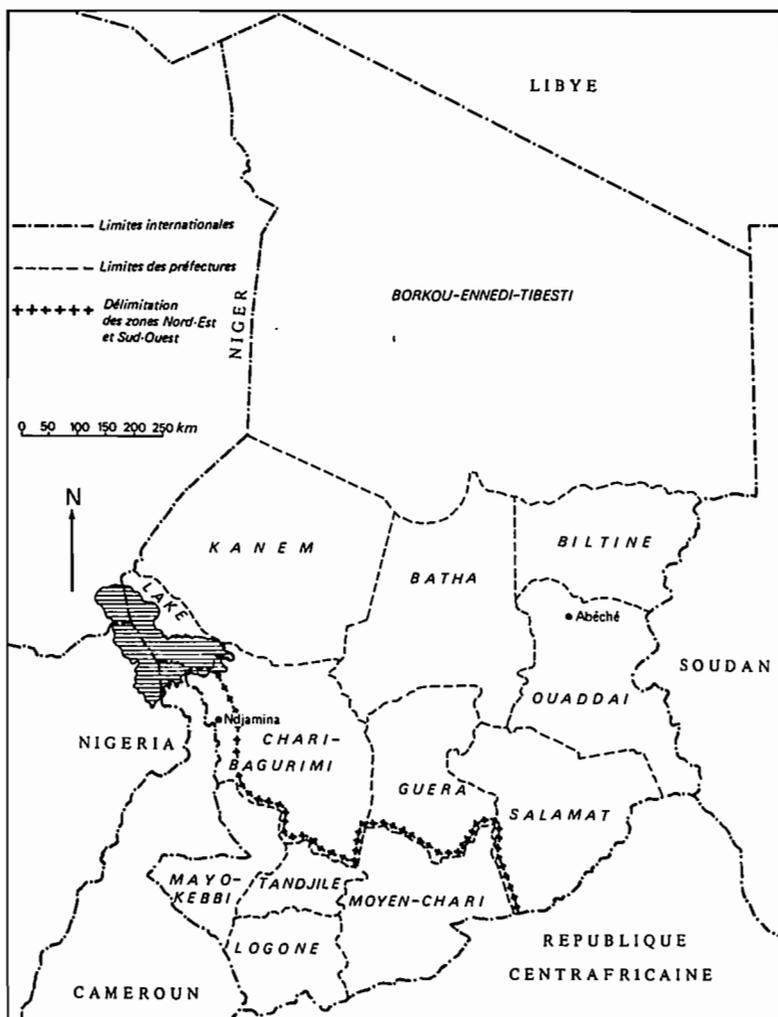
Régions	Effectifs Enseig. Second.	II	II/1
Nord	1.362	11,04 (9,04)	0,34
Centre	4.311	34,96 (34,30)	1,67
Sud	6.658	54,0 (56,65)	1,14
Total	12.331	100	

Le Nord et surtout le Centre occupent une meilleure position que dans le primaire, le Centre devenant même la région la mieux représentée, mais cela tient à des situations bien particulières liées au phénomène urbain. Le Nord doit sa position à la ville d'Abéché (Ouadaï) où le Lycée Franco-Arabe regroupe à lui seul 695 élèves, soit 51 % des effectifs de la zone et 6 % de l'ensemble. Dans le Centre, la seule ville de N'djaména regroupe 3.275 élèves, soit 87,5 % des effectifs de la zone et 28 % de l'ensemble national.

(1) Ce tableau est celui de la scolarisation secondaire "apparente", mais qui diffère très peu de celui de la scolarisation secondaire réelle.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

En définitive, si l'on trace sur la carte une ligne suivant grossièrement le cours du fleuve Chari, de la Centrafrique au lac Tchad, on sépare deux Tchad scolaires (cf. carte 4). Au sud-ouest de cette ligne, on retrouve les anciennes régions administratives coloniales du Mayo-Kebbi (qui à l'époque incluait l'ex-Fort-Lamy), du Logone et du Moyen-Chari. Cette zone regroupe environ 50 % de la population mais fournit 84,30 % des effectifs de l'enseignement secondaire. Le nord-est du Chari n'en fournit que 15,70 % dont - rappelons-le - 6 % venant d'Abéché.



CARTE 4. Tchad : délimitation des zones Nord-Est et Sud-Ouest.

Quant à la Nigéria, on pouvait, en 1973, estimer le nombre d'élèves scolarisés pour 1.000 hab. à 78 (1), moyenne supérieure à celle du Tchad, mais bien inférieure à celle du Cameroun (2). Comme on l'a déjà évoqué, ce taux global recouvre des inégalités régionales. En 1971, la distribution régionale de l'enseignement primaire était la suivante : (voir Tableau 13)

Tableau 13. L'enseignement primaire en Nigéria, 1971

Régions	Population totale(3)	Population enseignement primaire	II	II/I
	I			
Nord	53,6	767.985	19,7	0,36
Est	22,3	1.596.989	41,0	1,83
Ouest	23,0	1.288.796	33,1	1,43
Lagos	1,1	240.769	6,2	5,63
Total	100	3.894.539	100	

Source : Statistiques de l'Education en Nigéria, ministère fédéral de l'Education, 1971, Series II, Volume IV

Comme on peut le voir à partir des indices de représentation, la région Nord est largement sous-représentée comparativement à l'Ouest et surtout à l'Est. La représentation de Lagos est à considérer à part, car elle concerne une région où il y a essentiellement une ville, Lagos, la capitale fédérale, et donc pas de population rurale.

A la différence de ce que l'on a pu observer dans les pays voisins la région Nord se développe ici très rapidement. Il lui reste cependant un écart considérable à résorber. Le tableau 14 montre l'évolution respective des différentes régions depuis une vingtaine d'années.

- (1) Source : Unesco, Tableaux statistiques : Afrique, déc. 75, CCR.E.17
- (2) D'après la même source, ce taux serait de 164% au Cameroun et de 51% au Tchad en 1973.
- (3) Les pourcentages que nous donnons correspondent à ceux du recensement de 1963 (pour lequel la Nigéria totalisait 55.600.000 hab.) et n'ont donc qu'une valeur indicative.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

Tableau 14. L'évolution des effectifs de l'enseignement primaire en Nigéria, 1952-71.

Régions	Effectifs de l'enseignement primaire				
	1952	1962	% d'aug. 1952-62	1971	% d'aug. 1962-71
Nord	122.034	359.934	19,5	767.985	12,6
Est	518.966	1.266.566	14,4	1.596.989	2,9
Ouest	400.000	1.109.000	17,7	1.288.796	1,8
Lagos	-	98.511	23,7*	240.769	16,0
Total	1.041.010	2.834.010	17,2	3.894.539	4,15

\* progression 1952-1962

Source : Statistiques sur l'enseignement en Nigéria, 1963, Série I, Vol. III. Callaway & Musone, 1968).

Les dix années qui ont suivi la mise en place de l'autonomie interne (1952) ont été la grande période de l'expansion scolaire dans la Fédération. Durant cette période, l'ensemble du pays a progressé au rythme annuel de 17,2 %. Cette progression a été relativement homogène sur le plan régional, Lagos et le Nord étant les mieux placés. Au cours de la période suivante (1962-1971) les taux se sont considérablement réduits, particulièrement dans les deux régions côtières où ils ont été inférieurs à la progression démographique. Le Nord a cependant gardé un taux élevé (12,6), ce qui lui a permis de commencer à combler le handicap qui le séparait du reste du pays, comme on peut le lire ci-dessous :

	<u>1952</u>	<u>1962</u>	<u>1971</u>
Différence : Est-Nord	396.932	906.632	839.004
Différence : Ouest-Nord	277.966	749.934	520.811

Il faut toutefois garder à l'esprit le fait suivant : pour que le Nord parvienne à un niveau de scolarisation analogue à celui de la partie sud du pays, il faudrait que ses effectifs scolaires dépassent le total de toutes les autres régions, c'est-à-dire que ces effectifs soient multipliés par 4.

Selon le processus classique, les disparités du primaire se retrouvent dans le secondaire, et de manière amplifiée. En voici le tableau (voir tableau 15)

en 1971 pour l'enseignement secondaire général (1) :

Tableau 15. Disparités dans l'enseignement secondaire général

Régions	Population totale I (x)	Population ens. sec.	II	II/I
Nord	53,6	51.512	15,0	0,27
Est	22,3	92.547	26,96	1,20
Ouest	23,0	171.411	43,93	2,17
Lagos	1,1	27.843	8,12	7,38
Total	100	343.313	100	

(x) voir (3) p. 63

Source : idem tableau 14.

On peut voir que le décalage du Nord est ici encore plus important que pour le Primaire. L'avance du Lagos s'est également accrue, mais on peut faire l'hypothèse que cela est dû en grande partie au courant d'émigration qui alimente cette ville, les élèves accueillis étant ainsi plus nombreux que les élèves originaires. On remarque aussi que les positions respectives de l'Est et de l'Ouest se sont renversées, l'Ouest devançant l'Est. Finalement, ce tableau est conforme au degré d'urbanisation des différentes régions. Il ne rend compte toutefois que de la présence des élèves dans les établissements régionaux, sans référence à leur origine géographique. Les statistiques officielles de la République Fédérale nous la donnent pour les étudiants de l'enseignement supérieur. La

- (1) Le rendement de l'enseignement primaire dans les différentes régions n'est pas plus homogène que le taux de scolarisation. Il faut cependant en relever deux traits : ce ne sont pas toujours les régions les plus scolarisées qui ont les meilleurs rendements (le rapport est même parfois inverse comme dans l'Ouest et dans la région de Kano) d'une part, d'autre part, il n'y a pas de corrélation entre le rendement du primaire et le passage dans le secondaire. Cf. l'étude de Hawes et Aarons, Curriculum and Curriculum Development in Nigeria.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

voici pour l'année 1971-72 :

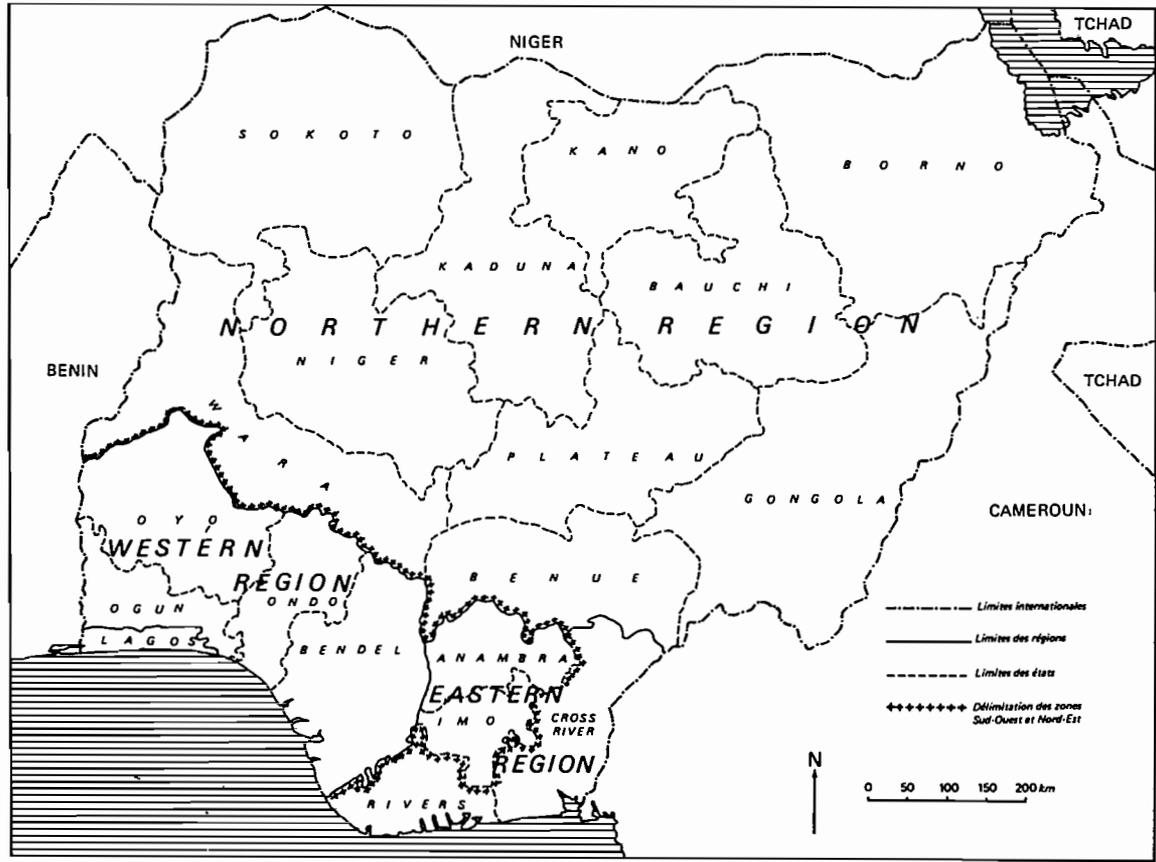
Tableau 16. Statistiques concernant les étudiants de l'enseignement supérieur

Régions	Population ens. sup.	II	II/I
Nord	3.347	23,72	0,44
Est	4.614	32,72	1,46
Ouest	5.750	40,76	1,77
Lagos	394	2,80	2,54
Total	14.105	100	

Source : voir tableau 13.

Paradoxalement, c'est dans l'enseignement supérieur que les disparités régionales sont le moins fortes en Nigéria. Ceci est le résultat d'une politique de développement systématique de foyers universitaires régionaux. On peut constater néanmoins que la Région Nord reste largement sous-représentée. Quoi qu'il en soit, comme pour le Cameroun et le Tchad, on peut séparer géographiquement deux Nigéria scolaires (ou plutôt universitaires, puisque nos sources ne concernent que ce niveau d'enseignement). Si l'on trace sur la carte (voir Carte 5) une ligne isolant au sud-ouest les anciennes régions Ouest, Lagos et une partie de l'Est (soit les états actuels de Lagos, Ogun, Ondo, Bendel, Anambra et Imo) du reste du pays, on délimite une zone qui regroupe moins de 40 % de la population totale de la Fédération mais qui fournit près de 70 % (68,19 %) des étudiants en 1971.

Carte 5.



CARTE 5. Nigéria : délimitation des zones Sud-Ouest et Nord-Est.

### III. Disparités régionales et inégalités sociales

Jusqu'à présent nous avons pu dresser un constat des disparités régionales et identifier les processus qui expliquent en partie leur constitution et leur reproduction. Nous avons vu également que ces disparités éducatives étaient concomitantes de disparités globales. Il importe maintenant de connaître le rapport entre cette stratification régionale et la structure des inégalités éducatives de l'ensemble de la formation sociale nationale au Cameroun. Les inégalités sociales - ethniques, rurales-urbaines, socio-professionnelles - en matière éducative trouvent-elles une bonne traduction dans ces inégalités régionales ? L'ensemble des données dont nous avons fait état pour le moment repose sur des moyennes statistiques qui peuvent masquer une hétérogénéité de fait, hétérogénéité qui ne touche pas seulement au comportement dans le système scolaire, mais aussi autour et à propos de lui. Ce sont les différentes dimensions des inégalités intra-régionales face à l'école que nous allons aborder dans cette troisième partie.

#### A. L'ORIGINE INTER-URBAINE

La première dimension a trait à l'inégale participation au système scolaire en fonction de l'origine rurale-urbaine. Ce clivage s'inscrit parfaitement dans la logique du développement scolaire qui est elle-même inséparable d'une autre logique, celle du développement urbain. L'école est conçue par et pour le milieu urbain. Elle inculque une idéologie et même à des emplois de type urbain.

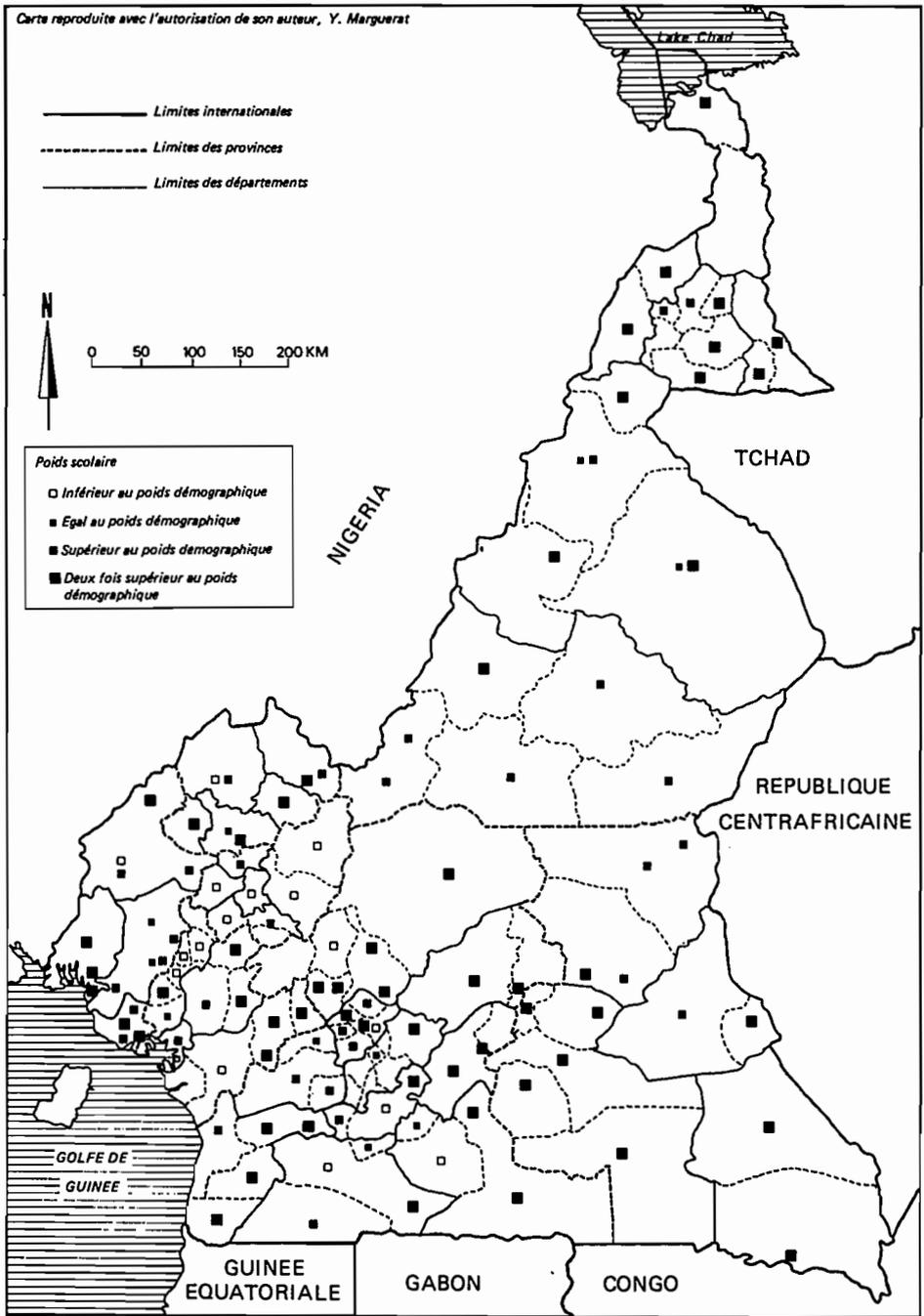
Historiquement, l'école au Cameroun (et ailleurs) s'est développée principalement par les villes, et sa diffusion a suivi la hiérarchie décroissante du réseau

urbain pour ne toucher les milieux ruraux qu'ensuite, quand un enseignement secondaire a suivi la même évolution, alimenté en premier lieu par les élèves citadins. Comment se présente la situation aujourd'hui ? Les choses sont différentes selon le niveau d'enseignement.

C'est après la seconde guerre mondiale - suite à la Conférence de Brazzaville - que les dispositions pour un enseignement primaire de masse ont été prises au Cameroun, et c'est effectivement à partir de ce moment-là que la croissance des effectifs s'est accélérée. Dans quelle mesure cette diffusion a-t-elle atteint les milieux ruraux ? Y. Marguerat (op. cit.) a analysé ce phénomène avec précision en 1970. Dans un premier temps, il a calculé quel pourcentage des élèves d'un arrondissement "fréquenté" dans la ou les villes principales et, par soustraction, quelle proportion se trouve en "brousse". Ensuite il a comparé cette dispersion rurale-urbaine des élèves avec les taux de scolarisation. Il constate un très net parallélisme : "ce sont les régions les plus intensément scolarisées qui le sont dans leurs profondeurs rurales" (p. 8) : Centre-Sud (pays Boulou, Ewondo, Bané, Bassa, Bafia, Yambassa) et Ouest (pays Bamiléké). A l'inverse, les "arrondissement les moins scolarisés sont ceux où les espaces ruraux sont les plus défavorisés". Il faut mettre à part le cas des régions fortement urbanisées comme le Littoral où les villes (comme Douala) ont tendance à vider les campagnes de leurs habitants, d'où une faible (relativement) scolarisation rurale. L'inverse est également vrai. Les régions faiblement urbanisées possédant parallèlement de fortes densités rurales (comme la base du triangle de l'extrême-nord du Cameroun) ont un enseignement primaire proportionnellement bien diffusé dans les campagnes.

Y. Marguerat a calculé un autre rapport, celui qui existe entre le poids scolaire et le poids démographique des centres urbains par arrondissement. Il aboutit à la très intéressante carte ci-après (voir carte 6). La lecture de cette carte permet de repérer plusieurs traits relatifs au clivage rural-urbain : sur les 118 centres urbains (chefs-lieux), 102 ont un poids scolaire égal ou supérieur à leur poids démographique. Parmi ces derniers, 10 ont un poids égal, 31 un poids supérieur (moins de 2 fois) et 61 un poids deux fois supérieur. Cependant, la nature et la répartition des 26 centres urbains qui ont un poids scolaire inférieur ou seulement égal à leur poids démographique appellent quelques remarques. Tout d'abord, ils sont en majorité situés dans les zones

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun



CARTE 6. Rapport entre poids scolaire et poids démographique des centres urbains par arrondissement.

à la fois les plus scolarisées et les plus urbanisées. Ce sont ensuite les seuls à justifier le qualificatif de villes car on y trouve et les deux métropoles nationales et une quinzaine de préfetures. Il y a plusieurs explications à ces anomalies. La situation des métropoles nationales tient à la nature des découpages administratifs. Ainsi la ville de Douala regroupe la quasi-totalité des élèves comme des habitants du département de Wouri. Yaoundé compte la moitié des élèves et la moitié des habitants du département de la Méfou. Pour les autres villes - comme en en partie pour Yaoundé - la situation tient à la nature de l'exode rural qu'elles provoquent : elles attirent en majorité de jeunes adultes qui, bien que pour la plupart passés par l'école puisqu'originaires de zones rurales fortement scolarisées, viennent gonfler la population urbaine non-scolaire. Ces anomalies apparentes ne sont donc pas contradictoires avec la prééminence scolaire de ces villes. Cette prééminence est encore plus marquée dans l'enseignement secondaire.

L' "offre" scolaire en matière d'enseignement secondaire est concentrée dans les villes puisque la quasi-totalité des établissements se trouve dans les préfetures. Ce sont les centres urbains les plus importants qui rassemblent le plus grand nombre d'élèves (chiffres pour l'année 1971-72) : Douala 10.496, Yaoundé 9.748, Bafoussam 4.094, Nkongsamba 3.833, sur un total national de 65.352. Quatre villes rassemblent ainsi plus de 43 % des élèves du secondaire. Malheureusement, les données font défaut quant à l'origine rurale-urbaine de ces élèves. Il y a tout lieu de penser cependant que les citadins sont sur-représentés dans l'enseignement secondaire puisqu'ils le sont déjà dans le primaire. Il faut souligner aussi que les élèves des lycées et collèges qui sont originaires du milieu rural n'en feront plus partie, sauf exception. Toutefois, une enquête réalisée en 1969 (1) sur l'ensemble des élèves de troisième des établissements publics du Cameroun oriental nous fournit quelques indications. Sur les 2.153 élèves en question, seuls 26,30 % vivent en internat et 8,50 % en location. Pour le reste, 38,12 % vivent chez un membre de leur famille (parents, etc...) et 26,21 % chez un tuteur ou un ami. 61 % des élèves viennent donc de l'extérieur, mais près de la moitié de ceux-là ont avec la ville un lien plus ou moins direct. C'est dans les régions du Centre-Sud (49,06 %) et du littoral (44,18 %) que

(1) Enquête (non publiée) réalisée par le Bureau d'Orientation et Universitaire du Ministère de l'Education Nationale du Cameroun.

le lien familial est le plus fréquent. Nous possédons par ailleurs des indications plus précises pour la région Nord (1) : en 1969, la population des centres urbains (préfectures et sous-préfectures) qui regroupe 10,28 % de la population totale, fournit 28,15 % des élèves du primaire et 42,17 % des élèves de l'enseignement secondaire.

## B. L'ORIGINE ETHNIQUE

La seconde dimension des inégalités face à l'école a trait à l'origine ethnique. Ce n'est pas un faux problème, car il y a un comportement scolaire ethnique manifeste, en particulier dans les régions retardées, mais pas seulement dans les régions retardées, et qui se traduit par une participation inégale des différentes ethnies au système d'enseignement. Ces inégalités de participation, qui peuvent être très fortes, recouvrent et nuancent à la fois les inégalités régionales. Elles sont, comme nous le verrons plus loin, en partie liées aux différences dans l'insertion urbaine.

Hormis la région Ouest, à dominante Bamiléké, les régions du Cameroun sont hétérogènes sur le plan de l'appartenance ethnique. Nous n'avons pu en donner qu'une idée très grossière dans la présentation que nous avons faite des différentes régions. En effet, on ne distingue pas moins de 13 grands groupes et près de 180 sous-groupes. A chacun de ces derniers correspond le plus souvent une langue vernaculaire. Il est extrêmement difficile d'avoir des données précises touchant au taux de scolarisation primaire de tous ces groupes. Une approche par département et arrondissement fournit cependant des indications, car il y a pour une même région des disparités internes qui peuvent correspondre à la présence majoritaire de tel ou tel groupe dans l'une ou l'autre unité administrative.

Dans la région du Centre-Sud (moyenne 209 ‰), c'est le département du Nyong et Kellé qui a le taux de scolarisation primaire le plus élevé (265 ‰). Il est peuplé de Bassa dans sa quasi-totalité. Le taux le plus faible correspond à la Haute-Sanaga (154 ‰) qui est peuplée de groupes divers (Fong, Yébéka, Yésum,

---

(1) Cf. notre étude : Inégalités régionales et inégalités sociales : l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional.

Vouté). Au niveau des arrondissements, le plus scolarisé est celui d'Obala (296 ‰), à dominante Eton (groupe Béti), le moins scolarisé est celui de Yoko (90 ‰), à dominante Vouté.

Dans le littoral (moyenne 189), les extrêmes vont de l'arrondissement de Pouma (281 ‰), à majorité Bassa, à celui de Mélong (138) où l'on trouve surtout des Mbo.

Dans l'Ouest (moyenne 214), il y a une différence certaine entre le département Bamoum (190 ‰), peuplé de Bamoum et les 5 autres, à dominante Bamiléké, qui oscillent entre 204 et 233 ‰.

On voit donc que les variations ethniques sont sensibles dans les régions bien scolarisées. Elles le sont encore plus dans les zones les plus retardées, comme la province du Nord-Ouest (moyenne 125) où les extrêmes par arrondissement vont de 180 (Kumbo, où l'on rencontre surtout des Nso) à 77 (Ndop, peuplé de Ndop dans sa quasi-totalité). Dans la région Nord (moyenne 58), la situation est connue de manière plus précise et l'on peut ainsi dresser le tableau (1) de la représentation scolaire des principaux groupes (voir tableau 17).

A partir de ce tableau, on peut voir que l'écart indiciaire (1,93) entre les extrêmes (les Moudang, 2,21, et les Choa 0,28) est bien plus grand que celui qui existe (cf. p. 6 entre les extrêmes inter-régionaux - région Ouest, 1,40, région Nord, 0,38), soit 1,02.

Tableau 17. La représentation scolaire des principaux groupes

Groupes	Population totale (I)	Population ensei. primaire (II)	II/I
Montagnards	24,28	8,42	0,34
Peul	21,99	20,05	0,91
Massa	6,25	2,68	0,42
Toupouri	5,53	7,34	1,32
Guiziga	3,56	2,10	0,58
Moundang	2,45	5,42	2,21
Choa	3,24	0,93	0,28
Kotoko	1,81	2,27	1,25

Source : J.Y. Martin. Inégalités régionales, op. cit.

(1) Source : Cf. Note précédente.

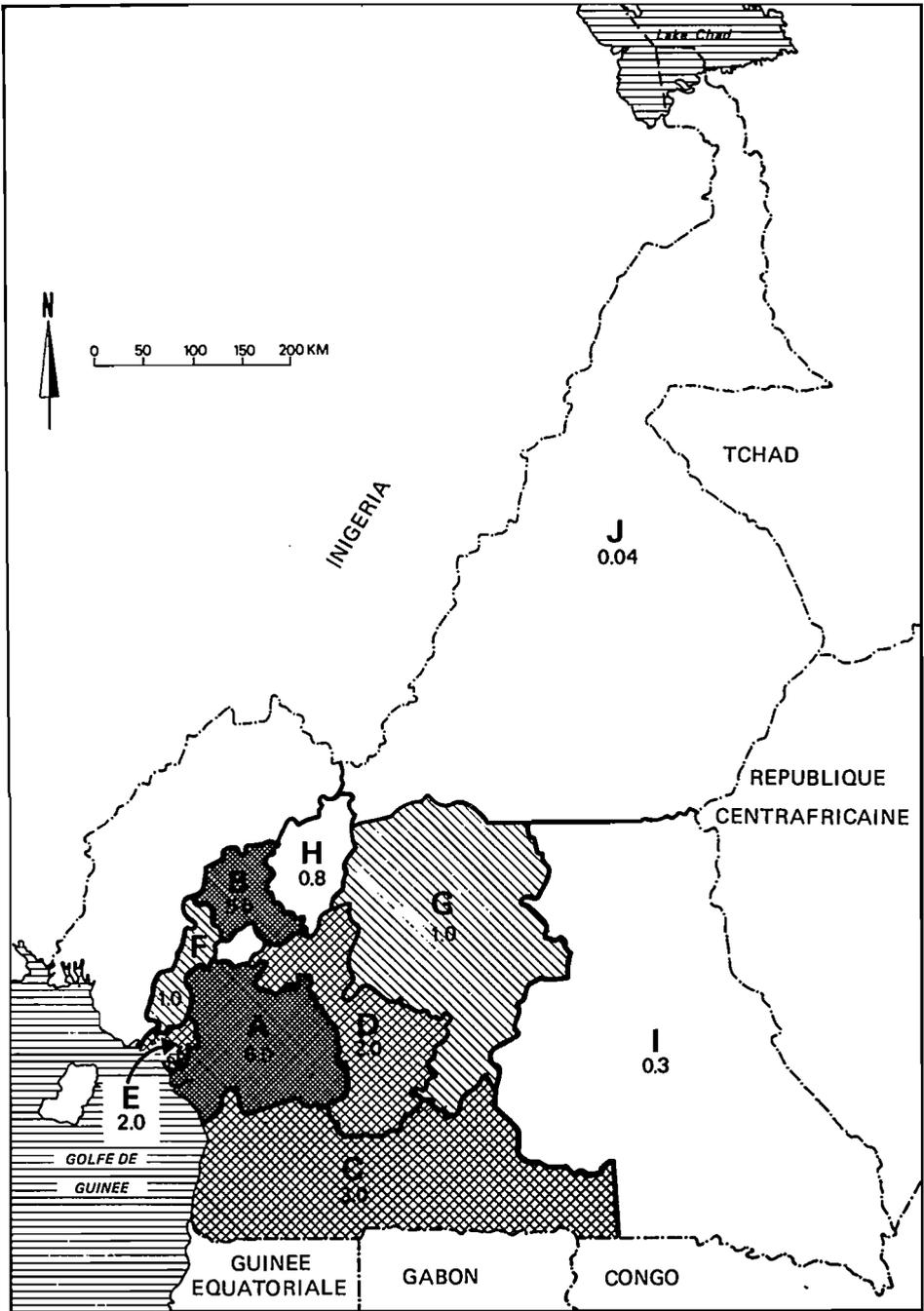
On peut estimer (sous toute réserve) le taux actuel de scolarisation des Moundang entre 150 et 200 %, soit un taux proche de celui du littoral (189) ; celui des Choa et des groupes montagnards aux environs de 25 %.

Pour l'ensemble du Cameroun, c'est dans l'enseignement secondaire que les inégalités inter-ethniques ont été le mieux identifiées. Pour le Cameroun Occidental, une étude de C. et G. Courade (1) montre qu'il y a une corrélation directe entre la distance d'une ethnie à la côte et l'importance de sa représentation dans l'enseignement secondaire. Il y a ainsi sur-représentation (en 1969-70) des Bakweri (indice de représentation : 4,94), des Banyang (3,28) et des Bakossi (3,14), toutes ethnies de la province du Sud-Ouest. A l'inverse, il y a sous-représentation quasi-générale des ethnies de la province du Nord-Ouest. Pour le Cameroun francophone, Y. Marguerat (op. cit.) a pu retrouver l'origine ethnique des candidats au baccalauréat. Il l'a rapportée au nombre d'habitants et a dessiné (cf. la carte 7) des zones homogènes de "production" de candidats. Il s'établit de la sorte une "hiérarchie" ethnique dont il est facile de repérer la correspondance avec les différentes régions et la relation avec la distance à la côte :

- Zone A (6 candidats en moyenne pour 10.000 hab.) : Bassa (7 candidats pour les seuls Bassa, Bakoko) ;
- Zone B (5) : Bamiléké ;
- Zone C (3) : Boulou, Ntumu ;
- Zone D (2) : Ewondo, Eton, Bafia ; dans cette zone se trouve la ville de Yaoundé où le nombre d'immigrés hors-âge scolaire fait baisser la moyenne des Béti qui est ainsi sous-estimée ;
- Zone E (2) : essentiellement la ville de Douala, peuplée comme Yaoundé d'un grand nombre d'immigrés adultes. La moyenne des Douala (stricto sensu) est donc sous-estimée et devrait être équivalente à celle des Bassa ;
- Zone F (1) : zone d'immigration à dominante Bamiléké ;
- Zone G (1) : Sanaga, Yébékolo, Vouté, Bafeuk ;
- Zone H (0,8) ; Bamoum ;
- Zone I (0,3) : Maka, Kaba, Baya ;
- Zone J (0,04) : l'ensemble de la région Nord. Ce taux de 0,04 % représente 5 candidats (2 Peuls, 1 Kotoko et 2 pour lesquels il n'a pas été possible de retrouver l'appartenance) pour 1.340.000 hab.

---

(1) C. et G. Courade. L'école au Cameroun anglophone.



CARTE 7. Nombre de candidats au baccalauréat pour 10.000 habitants, 1969.

(en 1969). En fait, les principaux groupes du Nord étaient ainsi représentés (cf. la note 1 page 93.) dans l'enseignement secondaire cette même année :

Groupes	Population ens. second. (II)	Indice de représentation
Montagnards	7,96	0,32
Peuls	23,14	1,05
Massa	7,78	1,24
Toupouri	7,96	1,43
Guiziga	2,90	0,81
Moundang	10,29	4,20
Choa	0,18	0,05
Kotoko	1,93	1,06

Il est évident qu'ici ce n'est pas la distance à la côte qui joue pour différencier les ethnies, puisque par exemple Guiziga (0,81) et Moundang (4,20) sont mitoyens, de même que Choa (0,05) et Kotoko (1,06), les deux groupes les plus septentrionaux. Au-delà du comportement scolaire régional, il y a donc un comportement scolaire ethnique.

### C. L'ORIGINE SOCIO-PROFESSIONNELLE

La troisième dimension des inégalités a trait à l'origine socio-professionnelle. On a coutume de diviser celle-ci en catégories (C.S.P.), comme le fait l'INSEE en France. Bien que ces catégories soient équivoques puisqu'elles se réfèrent à la fois à différents secteurs d'activités et à une échelle de revenus sans qu'il y ait obligatoirement correspondance terme à terme, elles donnent des indications utiles sur un certain type de stratification socio-professionnelle dont les connotations rurales-urbaines sont manifestes.

On peut lire dans le tableau qui suit (voir tableau 18) (extrait de l'enquête réalisée en 1969-70, cf. note 1 page 93) l'origine socio-professionnelle des élèves de troisième par région. Ce tableau nécessite quelques commentaires. On constate tout d'abord que dans un pays rural aux 4/5èmes (taux d'urbanisation 21 %) les agriculteurs ne sont représentés pour l'ensemble qu'à 57,48 % (1). Si on leur adjoint la catégorie suivante (artisans-commerçants), ce qui représente à peu près le secteur rural-traditionnel

Tableau 18. Origine socio-professionnelle des élèves de 3ème de l'enseignement public au Cameroun oriental (1970)

Origine socio-professionnelle	OUEST		CENTRE-SUD		LITTORAL		EST		NORD (1)		TOTAL	
	Nbre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nombre	%
1. Agriculteurs-éleveurs-pêcheurs	386	73,38	265	47,48	216	43,63	67	60,90	200	69,67	1.134	57,48
2. Artisans commerçants	36	6,84	48	8,59	47	9,48	6	5,44	14	4,87	151	7,53
3. Notables	0	-	5	1,07	8	1,61	1	0,90	9	3,13	24	1,21
4. Ouvriers travailleurs manuels	21	3,99	48	8,60	52	10,52	8	7,27	26	9,05	155	7,84
5. Employés fonctionnaires	66	12,54	126	22,58	108	21,81	23	20,90	28	9,75	351	17,76
6. Cadres supér. et politiques	17	3,23	65	11,64	64	12,92	5	4,53	10	3,47	161	8,13
Total	526	100	558	100	495	100	110	100	287	100	1.975	100
Non-réponse	46		49		60		13		10		178	
Effectifs	<u>572</u>		<u>607</u>		<u>555</u>		<u>123</u>		<u>297</u>		<u>2.154</u>	
Taux d'urbanisation(2)		20 %		22%		58%		13%		10%		21%

1. Une enquête (cf. Note page 72) sur les élèves de 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>ème et terminale du public et du privé donnait la même année pour le Nord les pourcentages suivants : 1/71, 77 - 2/7, 17 - 3/6, 21 - 4/6, 01 - 5/5, 82 - 6/2, 69.
2. C'est-à-dire le pourcentage de population résidant dans les centres urbains (essentiellement préfectures et sous-préfectures).

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

non salarié (ce qui ne veut pas dire non monétarisé) on aboutit à un pourcentage de 65 %. Ce secteur d'activité est donc sous-représenté. Dans l'autre secteur, on peut noter le poids important des catégories 5 et 6 (25,89 %), c'est-à-dire des emplois publics et privés nécessitant au minimum le diplôme de fin d'études primaires. Les catégories spécifiquement urbaines sont ainsi nettement sur-représentées. Ensuite, si l'on prend ce tableau région par région, on peut observer des variations notables, qui, au-delà de la représentation de telle ou telle région, traduisent des degrés dans la différenciation socio-professionnelle en relation avec l'urbanisation.

Les données - fragmentaires - que nous possédons sur l'enseignement supérieur font apparaître des inégalités encore plus accentuées. En 1973-74, l'origine socio-professionnelle des étudiants de la Faculté des Lettres de l'Université du Cameroun (Yaoundé) était ainsi distribuée. Ce tableau (n° 19) ne peut être directement comparé à celui de la page 63 puisque les catégories retenues ne sont pas les mêmes. Néanmoins, la catégorie des agriculteurs n'est plus représentée qu'à 32,7 % contre 57,48 % précédemment.

Tableau 19. Origine socio-professionnelle des élèves de la Faculté des Lettres du Cameroun (Yaoundé, 1973-74)

Origine socio-professionnelle des parents	Effectifs	%
Professions libérales, cadres supérieurs	47	3,9
Cadres moyens, techniciens	138	11,4
Employés	151	12,5
Commerçants, artisans	42	3,5
Ouvriers	258	21,4
Agriculteurs	394	32,7
Divers	176	14,6
<b>Total</b>	<b>1.206</b>	<b>100</b>

- (1) En abordant les choses d'une autre manière, on pourrait trouver ce pourcentage très élevé bien qu'indiquant déjà un processus de sous-représentation des milieux ruraux. Cependant, cet indice d'"ouverture" du système scolaire ne rend compte que d'un certain stade de son développement -où, mathématiquement, il ne peut être qu'ouvert- et ne qualifie en aucune manière sa nature.

En définitive, malgré le caractère partiel des données dont nous disposons relativement aux différents aspects des inégalités face à l'école, deux tendances principales peuvent être identifiées : tout d'abord, et quelle que soit la dimension retenue, il apparaît que ces inégalités sont plus accentuées quand on passe d'un niveau d'enseignement à un autre. Ensuite, les trois aspects des inégalités que nous avons soulignés sont non seulement complémentaires mais, pourrions nous dire, consubstantiels. L'un d'eux, celui qui a trait à l'origine rurale - urbaine, permet en effet de rendre compte des deux autres car il leur sert de point d'articulation : ce sont les groupes ethniques les mieux insérés dans les villes qui pénètrent le mieux le système scolaire, en particulier dans les niveaux secondaire et supérieur (Bassa, Douala, Bamiléké, Béti dans le sud du pays, Peuls dans le Nord) ; ce sont les catégories socio-professionnelles à insertion spécifiquement urbaine - celles qui nécessitent en fait un niveau plus ou moins élevé de scolarisation - qui profitent le plus du développement de l'enseignement. Nous voyons ainsi se profiler peu à peu les différents éléments d'un processus d'ensemble de différenciation sociale : l'urbanisation nécessite et produit la scolarisation, l'école vit de la ville et engendre les différentes strates du milieu urbain, strates qui occupent une position sociale dominante par rapport aux milieux ruraux. Le gachis scolaire des campagnes est nécessaire à la survie de ces couches urbaines dans leur constitution actuelle. Quel est le rapport entre cette différenciation sociale à l'oeuvre et les disparités éducatives régionales ? Il apparaît assez bien à travers les deux pôles d'inégalité face à l'école : le pôle favorisé est comme on l'a vu celui des groupes ethniques du Sud-Ouest bien implantés dans les villes. Le pôle défavorisé à l'extrême est celui des ethnies rurales du Nord.

Il apparaît ainsi que la différenciation inter-régionale - qui stratifie les régions - se double d'une différenciation intra-régionale - qui stratifie les groupes. Cette dernière possède des dimensions communes à toutes les régions, en particulier dans tout ce qui est relié au clivage rural-urbain. C'est donc la formation sociale nationale dans son ensemble qui est traversée par ce courant de formation et de reproduction d'une bourgeoisie nationale proche de l'Etat et insérée dans les villes. C'est la première conclusion à tirer. La seconde est que le cadre socio-régional, n'en est pas pour autant oblitéré. D'une part les avances -

ou les handicaps - régionaux sur le plan scolaire restent un élément déterminant, d'autre part cette bourgeoisie nationale repose sur des relais régionaux, et enfin les modalités des mouvements intra-régionaux suivent une dynamique autonome par rapport aux impulsions émanant du cadre national. L'étude des tentatives de réduction des disparités régionales, qui fera l'objet de notre quatrième partie, nous éclairera là-dessus.

#### D. LES TENTATIVES DE REDUCTION DES DISPARITES EDUCATIVES REGIONALES

Le problème des disparités, régionales n'a pas échappé aux nouveaux dirigeants africains à l'avènement de l'Indépendance - ou lors de la mise en place de l'autonomie interne. Toutefois, ce problème n'a pas été posé de la même manière selon les pays, il n'a donc pas fait l'objet d'une politique analogue de réduction, et enfin cette politique a varié dans le temps à l'intérieur de chaque pays. Ici encore, nous nous attacherons principalement à l'étude de l'exemple camerounais pour aborder plus rapidement ce qui a été fait dans les deux pays voisins. L'analyse du sérieux de ces tentatives et des raisons de leur échec apportera un éclairage supplémentaire sur le fondement réel des disparités.

Il est évident que les choses au Cameroun ne se présentent plus aujourd'hui de la même manière qu'il y a une quinzaine d'années. Les situations régionales se sont modifiées, la manière de les prendre en compte également, sans qu'il y ait toujours relation de cause à effet entre les deux. D'un côté, l'appareil d'Etat a pu améliorer la qualité de ses instruments d'intervention, de l'autre des processus autonomes se sont développés. Par ailleurs, le cadre d'ensemble a également évolué, tant les rapports politiques internes que les modalités de la dépendance de l'économie camerounaise au marché international. Enfin l'idéologie globale et les idées relatives au développement ont changé, en particulier quant à la relation entre la croissance économique et la scolarisation. La situation héritée de la colonisation, en particulier la coïncidence des zones développées sur le plan économique et sur le plan scolaire, a pu faire croire à une certaine époque qu'il suffisait de jouer sur le levier éducatif pour enclencher le processus de croissance économique. Cela étant, des tentatives ont été faites au Cameroun pour réduire les disparités économiques et éducatives régionales. La meilleure façon de les évaluer est

d'étudier le contenu et les résultats des différents plans quinquennaux de développement en les restituant - autant que faire se peut - dans le cadre politique général de l'époque où ils ont été réalisés.

En 1960, à l'Indépendance, le nouvel Etat camerounais se trouvait confronté à deux grands problèmes : l'unité nationale - la rébellion Bamiléké n'appartenait pas encore au passé - et le développement/sous-développement, problèmes en relation directe avec celui des disparités régionales. La nécessité du remplacement des Européens aux divers postes de responsabilité révéla d'emblée la difficulté d'une répartition équilibrée des postes en fonction de l'origine régionale, du fait de la rareté dans certaines régions - le Nord en particulier - de cadres formés à l'Européenne. Avant l'élaboration de véritables instruments d'analyse et d'intervention, deux constantes de la politique camerounaise se sont manifestées dès cette époque ; le primat du politique sur l'économique et son corollaire, le dosage régional - ethnique. Dans cette perspective, le développement scolaire répondait à une quadruple nécessité : tout d'abord, après le départ des Blancs, le nouveau pouvoir avait à se légitimer ; deuxièmement, la construction de l'Etat national exigeait une vaste entreprise de socialisation dans cet ensemble ; il était nécessaire d'étendre la scolarisation à tout le territoire hérité de la colonisation pour le transformer en un réel espace politique national ; troisièmement, l'équilibre national exigeait une distribution équitable des possibilités éducatives entre les régions, et quatrièmement, le développement scolaire devait précéder le développement tout court. Par ailleurs, au-delà des contraintes d'une économie extravertie, ce qui en dernier ressort apporte la décision d'un investissement n'est pas sa rentabilité économique, mais sa rentabilité politique évaluée à l'aube de l'équilibre politique national.

Le premier Plan Quinquennal de développement économique et social (1961-1965) a été celui de la fébrilité. Préparé en moins d'un an par une société d'études française, la problématique régionale n'y a été que marginale (1). Néanmoins, à une époque où on sacralisait les taux de scolarisation, les disparités éducatives étaient si flagrantes qu'un dispositif fut recommandé pour les réduire (2). Quel était le contenu de ce premier Plan ? Outre des recommandations générales

(1) Cf. A. Valette, op. cit. p. 72

(2) Ce dispositif ne s'appliquait qu'au système franco-  
phone.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

concernant l'élaboration d'un statut de l'enseignement privé, la mise en place d'une planification générale de l'enseignement et l'obtention de l'adhésion populaire aux efforts déployés pour l'enseignement, des objectifs particuliers furent définis :

1. Dans les départements de scolarisation satisfaisante, maintenir les taux de scolarisation à leurs niveaux actuels et porter l'effort dans le sens de l'amélioration qualitative (Sud, Centre, Littoral) ;
2. Dans les départements de scolarisation satisfaisante pour les garçons, maintenir les taux de scolarisation actuels pour ces derniers, mais pousser la scolarisation des filles (Centre, Littoral, Ouest, Est) ;
3. Dans les départements faiblement scolarisés comme le Bamoun et l'Adamawa, prévoir un effort particulier d'accélération de la scolarisation dans le cadre de la structure actuelle de l'enseignement primaire ;
4. Promouvoir un enseignement de masse dans les cinq départements du Nord très faiblement scolarisés : 1.040.000 hab., dont plus des deux-tiers possèdent une densité supérieure à 30 hab./km<sup>2</sup>. L'effectif scolarisable est de 229.000 (22 %) pour 16.700 scolarisés (7%). Une scolarisation à 66 % des garçons et à 33 % des filles conduirait à une augmentation des effectifs scolarisés de 104.000 unités représentant, en employant les méthodes traditionnelles, un investissement de 2 milliards (2.000 classes à 1 million) et des frais de fonctionnement annuel de 520 millions. Et le rédacteur du Plan note à ce sujet : "Le problème auquel le Cameroun a donc à faire face dans ce cas est identique à celui des Républicains du Tchad et de Haute-Volta, même retard de scolarisation, même insuffisance de ressources financières, même absence de débouchés".
5. Inclure l'enseignement agricole dans les écoles du 1er degré le plus rapidement possible afin de diminuer l'exode des jeunes ruraux vers les villes "où ils viennent grossir le nombre des oisifs".

Toutes ces idées feront leur chemin, mais dans l'immédiat, devant l'énormité des charges envisagées (1),

(1) En 1959, le montant total du budget de fonctionnement de l'Education Nationale au Cameroun oriental était de 1.699.881.000 FCFA (soit 14,06% du budget de fonctionnement - 12 milliards 85 millions - de l'Etat), auquel il faut ajouter 10,5 millions d'investissement, 125 millions d'investissement du F.A.C. français, 145 millions de subvention du FAC à l'enseignement privé, soit au total général 2 milliards 545 millions, ce qui équivalait à 3,2% du PNB 1959.

ce n'est qu'un plan restreint qui est finalement retenu : dans un premier temps, on se propose de maintenir la scolarisation actuelle à 44 % compte tenu de l'accroissement démographique ; dans un deuxième temps, on augmentera de 2 % le taux actuel des régions insuffisamment scolarisées, avec une légère extension de l'enseignement secondaire général et technique.

Le tableau 20 permet d'évaluer les résultats au terme du premier Plan.

Tableau 20 : Les résultats au terme du premier Plan

Régions	1959		1965-1966	
	Taux de scolar.	Effectifs	Taux de scolar.	Effectifs
Nord	10 %	23.754	18,5 %	63.581
Est	51	22.871	67,5	42.354
Centre-Sud	78	137.533	79,4	232.665
Littoral	80	51.762	75,6	116.194(a)
Ouest	63	95.063	74,2	154.670
Total du Cameroun oriental	44% (103%.)	330.983	56,4% (147%.)	609.463

(a) Le département du Nyong et Kellé est passé du Littoral au Centre-Sud ; celui du Mungo est passé de l'ouest au Littoral.

La progression est impressionnante, et les prévisions largement dépassées, y compris pour les régions défavorisées, mais l'écart s'est agrandi.

Le second Plan (1966-1971) est alors mis en oeuvre. Des aspects nouveaux de la politique nationale sont apparus. Des structures régionales d'administration et d'intervention ont été mises en place - en particulier tout l'appareil des I.F.A. (Inspection Fédérale d'Administration régionale) - mais, dans la tradition française, ce ne sont que des organes de déconcentration du pouvoir central, et les pouvoirs régionaux restent très dépendants : les députés et les maires sont nommés par le Gouvernement (1). Ces structures régionales (y compris celles du Cameroun occidental) participent à l'élaboration du second Plan, ce qui

(1) Cf. J. L. Morinière, op. cit. p. 202.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

aboutit à une répartition plus équitable des investissements publics, mais comme l'indique le tableau ci-dessous, les choix nationaux ne tiennent pas un compte strict des déséquilibres régionaux (voir Tableau 21).

Tableau 21. Second Plan. Les investissements régionaux (millions de F.CFA) (1)

Régions	Projets formulées par les régions		Projets inscrits au Plan		Moyenne par habitant (F. CFA)
	Phase 1	Phase 2		%	
Nord	20.108	20.382	17.027	16,96	11.210
Est	5.683	5.627	4.501	4,48	16.550
Centre-Sud	14.480	12.774	20.263	20,18	16.400
Littoral	19.665	24.849	29.034	28,92	40.000
Ouest	10.391	12.404	11.173	11,13	14.000
Cam.Occ.	21.043	(21.043)	18.373	18,30	16.240
<b>Total</b>	<b>91.370</b>	<b>97.079</b>	<b>100.371</b>	<b>100</b>	

Les rédacteurs du Plan s'en expliquent d'ailleurs: "L'accent sera mis sur le développement de l'économie intérieure et les échanges inter-régionaux ... mais l'objectif prioritaire d'augmentation rapide de la production intérieure en vue d'une indépendance économique accrue ne sera obtenu que si la nation consacre une part suffisante de ses ressources à l'investissement productif, en particulier si elle concentre dans un premier temps les moyens disponibles sur les zones et les secteurs présentant les meilleures chances de développement. De même, il conviendra de concilier le souci de faire progresser les régions retardées avec la rapidité de la croissance nationale. Les moyens étant limités, leur impact doit être choisi avec soin pour obtenir la rentabilité maximum compatible avec une progression raisonnable des différentes zones du territoire. La politique d'équilibre inter-régions trouvera donc ses limites dans la notion de rentabilité relative des investissements et d'autre part dans la considération des efforts particuliers directement consentis par les individus et collectivités de chacune des régions".

(1) Source : A. Valette, op. cit. p. 202

En opérant de la sorte, l'Etat camerounais reste dans le droit fil d'une logique inaugurée à l'époque coloniale : on s'appuie sur les pôles de croissance existants, c'est-à-dire sur les régions déjà avancées, comme les français l'avaient fait à la suite des Allemands.

Toutefois, en matière d'enseignement, le deuxième Plan s'est davantage préoccupé des disparités régionales. Le tableau 22 en témoigne.

Sous le couvert de l'objectif global selon lequel l'enseignement s'attachera à favoriser l'épanouissement de l'individu, à former le citoyen, et à le préparer aux tâches du développement économique et social, le deuxième Plan définit dans le chapitre enseignement les objectifs généraux suivants :

- adapter l'enseignement et la formation aux besoins de l'économie (on commence à parler d'enseignement "ruralisé") ;
- intégrer l'enseignement général et l'enseignement professionnel ;
- suivre une politique de qualité et non de quantité ;
- resserrer les liens entre le public et le privé ;
- développer le bilinguisme dans le secondaire et le supérieur.

Des objectifs particuliers sont formulés pour l'enseignement primaire :

- éliminer progressivement les élèves hors -d'âge (c'est-à-dire les plus de 13 ans)
- limiter strictement le recrutement aux seuls enfants scolarisables, âgés de 6 à 13 ans, soit huit années pour une scolarité de 6 ans, ce qui permet deux redoublements ;
- maintenir les taux actuels de scolarisation (1) dans le Centre-Sud et le Littoral. Ceux de l'Est et de l'Ouest seront élevés à 80 %. La scolarisation du Nord sera poussée de 19 à 27 %. Dans l'Occidental, on passera à 70 %.

Au terme de la 5ème année du deuxième Plan (1971-1972), les situations scolaires régionales, ont ainsi évolué (voir tableau 23). En prenant, comme les auteurs

(1) En l'occurrence, le deuxième Plan se réfère aux chiffres suivants, valables pour l'année 1964-65 : Centre-Sud : 92% ; Littoral : 80 % ; Ouest : 77 % Est: 69% ; Nord : 19% ; Cam.Occ. : 44,5%. Ces pourcentages correspondent exclusivement aux élèves de 6-13 ans par rapport au total des enfants scolarisables du même âge. La détermination de ce dernier total par région est une estimation.

Tableau 22. Second Plan - Secteur Enseignement-formation. Répartition régionale des investissements (millions de F.CFA)

Sous-secteur	Nord	Est	Centre- Sud	Litto- ral	Ouest	Cam. Occ.	Non ré- parti	Total
Primaire	625	302	765	248	490	518	400	3.348
Secondaire	117	35	210	240	365	532	410	1.909
Technique	304	164	192	154	116	330	40	1.300
Supérieur	-	-	-	-	-	-	1.411	1.411
Formation profession.	340	98	369	152	205	690	100	1.954
Jeunesse, sport, éduc. pop.	21	20	207	156	21	30	15	470
<b>Total</b>	<b>1.407</b>	<b>619</b>	<b>1.743</b>	<b>950</b>	<b>1.197</b>	<b>2.100</b>	<b>2.376</b>	<b>10.392 (1)</b>
<b>%</b>	<b>17,55</b>	<b>7,72</b>	<b>21,74</b>	<b>11,85</b>	<b>14,93</b>	<b>26,19</b>		

(1) Ce chiffre correspond à environ 9 % du total des investissements pour le deuxième Plan.

Tableau 23. Evolution des situations scolaires régionales  
(5ème année du deuxième Plan)

Régions	1965-1966	1971-1972
Nord	18,5	23,2
Est	67,5	81,9
Centre-Sud	79,4	94,5
Littoral	75,6	89,1
Ouest	74,2	79,3
Cameroun oriental	56,4	74,0
Cameroun occidental	55,9	60,3

Source : Statistiques des écoles primaires 71-72  
Min. Educ. Nat. Rep. Unie du Cameroun.

du Plan, ces chiffres comme repères, dans la deuxième partie, nous avons étudié l'évolution régionale dans le détail) on constate donc que le deuxième Plan n'a pas atteint ses objectifs pour l'enseignement primaire : d'une part, il n'a pas réussi à freiner le développement scolaire dans les régions bien scolarisées, et d'autre part, les régions retardées, le Nord et le Cameroun occidental, demeurent en deça des prévisions malgré un léger progrès.

Au moment de la préparation et de la mise en oeuvre du troisième Plan (1971-1976), donc une dizaine d'années après l'Indépendance, d'autres aspects de la situation nationale se manifestent plus clairement. Tout d'abord l'appareil gouvernemental, nourri de l'expérience de dix ans d'exercice du pouvoir, a raffiné et étendu ses instruments d'intervention en matière politique, économique et sociale (1), tous instruments lui permettant a priori d'appliquer une politique déterminée, particulièrement dans le domaine de la réduction des disparités. Cependant et parallèlement, l'application de cette politique se révèle de plus en plus difficile. Sur le plan du financement, l'énorme développement des effectifs scolaires rend les charges de fonctionnement de plus

(1) Ministères techniques (Plan, Développement industriel et commercial, Agriculture) planification quinquennale, budget distinct d'équipement, Sociétés d'Etat et d'Economie Mixte. Offices de développement et d'aménagement, etc... cf. J.L. Morinière, p. 196.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

- en plus lourdes. Une étude (1) couvrant la période 1964-1970 aboutissait aux constatations suivantes :
- une augmentation croissante des dépenses publiques d'éducation ;
  - un déséquilibre croissant entre la part de ces dépenses consacrée aux traitements et salaires du personnel et la part consacrée aux dépenses de matériel ;
  - une croissance des dépenses d'éducation plus rapide que la croissance des dépenses budgétaires globales ;
  - un pourcentage élevé des dépenses budgétaires globales (20%) est consacré à l'éducation.

L'accroissement de ces charges éducatives va de pair avec celles de l'ensemble de la fonction publique qui, en aval du système scolaire, en est, pourrait-on dire, le produit. Les ressources nationales étant limitées, on fait appel à une aide extérieure publique qui accroît les coûts globaux et la dépendance. Cette dépendance est encore accrue dans le cas de l'investissement privé étranger dont la rationalité n'inclut pas de critères politiques, et il en résulte, en définitive que le Cameroun n'est pas maître de sa politique économique (2). Cette dépendance de l'extérieur se traduit également dans le fait que près de 60 % des ressources budgétaires proviennent de l'exportation. Or, les traitements de la fonction publique absorbent 50 % du budget de fonctionnement et augmentent de 10 % chaque année. Dans ces conditions, une réorientation de l'économie en faveur des milieux ruraux et des régions sous-développées peut-elle être véritablement envisagée ?

Ensuite, dans le domaine des "incitations" l'expérience du deuxième Plan a montré que la maîtrise des évolutions spontanées à l'intérieur du système d'enseignement n'était pas possible : on n'a pu freiner la demande scolaire là où elle était jugée excessive, et on n'a pu la susciter là où elle faisait défaut. C'est surtout dans le domaine de l'enseignement privé - qui, par définition, n'est pas du ressort direct des pouvoirs publics, que se manifestent les évolutions spontanées.

---

(1) A. Labrousse. Les dépenses publiques d'enseignement et de formation.

(2) Cf. P. Hugon. Analyse du sous-développement en Afrique Noire. L'économie du Cameroun.

Là où la demande est forte, l'enseignement privé - particulièrement le privé laïc - compense automatiquement une offre gouvernementale qui se refuse. Nous avons déjà donné la répartition public-privé pour l'enseignement primaire (p. 71). La répartition pour l'enseignement secondaire est encore plus nette et significative.

Tableau 24. Répartition par province de l'enseignement public et de l'enseignement privé au Cameroun (1972-73). Enseignement secondaire et général

Provinces	Public	Privé	Distribution du privé		Privé laïc (1)
			Cathol.	Protés.	
Centre-sud	36,73	63,27	40,80	17,20	42 (26,56)
Est	56,92	43,08	73,83	26,17	-
Littoral	36,90	63,10	37,36	14,71	47,93(30,23)
Nord	78,35	21,65	60,85	39,15	-
Nord-O.	13,70	86,30	60,72	39,28	-
Ouest	32,91	67,09	28,06	13,08	58,86(39,47)
Sud-ouest	19,83	80,17	30,23	42,85	26,92(21,56)
Ensemble	36,67	63,33	38,84	19,28	41,88(26,51)

(1) entre parenthèses : le pourcentage du privé laïc par rapport à l'ensemble du secondaire de la région.

Ce tableau montre bien les régions dans lesquelles s'exerce une forte pression sur l'enseignement secondaire (les régions côtières, plus le Centre-Sud et surtout l'Ouest), et les régions dans lesquelles cette pression est beaucoup moins apparente, l'indicateur de cette pression étant la présence ou non d'enseignement privé laïc.

C'est dans ce contexte que le troisième Plan a été mis en place. La régionalisation y est plus marquée que dans les deux autres, en ce sens qu'il y a décentralisation dans les processus d'élaboration et d'exécution de certains projets, et fixation d'une enveloppe financière prévisionnelle pour chaque province. Cependant, la réduction des disparités régionales n'apparaît plus en tant qu'objectif spécifique. On mise sur un "décollage" (c'est l'expression des rédacteurs) économique global du pays en utilisant au mieux les ressources

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

matérielles et humaines actuelles, mais sans chercher à en modifier la répartition territoriale. On entérine en quelque sorte la division régionale du travail et des ressources telle qu'elle s'est progressivement mise en place. Le gouvernement veut certes s'attaquer à certains problèmes régionaux, mais dans les grands projets élaborés à cet égard, et pour lesquels est prévue une concentration des études et des moyens d'aménagement, les régions telles qu'on les connaît n'apparaissent pas. Ce sont des zones ou plutôt des aires qui sont désignées dans les quatre grands projets : la zone côtière avec Douala ; la zone forestière de l'Est ; les territoires traversés par le chemin de fer transcamerounais (pour le moment quasi-désertiques) ; et dans le Nord enfin la haute vallée de la Benoué où est prévue la construction du barrage de Lagdo. D'autre part, l'aménagement de ces zones est confié à des "organismes régionaux d'intervention" dont le siège est à Yaoundé.

En matière d'enseignement les objectifs du troisième Plan sont conformes aux objectifs généraux : "L'enseignement et la formation devront apporter une contribution efficace à ce décollage". Sous l'égide de "l'adaptation du système d'enseignement aux réalités nationales", quelques principes ont été retenus par le pouvoir central :

"L'enseignement doit former les cadres moyens et supérieurs dont a besoin notre économie.

L'enseignement doit surtout tendre à former des producteurs dynamiques et ouverts au progrès.

C'est pourquoi l'accent doit être mis sur :

- la ruralisation de l'enseignement primaire,
- la formation professionnelle post-primaire et sur l'enseignement technique élémentaire, moyen et supérieur...
- la formation des maîtres et des professeurs qualifiés". (1)

Pour l'enseignement primaire le troisième Plan se base sur l'évolution spontanée des effectifs (2) et prévoit essentiellement deux choses :

- la formation en nombre suffisant des maîtres qualifiés (actuellement moins de 15%)

---

(1) Extrait de la circulaire présidentielle n°2/CAB/PR du 15 avril 1970.

(2) Ses prévisions s'appuient sur des projections de tendance.

- la réforme des programmes et des méthodes d'enseignement ; l'accent sera mis sur l'adaptation du système d'enseignement aux besoins réels du pays, sur l'étude des milieux géographiques, sociaux et économiques.

Excellente dans son principe, cette réforme tend à faire en sorte que l'éducation transmise à l'école primaire s'appuie principalement sur le milieu d'origine des élèves. Comme le Cameroun est rural pour les quatre-cinquièmes, on a appelé cette réforme "ruralisation de l'enseignement". Cependant, son élaboration n'est pas encore achevée, et surtout rien n'a encore été prévu pour l'organisation des passerelles qui relierait les différents milieux, en particulier pour éviter que la ville ne soit réservée aux seuls citadins, car l'objectif explicite était de freiner l'exode rural en fixant les enfants de paysans à la terre de leurs parents. Il semble toutefois que cette réforme, après un début d'expérimentation spectaculaire, soit progressivement freinée au profit d'un retour aux formes traditionnelles d'enseignement. Des inconvénients majeurs se sont en effet manifestés peu à peu : son application à tout le pays et à toutes les classes du primaire aurait coûté beaucoup plus cher que la poursuite des méthodes déjà éprouvées ; ensuite et surtout, cette réforme, étant donné l'état de développement de la formation sociale nationale dont l'intégration tient avant tout à l'action de l'Etat, aurait en définitive été à l'encontre de la finalité politique unifiante du système actuel.

Pour l'enseignement secondaire, le troisième Plan se préoccupe -entre autres- de la forte concentration des élèves dans le sud du pays et prévoit de "soutenir l'effort de scolarisation dans les régions déshéritées". Pour nourrir cette recherche d'un équilibre régional l'ouverture d'un collège d'enseignement général, au moins dans chaque chef-lieu de département, est programmée pour tout le pays. Six nouveaux C.E.G. (pour 4 existants) et deux nouveaux lycées (pour 1 auparavant) seront ainsi construits dans le Nord. En attendant, et comme par le passé, différents biais sont utilisés pour favoriser la promotion d'un maximum de cadres originaires du Nord, malgré le déficit scolaire : assouplissement des critères d'âge pour l'entrée en sixième et l'obtention de bourses d'enseignement supérieur, assouplissement des conditions de diplôme et instauration de quotas réservés pour l'entrée dans les grandes écoles.

On constate donc qu'il existe bien au Cameroun

une politique de réduction des disparités éducatives régionales. Cette politique peut se prévaloir de quelques résultats, en particulier dans le démarrage de réels processus de scolarisation dans le Nord. Il faut constater cependant que les handicaps globaux ne se sont que peu modifiés. Cette politique se heurte en effet à deux sortes de difficultés.

La première a trait à la dynamique propre du système scolaire et au degré d'insertion de ce dernier selon les régions : d'une part, l'offre ne crée pas automatiquement la demande dans les régions sous-scolarisées où différents éléments interviennent pour la moduler, alors que la demande produit l'offre dans les autres régions, d'autre part, même dans les cas où l'offre et la demande coïncident dans les régions peu scolarisées pour y entraîner un certain développement, celui-ci se fait encore à un rythme inférieur à celui des régions où le système est profondément inséré.

La seconde difficulté a trait aux contraintes économiques et financières. Le développement scolaire des régions sous-développées nécessiterait une mise en valeur économique préalable. Cette mise en valeur est hypothéquée par la pauvreté des ressources de ces régions, la modicité des moyens nationaux, et la logique de la rentabilité immédiate.

Le problème est analogue dans les pays voisins du Cameroun, mais les situations sont différentes. Au Tchad, la réduction des disparités éducatives régionales a été présentée dès l'indépendance comme un des moyens de renforcer l'unité nationale. L'histoire récente montre que cette réduction était de plus en plus nécessaire et de plus en plus difficile. Au Nigéria, la question de l'unité nationale, de l'équilibre entre les différentes régions et de leur participation au pouvoir fédéral n'a cessé de peser sur la vie politique depuis l'Indépendance. Des solutions politiques et militaires draconiennes, d'importantes ressources pétrolières (45,1 % du PNB en 1975), un dispositif de planification de l'éducation dans le cadre des plans de développement, dispositif respectueux de la relative autonomie régionale en matière de programmes scolaires, font que le pouvoir central nigérian a maintenant les moyens d'une politique de réduction des disparités éducatives régionales.

## Conclusions :

### les disparités éducatives régionales et leur reproduction

Cette étude des disparités éducatives régionales au Cameroun nous a permis de dégager un certain nombre de traits relatifs à leur constitution et à leur nature. Nous avons vu tout d'abord qu'elles trouvaient leur origine dans le type d'interaction qui s'est opérée entre les colonisateurs et les sociétés locales, dans le jeu du cadre socio-régional. Nous avons vu ensuite qu'en vertu de processus internes ces disparités sont plus fortes quand on passe d'un niveau d'enseignement à l'autre et que d'une manière générale les écarts absolus de scolarisation avaient tendance à s'entretenir. Nous avons vu enfin que les différences intra-régionales portaient la marque du clivage rural-urbain et que la distribution nationale des inégalités scolaires recoupait globalement celle des inégalités socio-économiques.

Par-delà l'exemple camerounais, ceux du Tchad et de la Nigéria nous ont permis de souligner les liens entre le développement de l'économie marchande, du mode de vie et des valeurs de type urbain, en d'autres termes, tout ce qui est rupture avec l'économie de subsistance et l'orientation idéologique coutumière et la scolarisation. Ils ont permis aussi de souligner l'importance politique des déséquilibres scolaires régionaux.

L'étude des tentatives de réduction a montré que le développement scolaire des régions retardées n'avait pas réellement entravé un processus de reproduction des disparités inter-régionales. C'est au phénomène actuel de cette reproduction qu'il nous faut maintenant tenter de fournir une interprétation. Il est nécessaire pour cela de distinguer plusieurs niveaux de détermination.

1. Les rapports internationaux de domination

Il apparaît qu'il existe entre régions retardées et régions avancées le même type de rapports qu'entre pays sous-développés et pays développés, en ce sens que les seconds exercent sur les premiers un mode analogue de domination et d'exploitation. Au niveau macro-économique, la réduction des écarts inter-régionaux ou internationaux rencontre des obstacles identiques. Nous n'allons pas entreprendre ici l'analyse de ces obstacles qui trouvent leur origine dans un décalage institué. Il faut simplement souligner que le type d'insertion d'un pays dans l'économie mondiale conditionne son aménagement intérieur. Une économie extravertie ne peut conduire à un mode équilibré d'organisation de l'espace national. La priorité accordée à l'agriculture d'exportation et les contraintes de coût d'une industrialisation impliquent un drainage des régions de l'intérieur et un aménagement particulier des zones côtières qui ne peuvent qu'accentuer les déséquilibres régionaux. Or, "Tenter de réduire ces disparités par la mise en oeuvre d'une politique de péréquation risque de compromettre la croissance des centres moteurs et d'entrer en contradiction avec l'option prioritaire en faveur d'un taux de croissance global maximum"(1). C'est donc le choix d'une politique globale de développement qui est en question. Les rapports internationaux de domination sont tels que pour les pays dominés, l'orientation vers une économie extravertie résulte moins d'une décision libre que d'une absence de choix. La possibilité pour ces pays de s'orienter vers un autre type de développement nécessite donc un réaménagement des relations internationales.

Cependant, les relations entre les pays ne conditionnent pas la totalité des rapports internes d'un même pays. La dialectique du développement/sous-développement opère entre les nations. Elle explique que les pays qui subissent la domination d'autres pays voient leur retard s'accroître et n'aient pas la maîtrise de leur politique économique. Cette dialectique

---

(1) J.L. Lierdeman, dans "Disparités régionales et régionalisation dans une économie dominée de faible dimension : analyse de l'expérience ivoirienne", p. 101.

opère également entre les régions d'un même pays, mais la dialectique internationale, tout en ayant une influence certaine sur la dialectique inter-régionale, n'explique pas tout, comme certains auteurs auraient tendance à le croire. Il est manifeste qu'il y a articulation fonctionnelle des régions développées et sous-développées. Les régions avancées drainent les ressources matérielle et humaines des régions retardées, ce qui a pour conséquence d'accroître l'avance des unes et le handicap des autres, comme du temps de la colonisation. Cependant, ces pays ont acquis leur indépendance politique, et ne peuvent être réduits à de simples courroies de transmission du capitalisme international, certains disposent même maintenant de vastes ressources en hydrocarbures, et les simples enchaînements macro-économiques ne permettent pas de rendre compte de l'ensemble des situations régionales. Un autre élément joue depuis les indépendances, et en particulier sur le plan scolaire, celui de la dynamique interne des formations sociales nationales, dont l'agent structurant est l'Etat-nation. C'est le second niveau de détermination.

## 2. Formation sociale nationale et appareil scolaire

Les disparités éducatives régionales se reproduisent parce que les conditions qui ont présidé à leur apparition non seulement existent toujours, mais se sont renforcées au point de prendre un caractère structurel. L'exploitation et le drainage colonial se poursuivent de pays à pays, mais ils sont aujourd'hui médiatisés par les Etats-nationaux qui, eux, poursuivent des objectifs propres dans le cadre des formations sociales nationales.

La structure constitutive de ces formations sociales nationales s'est progressivement élaborée au cours de l'histoire, en particulier pendant la période coloniale. C'est la puissance coloniale qui a découpé les territoires. C'est son action multi-dimensionnelle et modulée qui a provoqué des changements de nature et d'ampleur différentes dans les groupes sociaux mis en contact avec elle. En multipliant les moyens de communication et les villes, en exerçant une certaine action idéologique par l'intermédiaire des écoles et des missions, en introduisant un type particulier d'organisation administrative, elle a contribué à bouleverser le réseau des rapports culturels, juridiques et politiques des groupements coutumiers et inauguré un mouvement de mise en relation généralisée des

des éléments ethniques. En jetant les bases d'une économie d'échange et en introduisant la monnaie, elle a distendu les liens traditionnels, ébranlé les solidarités collectives, individualisé les rapports, libéré la force de travail des circuits familiaux de subsistance et peu à peu transformé celle-ci en marchandises. Par le jeu de l'école et des nouvelles relations administratives et économiques, elle a promu des individus et les a placés en position d'intermédiaires privilégiés. En d'autres termes la colonisation a mis en place une nouvelle structure socio-économique à l'intérieur de laquelle les différents groupes socio-régionaux n'avaient pas la même place ; déjà, lors de la période pré-coloniale, les ethnies se hiérarchisaient en fonction des relations qu'elles entretenaient avec la côte et les trafiquants européens. A travers toutes ces transformations, les anciens rapports dominants/dominés ont suivi des destins différents. Certains ont fait place à de nouveaux rapports, d'autres se sont inversés, d'autres enfin se sont reproduits sur de nouvelles bases.

Pour que tous ces éléments constituent un ensemble réellement structuré, il manquait une armature idéologique, et c'est essentiellement dans ce domaine que les indépendances ont provoqué des changements majeurs. Le rôle que jouaient auparavant les puissances colonisatrices est maintenant tenu par des appareils d'Etat qui, dans l'espace géographique des découpages coloniaux, ont entrepris de construire une société globale au niveau d'une nation. Tous les groupes sociaux de chaque territoire sont maintenant articulés dans une société politique unifiée, ou en voie de l'être, et l'on peut maintenant parler de formations sociales nationales. Ces formations sociales nationales sont constituées de formes sociales d'âge et de nature différents mais intégrées par le volontarisme de l'appareil d'Etat. Organisateur de l'espace national par la mise en interaction des différentes régions, initiateur des stratégies de développement, moteur des institutions modélisantes et normatives, régisseur des appareils idéologiques, l'Etat est en avance sur les conditions sociales et économiques. Il dirige la société au point que, vu de l'extérieur, il semble qu'il y ait confusion entre l'Etat et la société globale : sur le plan des structures politiques et des fonctions idéologiques, il joue le rôle de la société globale qui n'est qu'en projet. L'appareil d'Etat est investi par une bourgeoisie nationale, seule classe constituée qui s'appuie elle-même sur

une couche moyenne hétérogène - formée à la fois de fonctionnaires et de tenants de l'autorité coutumière - pour contrôler, à travers différents relais régionaux, les milieux ruraux eux-mêmes fortement marqués par une différenciation régionale-ethnique. La classe au pouvoir vit des ponctions opérées sur les milieux ruraux, mais son action est avant tout d'ordre politique et idéologique.

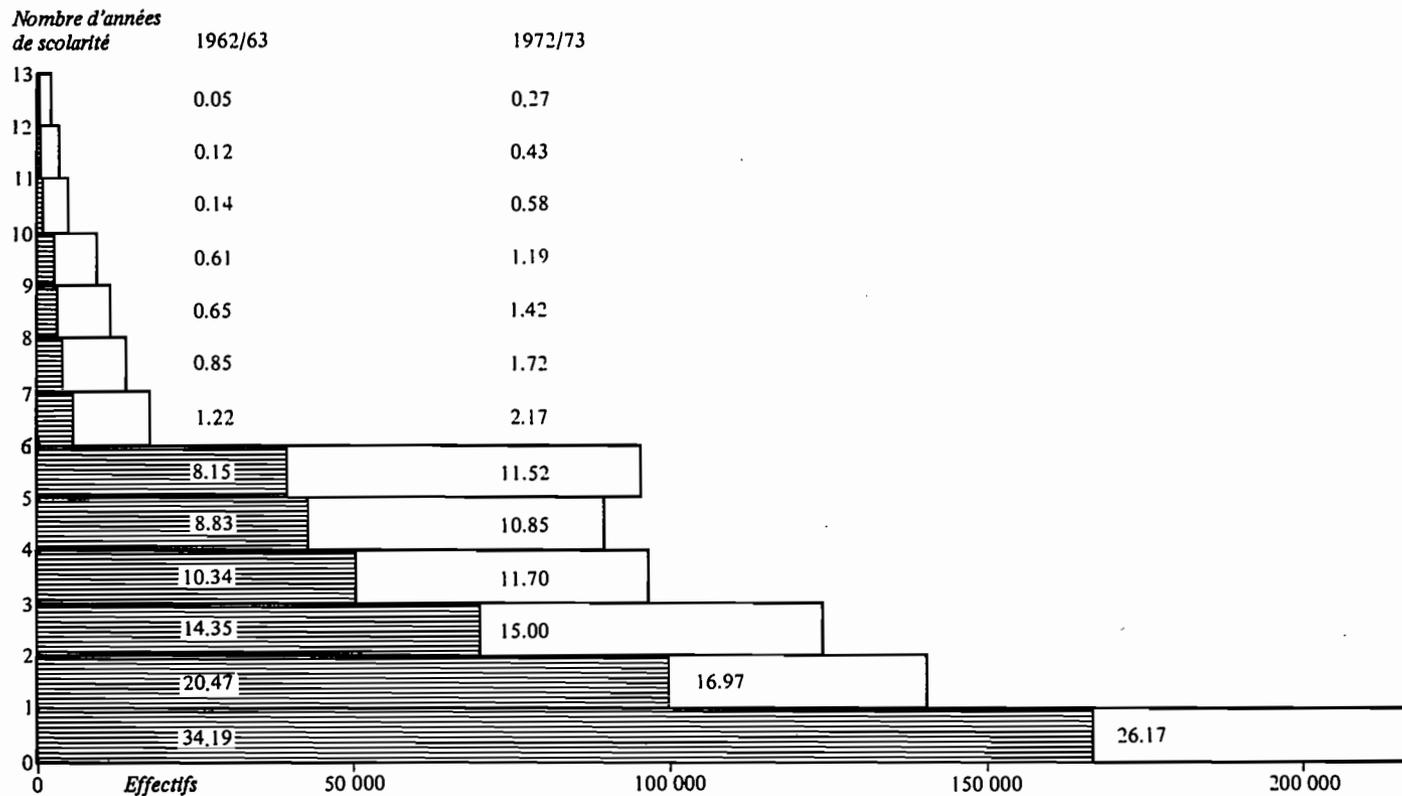
Le processus de structuration de ces formations sociales nationales se poursuit par l'inégalité de la pénétration de l'économie marchande et de la diffusion des nouveaux savoirs, dans la trame de l'idéologie du développement et de la construction nationale. La consoulation des disparités régionales, au-delà des particularités de l'implantation coloniale, correspond à la mise en place graduelle d'une division régionale du travail, d'une différenciation des fonctions socio-économiques, d'un rapport inégal au pouvoir d'Etat. La bourgeoisie nationale se reproduit dans la reproduction de l'ensemble de la hiérarchie dont elle occupe le sommet.

L'appareil scolaire joue un rôle majeur dans la reproduction du pouvoir d'Etat par la double fonction qui lui est dévolue de production idéologique et de sélection de l'élite. En matière de production idéologique, les thèmes majeurs sont l'autorité de l'Etat et sa légitimation, le développement et le sentiment national. Les pratiques scolaires dans l'enseignement primaire ont pour résultat le plus évident de dégager les élèves des influences idéologiques de leur milieu d'origine et de les rendre sensibles aux incitations politiques émanant des nouveaux pouvoirs (1). Il est donc important, du point de vue de l'appareil, de faire passer le maximum d'enfants par l'école, même si la majorité en sort sans diplôme. Nous retrouvons ici la fonction élitiste. Les fortes déperditions dont nous avons parlé à propos de l'enseignement primaire camerounais peuvent être envisagées comme l'un des éléments d'une procédure d'hyper-sélection. L'appareil scolaire sélectionne sévèrement dans la masse des scolarisés les futurs membres de la bourgeoisie nationale et participe par la même à sa reproduction. La hiérarchie des diplômes peut être considérée comme la matrice de la hiérarchie bureaucratique.

La pyramide ci-après (schéma 8) nous éclaire sur

---

(1) Cf. notre étude "Appareil scolaire et reproduction des milieux ruraux."



SCHEMA 8. Evolution de la pyramide du système d'enseignement général francophone.

l'évolution du système d'enseignement camerounais depuis l'Indépendance, tout en reflétant celle de la formation sociale nationale. En 1962-1963, donc peu de temps après l'Indépendance, le taux de scolarisation du Cameroun francophone était de 128 %. (tous niveaux d'enseignement) et les effectifs étaient ainsi répartis : sur 1.000 élèves, 963 se trouvaient dans le primaire, 33 dans le premier cycle du secondaire et 3 dans le second cycle. Dix ans après (1972-73) alors que le taux de scolarisation est passé à 175 %, on constate que le système a fondamentalement peu évolué en gardant une structure analogue de répartition des effectifs: sur 1.000 élèves, 922 sont maintenant dans le primaire, 65 dans le premier cycle du secondaire et 12 dans le second cycle. On peut ainsi souligner le maintien d'une base très large (la première année du primaire), un même schéma de déperditions dans le primaire et un rétrécissement considérable lors du passage du primaire au secondaire. Il y a toutefois des changements qui sont autant d'indices des pressions exercées sur le système par les groupes sociaux : le gonflement des effectifs de la dernière année du primaire qui manifeste un accroissement de la demande de diplôme et de passage dans le cycle supérieur ; la place relativement plus grande occupée par les effectifs du secondaire. On peut attribuer cette dernière à la compétition à laquelle se livrent les différents groupes de la formation sociale nationale plus qu'à une ouverture réelle du système (1) quand on sait que le développement de l'enseignement secondaire a profité avant tout aux groupes déjà favorisés. On sait aussi que ce développement du secondaire est dû en partie au développement de l'enseignement privé laïc dont les groupes de la zone sud-ouest ont été les promoteurs.

Il y a ainsi une fonctionnalité globale des rapports de domination et l'appareil scolaire participe à cette fonctionnalité. Cependant, nous avons pu repérer différents traits qui montrent que l'appareil ne peut maîtriser complètement le système scolaire. Ce dernier connaît des développements autonomes et révèle par là l'existence de stratégies différentielles à l'intérieur de la formation sociale nationale. C'est un troisième niveau de détermination.

---

(1) Par-delà la volonté d'africanisation des cadres.

### 3. Stratégies sociales et inégalités scolaires

La structuration de la formation sociale nationale se fait de telle manière qu'il y a passage progressif d'un agrégat pluri-ethnique à une société globale où commencent à émerger des classes sociales. La clé de voûte de cette société globale est la bourgeoisie d'Etat qui se reproduit en tant que telle dans sa répartition régionale-urbaine. Tous les groupes ethniques ne sont pas également représentés dans cette bourgeoisie d'Etat car ils ont bénéficié inégalement de "l'apport colonial". Les mouvements pré-coloniaux sont réactivés mais ils s'inscrivent maintenant - à partir d'une position sociale inégale - dans le cadre de luttes autour et à propos du pouvoir et de ce qui y conduit, le savoir, la richesse, les réseaux de solidarité. En fonction de cette position socio-historique différenciée, les groupes élaborent des stratégies particulières auxquelles ressortissent les comportements scolaires.

On peut dire ainsi que le comportement scolaire d'un groupe est fonction des stratégies globales de ce groupe. Il entre dans le champ d'une rationalité politico-économique qui est elle-même dépendante de l'orientation historique de la reproduction de ce groupe. L'interprétation de cette orientation n'est pas à chercher uniquement dans le groupe lui-même, mais aussi et surtout dans le réseau des rapports sociaux régionaux. Il apparaît que c'est dans les régions dites retardées que les stratégies sont dominées par les impulsions du passé pré-colonial. Par exemple, au Cameroun, les structures de type ethnique sont plus conséquentes dans le Nord que dans le Sud où les transformations de plusieurs siècles s'achèment peu à peu vers une structure de classes qui passe à travers tous les groupes ethniques. Dans le Nord, on peut dire qu'il y a globalement passage direct de l'ethnie à la classe sociale dans la mesure où la hiérarchie ethnique pré-coloniale détermine en définitive une hiérarchie de classes dans la stratification de la formation sociale nationale, les anciens rapports de domination et d'exploitation se reproduisant sur de nouvelles bases. L'ethnie dominante joue maintenant - dans le contexte d'un Etat centralisé, d'une économie d'échange de plus en plus monétarisée, où la force de travail tend à se transformer en marchandise - le rôle d'une classe dominante. Le paradoxe est que cette hiérarchie de "classes" est entretenue par des processus de reproduction "ethniques". Certaines ethnies du Nord ont intégré l'école dans leur reproduction et d'autres non. Cela permet d'expliquer le phénomène

que nous avons décrit plus haut (p. 77) : l'augmentation du taux de rétention à l'issue de la première année montre que le système scolaire a amélioré son efficacité, mais c'est au bénéfice des groupes qui ont intégré l'école (les Moundang en particulier, les Toupouri et les couches urbaines des groupes musulmans) ; le système ne s'est pas développé en proportion parce que les groupes qui étaient réticents à l'égard de l'école se tiennent toujours en retrait (les groupes montagnards essentiellement et les couches rurales des groupes musulmans). Cette position en retrait mérite un éclaircissement. Si les groupes montagnards ont eu historiquement l'initiative du refus de l'école - comme du reste celui de toutes les interventions coloniales, ce qui les a conduits à occuper une situation à la fois marginale et inférieure dans la hiérarchie sociale post-coloniale - il est manifeste qu'actuellement leur scolarisation n'est plus encouragée, et cela pour plusieurs raisons. Leur scolarisation à un niveau équivalent à celui des Moudang par exemple bouleverserait les équilibres actuels de la région. D'autre part, dans la politique actuelle d'un développement global s'appuyant sur les ressources différentielles et entérinant une certaine division du travail, les montagnards en tant que tels constituent à la fois une richesse touristique et un réservoir de main-d'oeuvre. Et c'est ici que les différents niveaux de détermination que nous avons mis en évidence se rejoignent : les stratégies d'ensemble de l'économie marchande, relayées par celles de l'Etat-nation, entrent en composition avec les stratégies sociales des groupes régionaux pour entretenir les inégalités scolaires.

Ces faits nous mènent à une conclusion importante ; Il n'y a pas des groupes ethniques qui réussissent mieux que d'autres dans l'univers scolaire en vertu d'on ne sait quels dons, affinités, ou héritages culturels ? Affirmer le contraire reviendrait à consacrer l'idéologie raciste. Il y a des groupes qui ont ou n'ont pas intégré l'école dans leur reproduction, et les conditions naturelles, l'histoire et les rapports sociaux régionaux leur ont fourni inégalement les moyens de nourrir ces stratégies ou de pouvoir les modifier.

#### 4. Offre et demande scolaires

L'analyse que nous venons de mener des trois niveaux de détermination des disparités régionales - rapports internationaux, cadre national-étatique et stratégies sociales - nous a montré que ces niveaux pouvaient

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

être à la fois complémentaire et contradictoires. Autrement dit, ils peuvent aussi bien être identifiés comme des niveaux d'autonomie. C'est en allant dans ce sens que nous pourrions mieux saisir la place et le rôle de l'offre et de la demande scolaires, et d'une manière plus générale les fonctions réelles du système scolaire et la position occupée par l'éducatif par rapport au politique et à l'économique.

Nous avons souligné dans l'introduction que la nature fondamentale de l'éducation - tout en reflétant l'instance dominante de la société globale - était politique et idéologique puisque sa fonction première dans toute société est la socialisation, c'est-à-dire l'intégration sociale et politique par l'intermédiaire de processus d'intériorisation idéologique. Dans les pays industriels, où on peut considérer que le palier dominant est l'économique, le système éducatif sert donc à légitimer le système économique et tous les rapports sociaux que celui-ci engendre, y compris les rapports politiques et le rôle de l'Etat. Ces pays industriels, dits développés, sont en position de force dans les rapports économiques mondiaux. Ils dominent en particulier les économies des pays dits sous-développés dont l'extraversion est le trait principal. Cependant, pour que cette extraversion se perpétue, il n'est pas nécessaire que les rapports de production internes de ces pays dominés soient analogues à ceux du pays dominant. Ainsi, dans les pays dominés d'Afrique tropicale, l'existence des rapports de production capitalistes n'est pas nécessaire à l'exercice de la domination capitaliste. Il suffit que ces pays tiennent la place où ils sont relégués dans le cycle des échanges internationaux. Il faut cependant pour cela que des conditions politiques et idéologiques soient remplies, et c'est à ce moment du processus qu'interviennent les Etats.

A l'origine, ce fut l'Etat colonial qui assura l'encadrement politique permettant une exploitation multiforme et qui ne s'embarrassa que tardivement de nécessités de légitimation. Actuellement, ce sont les Etats nationaux qui assurent les conditions politiques et idéologiques de l'exploitation capitaliste. C'est donc le palier politique et idéologique qui est dominant dans les pays dits sous-développés, et la fonction du système scolaire dans ces pays est de légitimer le système politique. La production idéologique de l'école a pour fonction de reproduire l'autorité de l'Etat. Bien que les Etats nationaux soient actuellement des médiateurs des impérialismes économiques, ils poursuivent néanmoins des objectifs propres qui entraîneront tôt

ou tard des contradictions dans le rapport dominant-dominé. L'école dans ces pays ne produit pas seulement une bourgeoisie nationale et des "citoyens", elle produit aussi une bourgeoisie nationaliste que ne pourra tenir sa position face aux "citoyens" qu'en entamant une action anti-impérialiste réelle. Tout ceci dans la logique propre du développement scolaire. Dire comme H. Levin (1), que dans les pays en voie de développement "le rôle de l'expansion en matière d'éducation est de maintenir le marché du travail au ralenti de façon à ce que le coût de la main-d'oeuvre reste bas et à ce que les travailleurs puissent être exploités en raison du manque de choix" relève d'une vision à la fois mécaniste et économiste du fonctionnement des sociétés. Si tel était vraiment le rôle de l'expansion scolaire, elle n'aurait null raison de se ralentir. Or, il apparaît de plus en plus que les Etats d'Afrique tropicale ne favorisent plus cette expansion. Nous avons déjà vu qu'au Cameroun le troisième Plan s'en tenait pour l'enseignement primaire à l'évolution spontanée des effectifs. Cela veut dire qu'on ne cherchera plus forcément à scolariser les secteurs où la scolarisation est inexistante ou à la développer là où elle est insuffisante. Il y a au moins deux raisons à cela : d'une part, les coûts scolaires commencent à devenir excessifs, et d'autre part, l'école n'ayant pas le monopole de la production idéologique, les mêmes fonctions peuvent être assurées par tous les systèmes d'encadrement politique et technique, ainsi que par la radio.

Bien entendu, par la diffusion des nouveaux savoirs, l'école joue un rôle important relativement au marché de l'emploi. On peut même dire qu'il y a inversion des rôles dans la mesure où dans un certain nombre de pays africains la nécessité politique s'est fait jour de créer des emplois de type administratif pour absorber une partie des flux de sortie du système scolaire. Cependant, il faut surtout souligner que le passage par l'école est actuellement nécessaire pour accéder à tout poste d'un quelconque pouvoir. L'école est donc l'instrument d'insertion dans les nouvelles structures sociales et cela explique qu'elle devienne de plus en plus le lieu et l'objet de luttes sociales autour et à propos de l'accès à ces structures, et que les inégalités intra-régionales commencent à être d'un poids politique plus important que les inégalités

---

(1) Dans "Les limites de la planifications de l'éducation"  
p. 30.

inter-régionales. C'est dans ce contexte que doivent être comprises les notions d'offre et de demandes scolaires.

L'analyse que nous avons menée en termes de reproduction sociale et de niveaux d'autonomie conduit à interpréter la demande scolaire comme une stratégie sociale globale qui s'inscrit dans des rapports multi-dimensionnels. Cette stratégie, qu'elle conduise à aller au devant de l'école ou à la refuser, se situe en effet au confluent d'incitations pré-coloniales, d'apports coloniaux et d'opportunités actuelles. Il en est de même pour l'offre dont la distribution est commandée par les groupes dominants au niveau de l'appareil d'Etat. L'offre est une commande sociale. Stratégies sociales et effets de masse (démographique, économique et financière) peuvent se conjuguer pour une multiplication réciproque de l'offre et de la demande. Au Cameroun, c'est le cas des groupes de la zone sud-ouest et en particulier des Bamiléké chez lesquels la demande est appuyée par de telles forces sociales qu'elle crée automatiquement l'offre. Nous avons vu page 113, la place de l'enseignement privé laïc dans les différentes régions. Les populations des zones insérées dans l'économie marchande commencent à prendre le relais des pouvoirs publics dans le financement de leur scolarisation. Ces développements spontanés illustrent les difficultés d'une mise en oeuvre d'une politique de réduction des disparités. A l'inverse, stratégies sociales et effets de masse (démographique, politique) peuvent aussi se conjuguer pour entraîner une dialectique du refus-rejet. C'est le cas des groupes montagnards de la région Nord (cf. p.125). Un vaste effort de scolarisation a été entrepris dans le nord entre 1962 et 1967. Cet effort a été fructueux dans les groupes non-musulmans de la plaine limitrophe du Tchad (Moundang, Toupouri, etc.) où la scolarisation a réellement été intégrée comme une composante de la vie sociale. L'échec a été patent chez les montagnards dont les réticences n'ont pas été ébranlées (1). Les taux de scolarisation n'ont réellement progressé que dans les petits centres urbains, et certaines écoles ouvertes manu-militari ont même dû être fermées. L'effort gouvernemental s'est maintenant relâché : entre 1962 et 1967, dans le département qui regroupe l'ensemble de ces montagnards, le Margui-Wandala, le nombre d'écoles est passé de 44 à 90 ;

---

(1) L'enseignement est considéré par eux comme mettant en cause leur survie économique et sociale.

entre 1967 et 1974, il est seulement passé de 90 à 94. Le taux de scolarisation de ce département était de 35,50 %. en 1972. C'est le taux le plus bas du Cameroun.

Les notions d'offre et de demande scolaires doivent donc s'éclairer mutuellement et ne pas être maintenues dans un dualisme ou un rapport univoque dont la réalité révèle le caractère artificiel. Dans la perspective d'une réduction des disparités éducatives régionales on doit considérer que l'offre scolaire - tout comme la demande - n'est pas seulement une salle de classe, ou un certain type de cursus, mais en définitive une position sociale.



# Annexe

Statistiques démographiques  
et statistiques scolaires par région  
au Cameroun, 1954-1975

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

Tableau A.1. 1954/55

Régions	Population totale (1)	%I (2)	Effectifs de l'enseignement primaire (3)	%II (4)	Indice II/I (5)	Nombre d'élèves pour 1000 hab. (6)
Centre-Sud	724.017	18,17	95.119	36,50	2,00	131
Est	209.594	5,25	12.031	4,61	0,87	57
Littoral	400.070	10,03	55.057	21,12	2,10	137
Ouest	536.670	13,47	44.845	17,20	1,27	83
Nord	1.208.793	30,35	9.029	3,47	0,11	7
Cameroun occidental	906.000	22,73	44.566	17,10	0,75	49
<b>Total</b>	<b>3.985.144</b>	<b>100%</b>	<b>260.647</b>	<b>100%</b>		<b>65</b>

(1) et (3) Annuaire statistique éducat. Cameroun 1.1.1955 pour le Cameroun francophone.  
C. et G. Courade pour le Cameroun anglophone.

Tableau A.2. 1957-1958

Région	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Centre-sud	754.205	18,21	122.603	34,94	1,91	162
Est	209.567	5,07	20.076	5,72	1,13	95
Littoral	422.177	10,20	69.797	19,90	1,95	165
Ouest	553.599	13,37	60.611	17,27	1,29	109
Nord	1.231.558	29,73	29.934	5,97	0,20	16
Cameroun occidental	970.000	23,42	56.810	16,20	0,69	56
<b>Total</b>	<b>4.141.106</b>	<b>100%</b>	<b>350.831</b>	<b>100%</b>		<b>84</b>

(1) et (3) Annuaire statistique éducat. Cameroun du 1.1. 1958.

Tableau A.3. 1961-1962

Régions	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Centre-Sud	924.162	20,24	191.452	36,65	1,81	207
Est	233.230	5,10	23.428	4,48	0,87	100
Littoral	380.309	8,33	83.393	15,97	1,91	219
Ouest	625.899	13,72	92.962	17,80	1,29	148
Nord	1.338.847	29,34	35.883	6,88	0,23	26
Cameroun occidental	1.062.000	23,27	95.159	18,22	0,78	89
<b>Total</b>	<b>4.564.447</b>	<b>100%</b>	<b>522.277</b>	<b>100%</b>		<b>114</b>

Sources: 1. Chiffres officiels du Gouvernement (Cameroun francophone au 31.12.1961 pour le Cameroun occid. estimation de C. et G. Courade).

3. Annuaire statistique 1962 du Secrét. d'Etat à l'Enseignement.

Tableau A.4. 1964-1965

Régions	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Centre-sud	1.060.663	20,68	208.141	30,67	1,48	196
Est	257.352	5,01	42.174	6,21	1,23	163
Littoral	547.059	10,67	107.701	15,86	1,48	196
Ouest	727.688	14,20	140.430	20,70	1,45	192
Nord	1.397.048	27,25	55.967	8,25	0,30	40
Cameroun occidental	1.137.200	22,19	124.254	18,31	0,82	109
Total	5.127.010	100%	678.667	100%		132

Sources (1)et(3) Annuaire statistique 1964-65 du Secrét. d'Etat à l'Ens. du 1er degré pour le Cameroun francophone.  
pour le Cameroun anglophone (1) estimation de C. et G. Courade  
(3) chiffre officiel

Tableau A.5. 1967-1968

Régions	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Centre-sud	1.120.000	20,0	240.984	29,51	1,47	215
Est	275.000	4,92	45.232	5,53	1,12	164
Littoral	625.000	11,20	124.769	15,27	1,36	199
Ouest	830.000	14,84	161.908	19,83	1,33	195
Nord	1.540.000	27,56	70.556	8,63	0,31	45
Cameroun occidental	1.200.000	21,48	173.412	21,23	0,98	144
Total	5.590.000	100%	816.861	100%		146

(1) Estimation sur la base d'enquêtes démographiques par sondages dans Tableau de la population du Cameroun - ORSTOM Yaoundé 1971.

(3) Annuaire statistique 1967-68 du Min. de l'Education du Cameroun.

Tableau A.6. 1975-1976

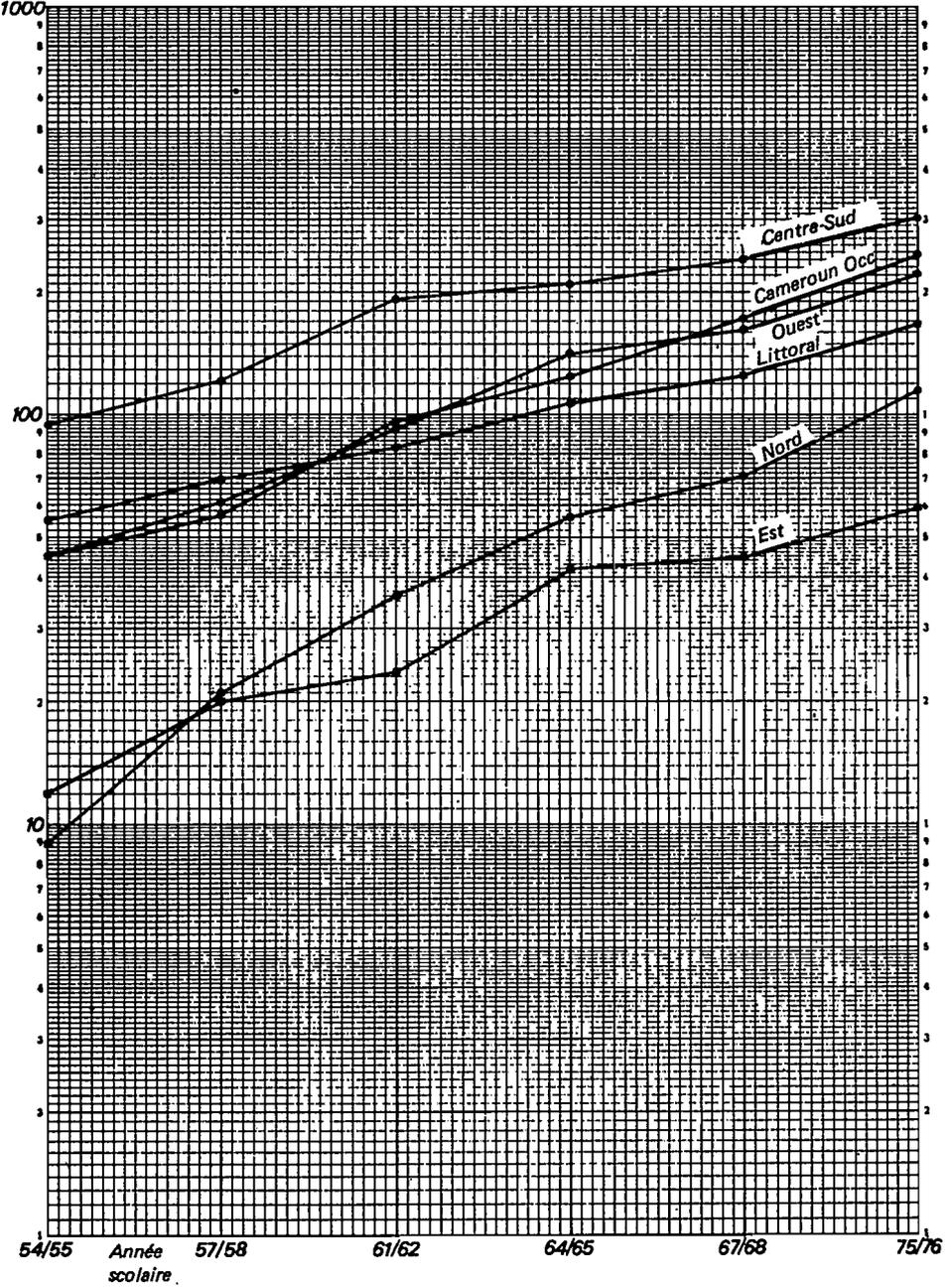
Régions	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Centre-sud	1.492.945	19,49	303.051	27,23	1,39	202
Est	366.235	4,78	58.854	5,29	1,10	160
Littoral	935.166	12,20	167.736	15,08	1,23	179
Ouest	1.035.597	13,51	221.285	19,89	1,47	213
Nord	2.232.257	29,13	115.114	10,35	0,35	51
Cameroun occidental(a)	1.601.046	20,90	246.713	22,17	1,06	154
Total	7.663.246	100%	1.112.753	100%		145
(a) Nord-Ouest	980.531	12,80	127.565	11,46	0,89	130
Sud-ouest	620.515	8,10	119.148	10,70	1,32	192

(1) Recensement général d'avril 1976.

(3) Estimation réalisée en ajoutant aux derniers chiffres connus (73-74) la moyenne de progression annuelle des effectifs des cinq années précédentes.

Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun

Milliers  
d'élèves



SCHEMA A.1. Croissance des effectifs de l'enseignement primaire au Cameroun depuis 1958.

# Bibliographie

## 1. Ouvrages généraux

- Bugnicourt (J.) "Disparités scolaires en Afrique", in Revue Tiers-Monde, 12, (48) 1971
- Foster (F.) : Education and Social Change in Ghana, London, Routledge & Kegan Paul, 1965.
- Levin (H.) "Les limites de la planification de l'éducation", document IIEP/S42/1F, multigr., 1977.
- Lierdeman (J.L.) "Disparités régionales et régionalisation dans une économie dominée de faible dimension : analyse de l'expérience ivoirienne", Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar, coll. Trav. et Doc. de l'ORSTOM, n°39, 1974.
- Perrot et Labrousse "Les déperditions scolaires", Cahiers de l'IIPE, n°24, 1971.

## 2. Cameroun

- Courade (C. & G.): L'école du Cameroun anglophone, Yaoundé, ORSTOM, 1975, 71 p. multigr. (à paraître).
- Hugon (P.) Analyse du sous-développement en Afrique noire ; l'économie du Cameroun, Paris, PUF, 1968.
- IEDES (Groupe de Recherche de l') : Coûts et rendements du 2ème degré dans 4 pays d'Afrique francophone T.II, le Cameroun, 1970, 233 p.
- Labrousse (A.) Les déperditions scolaires et leur incidence sur le coût des élèves, multigr. MEJEC, Yaoundé, 1970, 30 p.

**Différenciation sociale et disparités régionales :  
le développement de l'éducation au Cameroun**

- Labrousse (A.) Les dépenses publiques d'enseignement et de formation. Cameroun-tous budgets- Evolution 1964-1970. Analyse, multigr. MEJEC, Yaoundé, 1970, 39 p.
- Le Vine (V.T.) The Cameroons from Mandate to Independence, University of California Press, Berkeley, 1964 (Traduction française, 1970).
- Marguerat (Y.) Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun, ORSTOM, Trav. et Doc. N°40, Paris, 1975, 107 p.
- Marguerat (Y.) Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun, multigr. Orstom, Yaoundé, 1969, 80 p.
- Martin (J.Y.) Les Matakam du Cameroun, Mémoires ORSTOM n° 41, Paris, 1970, 215 p.
- Martin (J.Y.) "Inégalités régionales et inégalités sociales : l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional", Revue française de Sociologie, XVI, 1975, 317-334.
- Martin (J.Y.) "Appareil scolaire et reproduction des milieux ruraux", dans Essais sur la reproduction de formations sociales dominées, ORSTOM, Trv. et doc. n° 64, 1977.
- Morinière (J.L.): L'organisation de l'espace dans un pays en voie de développement, Le Cameroun. Cahiers Nantais n° 9-10, janv. juin 1975, UER de géographie de Nantes, 335 p., multigr.
- Prat (D.) Histoire de la scolarisation au Sud-Cameroun, FISH, Paris, 1969.
- Santerre (R.) L'école au Cameroun sous souveraineté allemande (1883-1915), l'Éducateur Camerounais, n°17, 1967-1968.
- Valette (A.) Les méthodes de la planification régionale au Cameroun, multigr. ORSTOM, Yaoundé; 1971, 123 p.
- Weber (J.) "Types de sur-produits et formes d'accumulation. La province cacaoyère du Centre-Sud camerounais. Op. cit. Trav. et Doc. ORSTOM n°64, 1977.
- Ministère de l'Education Nationale du Cameroun. Statistiques scolaires.
- Ministère du Plan : Textes des Premier, Deuxième et Troisième Plan Quinquennaux.

3. Tchad

- Deschamps (N.) Histoire générale de l'Afrique Noire.  
T.2, de 1800 à nos jours. Paris, PUF, 1971.
- IEDES (Groupe de Recherche de l'): Les rendements de l'enseignement du 1er degré en Afrique francophone, T.3, Analyses nationales.
- Khayar (I.M.) Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les Musulmans du Ouaddai (Tchad). Maisonneuve, Paris, 1976, 140 p.
- SEDES : La scolarisation au Tchad, Min. de la Coop. I.F.N., multigr. 1961, 104 p. + ann.
- Zuret-Canale (J.) Afrique noire occidentale et centrale, T.2., l'Ere coloniale, Editions sociales, Paris, 1964.
- Teisserenc (P.) Le dieu des autres, UGE, 10/18, 1975, 318 p.
- Ministère de l'Education nationale du Tchad : Statistiques scolaires.

4. Nigeria

- Callaway (A.) & Musone (A.) Financing of Education in Nigeria, Unesco-IIEP, ARM n°15, 1968, 150 p.
- Page (J.D.) "l'Afrique britannique" in Deschamps (H.) op. cit.
- Hawes (H.W.R.) & Aarons (A.) Curriculum and curriculum development in Nigeria, multigr. Inst. of Educ. London, 1976, 99 p.
- Wheeler (A.C.R.) The organisation of educational planning in Nigeria. Paris. Unesco-IIEP. ARM n°13, 1968, 68 p.
- Federal Ministry of Education: Statistics of Education (Annual Digests).

Martin Jean-Yves (1981)

Différenciation sociale et disparités régionales : Le  
Développement de l'éducation au Cameroun

In : Disparités régionales dans le développement de  
l'éducation : Diagnostic et politiques de réduction

Paris : UNESCO.International Institute for Educational  
Planning (FRA), 27-135

ISBN 92-803-2086-6